

ACTES DE LA RENCONTRE

**Le partenariat entre la Corée et le Maroc pour la
coopération économique bilatérale et la coopération
tripartite en Afrique**

ACTS OF THE MEETING

**Korea-Morocco partnership for bilateral economic
cooperation and tripartite development cooperation in
Africa**

Rabat, le 29 septembre 2017

Rabat, September 29th, 2017

Les actes de la rencontre ont été élaborés sur la base des documents fournis par leurs auteurs, dans leur langue d'origine. Les éléments qui y sont reproduits engagent la responsabilité de leurs auteurs et non pas celle de l'Institut Royal des Etudes Stratégiques (IRES)

The proceedings of the meeting were elaborated on the basis of documents provided by the authors in their original language. The ideas expressed are those of the authors and do not necessarily reflect the view of the Royal Institute for Strategic Studies (IRES)

Sommaire¹

Avant-propos	5
Foreword.....	6
OPENING SESSION/SEANCE D'OUVERTURE.....	8
Mohammed Tawfik MOULINE, Director General, Royal Institute for Strategic Studies/Directeur Général de l'Institut Royal des Etudes Stratégiques	9
Mot d'ouverture	9
Opening remarks.....	10
LEE Jae-young, Vice-President, Korea Institute for International Economic Policy, KIEP.....	12
Mot de bienvenue.....	12
Welcoming remarks.....	13
PARK Dong-sil, Ambassador of the Republic of Korea in Morocco/Ambassadeur de la République de Corée au Maroc.....	16
Mot de bienvenue.....	16
Welcoming remarks.....	17
SESSION 1: KOREA'S INDUSTRIALIZATION EXPERIENCE AND MOROCCO'S STRATEGY FOR ECONOMIC DEVELOPMENT/EXPERIENCE D'INDUSTRIALISATION DE LA COREE ET STRATEGIE DU MAROC POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	20
LEE Kwon-hyung, Head of Africa and the Middle East, KIEP/Directeur du Département Afrique et Moyen-Orient, KIEP	21
L'expérience de la Corée dans l'industrie automobile.....	21
Korea's experiences in automobile industry.....	21
Mohammed Tawfik MOULINE, Directeur Général, IRES/ Director General, IRES.....	42
The foundations of Morocco's emergence.....	42
Les fondements de l'émergence du Maroc.....	44
SEO Sang-hyun, Senior Economic Analyst, POSCO Research & Institute/Analyste Economique Principal.....	50
Morocco automobile industry outlook from korean business perspective.....	50
Aziz RAGBI, Economiste, Professeur d'Université, Maroc/University Professor, Morocco ..	59
How to expand economic cooperation between Korea and Morocco from Morocco's perspective?.....	59
Comment développer la coopération économique entre la Corée et le Maroc du point de vue du Maroc ?.....	60
JUNG Jae-wook, Research Fellow, KIEP/Chercheur Associé, KIEP	63
Comment développer la coopération économique entre la Corée et le Maroc du point de vue de la Corée ?.....	63

¹ Conformément à l'ordre d'intervention, figurant dans le programme de la rencontre

How to expand economic cooperation between Korea and Morocco from Korea's perspective?.....	64
Mohamed CHATER, Professeur d'économie, chercheur associé à l'IRES/Professor of economics, Researcher Fellow, IRES	76
SESSION 2: "KOREA-MOROCCO PARTNERSHIP FOR TRIPARTITE DEVELOPMENT COOPERATION IN AFRICA"/LE PARTENARIAT "COREE-MAROC" POUR LA COOPERATION TRIPARTITE EN AFRIQUE	78
HUR Yoon Sun, Research Fellow, KIEP/Chercheur Associé, KIEP	79
Partenariat Corée-Maroc pour la coopération tripartite en Afrique du point de vue de la Corée	79
Korea-Morocco partnership for tripartite development cooperation in Africa from Korea's perspective.....	81
Azzedine GHOUFRANE, Doyen de la Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales (FSEJ), Rabat-Souissi/ Dean of FSJES.....	83
Korea-Morocco partnership for tripartite development cooperation in Africa from Morocco's perspective"	83
Partenariat Corée-Maroc pour la coopération tripartite en Afrique du point de vue du Maroc.....	84
Mrs. KIM Soyoung, Resident Representative of KOICA Morocco Office/Représentant Résident du bureau de KOICA au Maroc.....	92
L'expérience coréenne en matière de coopération tripartite.....	92
Korea's tripartite development cooperation policy and experience	94
Said DKHISSI, Professeur d'économie, Chercheur Associé, IRES/ Professor of economics, Researcher Fellow, IRES.....	96
Morocco's foreign policy for an African Development Model.....	96
La politique étrangère du Maroc pour le modèle de développement africain	97
Mrs. JUNG Hyun- Jung, Counsellor, Korean embassy in Morocco/Conseillère à l'Ambassade de Corée au Maroc	100
Partenariat Corée-Maroc pour la coopération tripartite au développement en Afrique	100
Korea-Morocco partnership for tripartite development cooperation in Africa	102
PROGRAMME.....	107
BIOGRAPHIES.....	109

Avant-propos

L'Institut Royal des Etudes Stratégiques (IRES) et the Korea Institute for International Economic Policy (KIEP) ont co-organisé, en partenariat avec l'Ambassade de la République de Corée au Maroc, le 29 septembre 2017, une rencontre sur les relations de coopération entre le Royaume du Maroc et la République de Corée et sur les perspectives de leur renforcement pour un développement de la coopération tripartite en Afrique.

Cette rencontre, à laquelle ont pris part l'Ambassadeur de Corée au Maroc, les représentants du secteur public et privé ainsi que des experts marocains et coréens, a eu comme thème "Partenariat Corée-Maroc pour la coopération économique bilatérale et la coopération tripartite en Afrique".

Marquée par la signature d'un mémorandum d'entente entre l'IRES et KIEP, cette rencontre s'est déroulée en deux sessions principales : la première session a porté sur l'expérience de la Corée en matière d'industrialisation et sur la stratégie de développement économique du Maroc et la deuxième session s'est focalisée sur le partenariat entre le Maroc et la Corée pour la coopération tripartite, en matière de développement en Afrique.

Foreword

The Royal Institute for Strategic Studies (IRES) and the Korea Institute for International Economic Policy (KIEP) co-organized, with the support of the Embassy of the Republic of Korea in Morocco, on September 29, 2017, a meeting on Korea-Morocco partnership for bilateral economic cooperation and tripartite development cooperation in Africa.

This meeting, which was attended by Moroccan and Korean experts, took place under the theme "Korea-Morocco partnership for bilateral economic cooperation and tripartite development cooperation in Africa".

This meeting which was marked by the signing of a memorandum of understanding between IRES and KIEP, took place in two main sessions: the first session focused on "Korea's experience in industrialization and Morocco's economic development strategy "and the second focused on" the Korea-Morocco partnership for tripartite development cooperation in Africa ".



OPENING SESSION/SEANCE D'OUVERTURE

Mohammed Tawfik MOULINE, Director General, Royal Institute for Strategic Studies/Directeur Général de l'Institut Royal des Etudes Stratégiques

Mot d'ouverture

Résumé

Les relations diplomatiques entre le Maroc et la Corée du Sud ont été officiellement établies en 1962. L'année 2017 a été l'occasion de célébrer le 55^{ème} anniversaire de ces relations, en mettant en exergue les liens unissant les deux pays et les valeurs communes, telles que la démocratie, l'engagement dans des opérations de maintien de la paix et la contribution dans le règlement pacifique des conflits. Les relations entre le Maroc et la Corée ont généralement été caractérisées par leur développement positif et renforcées par la signature d'un certain nombre d'accords de coopération dans le domaine touristique, technique, scientifique, économique et culturel.

Les échanges commerciaux entre le Maroc et la Corée sont passés de 140 millions de dollars en 2000 à 540 millions de dollars en 2016. Mais, malgré la hausse enregistrée, les échanges commerciaux du Maroc avec la Corée représentent seulement 0,9% du commerce global du Maroc.

La non-diversification du commerce est l'un des principaux obstacles aux relations commerciales entre le Maroc et la Corée. Les exportations du Royaume vers ce pays concernent principalement les phosphates, le textile, le cuir, l'habillement et les produits de la mer.

Quant aux produits importés de Corée, il s'agit notamment des appareils ménagers, des équipements de télécommunication, des appareils numériques, des voitures, des pièces automobiles...

Afin d'approfondir les relations économiques entre le Maroc et la Corée, il serait opportun de promouvoir la coopération dans le domaine des nouvelles technologies, de la construction navale et de la maintenance des navires. En outre, le Maroc gagnerait à s'inspirer de l'expérience industrielle de la Corée, en se concentrant sur l'industrie automobile et en suivant le modèle coréen de l'industrie 4.0.

Parallèlement à la dimension bilatérale, l'élargissement de la coopération à l'Afrique pourrait donner une nouvelle dynamique aux relations de partenariat entre les deux pays et leur conférer un caractère hautement stratégique.

Le retour du Royaume du Maroc à l'Union africaine et l'importance des projets de développement déployés par le Royaume dans plusieurs pays africains ouvre de réelles perspectives, pourvu que les opérateurs des deux pays mettent en commun leurs efforts et leurs ressources qui pourraient profiter à toutes les parties prenantes.

Opening remarks

Ladies and gentlemen,

I am very pleased to welcome you today to the Royal Institute for Strategic Studies (IRES), on the occasion of this conference co-hosted with our partner the Korea Institute for International Economic Policy (KIEP) and the Embassy of the Republic of Korea in the Kingdom of Morocco.

I would like to say special thanks to His Excellency the ambassador of Korea who made today's conference possible. This conference will be devoted to examining a number of issues of common interest, including, in particular, the levers to strengthen the economic bilateral relations.

On the basis of the Orientations contained in the Royal message of August 30, 2013, inviting the institute to devote more effort to the external relations of Morocco and to the diplomacy field, the dimension "External relations of Morocco" occupied a prominent place in IRES work program.

Ladies and gentlemen,

Morocco opted for openness to the world through opening up trade, whether it is in the multilateral WTO framework, or by signing free trade agreements with traditional and emerging powers as well as with developing countries. Despite geographical distance and cultural and linguistic differences, Morocco is trying to expand economic relations with Asia, in particular with South Korea.

Ladies and gentlemen,

Morocco and South Korea have established diplomatic relations in 1962. This year, the two countries are celebrating the 55th anniversary of their official bilateral relations. This celebration also constitutes an occasion for us to celebrate the ties that bond the two countries who share a number of common values such as democracy, commitment to international security and peaceful resolution of conflicts.

The relations between Morocco and South Korea have generally been characterized by their positive development and the convergence of the two countries' views in the multilateral organizations.

Bilateral relations between the two countries have been strengthened through the signature of a number of cooperation agreements on tourism, technical, scientific, economic and cultural dimensions.

Otherwise, the trade exchange the trade between Morocco and South Korea amounted to 140 million dollars in 2000 and increased to 540 million dollars in 2016. Despite the increase that took place during the last 16 years, the Moroccan-Korean trade represent only 0,9% of total Moroccan trade.

The non-diversification of the trade is one of the major obstacles to the Moroccan-trade relations. Morocco exports are mainly phosphates, textile, leather, clothing and seafood.

The main imported products from Korea are mostly appliances, telecommunications equipment, digital devices, cars, auto parts, synthetic fibers and filaments.

In order to deepen their economic relations, it will be suitable to promote the cooperation in the field of new technologies, ship-building, ship maintenance. Furthermore, Morocco should look into some lessons from Korea`s industrial experience on focusing on the automobile industry and on following the Korean model of Industry 4.0

Ladies and gentlemen,

In parallel to the bilateral dimension, the expansion of the field of cooperation to areas of common interest, notably Africa, could give a new dynamic to the partnership relations between the two countries and give them a highly strategic character in a time where there is a growing importance of tripartite development cooperation in Africa in the perspective of the development needs of the continent.

The return of the Kingdom of Morocco to its African institutional family, tied with the large scale of development projects deployed by the Kingdom in several African countries, opens up real prospects, provided that the operators of the two countries pool their efforts and resources, through joint ventures that benefit all the stakeholders.

Ladies and gentlemen,

These are some introductory remarks at the opening of this conference. Thank you very much for your attention.

LEE Jae-young, Vice-President, Korea Institute for International Economic Policy, KIEP

Mot de bienvenue

Résumé

The Korea Institute for International Economic Policy (KIEP) a été fondé en 1989. Ses recherches s'orientent principalement vers les questions de coopération financière internationale, d'investissement, de commerce ainsi que vers les économies du Maroc et d'Afrique du nord.

Le Maroc compte parmi les pays africains influents sur le plan économique. Il possède de nombreux atouts, lui assurant une croissance future solide grâce, notamment, à sa stabilité politique et à l'importance de son marché intérieur libéralisé. Le gouvernement a mis en place plusieurs stratégies de développement pour chacun des secteurs clés du Maroc, notamment, l'énergie, les transports et les infrastructures. Le Maroc a enregistré de 2006 à 2016 une croissance moyenne d'environ 4,3% par an.

La Corée et le Maroc ont établi des relations diplomatiques en 1962 et ont développé, depuis, des relations étroites dans de nombreux domaines.

En matière de coopération économique, le volume du commerce bilatéral entre les deux pays a presque doublé de 2005 à 2015. Durant cette période, les produits commerciaux se sont diversifiés dans de nombreux secteurs, tels que les appareils ménagers, les appareils électroniques et l'automobile.

Ces dernières années, plusieurs usines et centrales électriques au Maroc ont été construites par des entreprises coréennes. En 2012, la Corée et le Maroc ont convenu de renforcer leur partenariat économique et leur commerce bilatéral à l'occasion de la commémorant la 50ème année de leurs relations diplomatiques.

En termes de coopération culturelle, malgré la longue distance séparant la Corée du Maroc, les deux pays partagent des relations étroites. Par exemple, récemment, à l'aune de la sixième réunion du comité culturel mixte bilatéral, tenue en août 2016, la Corée et le Maroc ont décidé de renforcer leur collaboration dans les secteurs culturels intégrant l'éducation, les sports et les échanges entre jeunes.

La conférence conjointe entre l'IRES et le KIEP est l'occasion de discuter des mesures à prendre pour une coopération économique bilatérale entre la Corée et le Maroc et l'élargissement de la coopération à l'Afrique. Cette rencontre devrait, également, constituer une excellente occasion de renforcer d'autres partenariats économiques, culturels et politiques...

Welcoming remarks

The Korea Institute for International Economic Policy (KIEP) was founded in 1989, of which research focus deals with current issues in international financial cooperation, investment, trade and commerce, as well as economies of various world region, including the economy of Morocco and North Africa.

Morocco is one of the most economically influential countries in Africa and retains many characteristics that provide a solid basis for its further growth. The political environment is stable, and the domestic market is huge and liberalized. The government has put in place several development strategies for each of Morocco's key sectors, including energy, transport and infrastructure. Due to these factors, over the last ten years, from 2006 to 2016, Morocco has recorded an average growth of around 4.3% per year.

Korea and Morocco established diplomatic relations in 1962. Since then, the two countries have developed a close relationship in many different spheres.

When it comes to economic cooperation, Korea and Morocco have become increasingly important partners for each other. The bilateral trade volume between the two countries has nearly doubled over the past decade, from 2005 to 2015. During this period, trade commodities have diversified into many different sectors such as home appliances, electronic devices, automobiles. Furthermore, in recent years, Korea construction companies have been building several industrial and power plants in Morocco. In 2012, especially, Korea and Morocco agreed to strengthen their economic partnership and bilateral trade in commemoration of the 50th year of diplomatic relations.

In terms of cultural cooperation, despite the long distance between Korea and Morocco, the two countries have intimate relations. For example, most recently, at the sixth meeting of the bilateral joint cultural committee which was held in August 2016, Korea and Morocco agreed to tighten collaboration in cultural sectors including education, sports and youth exchanges.

The joint Workshop between IRES and KIEP is an opportunity to discuss ways to promote Korea-Morocco partnership for bilateral economic cooperation and tripartite development cooperation in Africa as well as to find answers to some of the questions raised. This meeting is intended to represent also a great chance to strengthen further economic, cultural, and political partnerships, in addition to seek ways to promote friendly and mutually beneficial cooperation between Korea and Morocco.

Excellency, distinguished guests, ladies and gentlemen,

It is a great pleasure for me to welcome you all to the Korea Institute for International Economic Policy (KIEP) and Royal Institute for Strategic Studies(IRES) Joint Workshop, which is being held under the title “Korea-Morocco partnership for bilateral economic cooperation and tripartite development cooperation in Africa” It is my privilege and honor to be here at this meeting with you in Rabat.

On behalf of the KIEP, I would like to express my sincere appreciation to Mr. Mohammed Tawfik Mouline, the General Director of the Royal Institute for Strategic Studies, and His Excellency Park Dong-Sil, Ambassador of the Republic of Korea to the Kingdom of Morocco, for their willing support and deep commitment to this Workshop.

In addition, I would like to extend my special gratitude to the staff of the joint hosting organization, the Royal Institute for Strategic Studies and the Embassy of the Republic of Korea in the Kingdom of Morocco, which have put significant efforts to make this event possible.

As you may know from the agenda, today’s Workshop will discuss ways to promote Korea-Morocco partnership for bilateral economic cooperation and tripartite development cooperation in Africa. I hope that this Workshop will tackle the issues on the agenda and that, with the help of your active participation, we shall be able to find answers to some of the questions raised.

Relationship between Korea and Morocco (*About the KIEP*)

As Vice President of the KIEP, let me introduce my institute first. KIEP, the Korea Institute for International Economic Policy, was founded in 1989, as a government-funded research institution to help the Korean government respond effectively to the challenges from abroad and enhance the global status of the Korean economy.

We have continually strived to increase our coverage and grasp of world economic events, and to expand cooperative relations with leading research institutes around the world. Our research focus is on current issues in international financial cooperation, investment, trade and commerce; as well as economies of various world regions. Of course, this includes the economy of Morocco and North Africa.

Morocco’s growth potential

Morocco is one of the most economically influential countries in Africa and retains many characteristics that provide a solid basis for its further growth. The political environment is stable, and the domestic market is huge and liberalized. The government has put in place several development strategies for each of Morocco’s key sectors, including energy, transport and infrastructure. Due to these factors, over the last ten years, from 2006 to 2016, Morocco has recorded an average growth of around 4.3% per year.

Relations

Korea and Morocco established diplomatic relations in 1962. Since then, the two countries have developed a close relationship in many different spheres. When it comes to economic cooperation, Korea and Morocco have become increasingly important partners for each other. The bilateral trade volume between the two countries has nearly doubled over the past decade, from 2005 to 2015. During this period, trade commodities have diversified into many different sectors such as home appliances, electronic devices, automobiles. Furthermore, in recent years, Korea construction companies have been building several industrial and power plants in Morocco. In 2012, especially, Korea and Morocco agreed to strengthen their economic partnership and bilateral trade in commemoration of the 50th year of diplomatic relations.

In terms of cultural cooperation, despite the long distance between Korea and Morocco, the two countries have intimate relations. For example, most recently, at the sixth meeting of the bilateral joint cultural committee which was held in August 2016, Korea and Morocco agreed to tighten collaboration in cultural sectors including education, sports and youth exchanges. Following a pact on cultural exchanges signed in 1977, meetings of the two countries' joint cultural committee have been held on an irregular but consistent basis.

Concluding remarks

Excellency, distinguished guests, ladies and gentlemen!

I certainly believe this Workshop will be a great opportunity to strengthen further economic, cultural, and political partnerships, in addition to seek ways to promote friendly and mutually beneficial cooperation between Korea and Morocco.

Following the Workshop, KIEP and IRES will sign a memorandum of understanding to promote cooperative research activities between the two institutes. In this regard, I, as the vice president of KIEP, hereby promise that KIEP will make every effort to cooperate with IRES from this time on. And it is my sincere belief that this partnership will continue to strengthen in the years to come.

Again, I wish great success for the Workshop, and all guests and participants a most rewarding and enjoyable event. Warm congratulations on the cordial relations between our two institutes', and best wishes for another 10 years of success.

In closing, on behalf of the KIEP, I would like to express my special gratitude and extend the most heartfelt welcome once again to all distinguished guests and attendees. Thank you for your attention.

PARK Dong-sil, Ambassador of the Republic of Korea in Morocco/Ambassadeur de la République de Corée au Maroc

Mot de bienvenue

Résumé

Depuis 2010, les entreprises coréennes sont présentes sur le marché marocain pour la construction de centrales électriques et d'usines d'engrais phosphatés. Dans le domaine de la coopération économique, les entreprises coréennes sont d'abord venues au Maroc pour vendre leurs marchandises. Les voitures coréennes, les téléphones portables et les appareils électroniques domestiques sont très populaires au Maroc.

Récemment, une nouvelle tendance s'observe parmi les entreprises coréennes qui investissent dans la production des biens sur le sol marocain, en employant des travailleurs marocains.

Plusieurs entreprises coréennes expriment leur enthousiasme à l'idée de s'implanter au Maroc. La meilleure nouvelle est que "Hands Cooperation" annonce en août sa décision d'investir environ 350 millions de dollars dans "Tanger Automotive City".

Un projet est actuellement lancé pour une production de 6 millions de roues en aluminium par an. La Corée est impatiente de voir un groupe de sociétés coréennes de pièces automobiles formé au Maroc. La croissance de l'industrie automobile marocaine soutenue par les entreprises coréennes permettra aux constructeurs automobiles coréens de s'installer au Maroc.

Avec des réalisations telles que le Casablanca Automotive Training Institute et le Solar R & D Laboratory dans Green Energy Park, le gouvernement coréen considère le Maroc comme un excellent partenaire pour la coopération tripartite en Afrique. Un cadre juridique pour la coopération tripartite est déjà établi entre les deux pays. Deux projets tripartites sont prévus en 2018 dont un projet relatif à la formation de techniciens automobiles africains à l'Institut de formation automobile de Casablanca.

Welcoming remarks

Since 2010, Korean companies have come to Morocco for construction works. Currently they are building power plants and phosphate fertilizer factories, and looking forward to expand further their areas of activities. 2017 marks the 55th anniversary of diplomatic relations between Morocco and Korea. First, in the area of economic cooperation, Korean companies initially came to Morocco to sell their goods. Korean cars, mobile phones and household electronic goods are very popular in Morocco.

Recently a new trend is noticed among the Korean companies coming to Morocco. That is investment to produce goods on the Moroccan soil by employing Moroccan workers.

Several Korean companies are eager to join the process of investment in Morocco. The best news would be that 'Hands Cooperation' announced in August their decision to invest around \$350 million U.S. in Tanger Automotive City as well. They expect to produce around 6 million aluminium wheels annually. South Korea is forward to seeing a cluster of Korean auto parts companies formed in Morocco. And the growth of Moroccan auto parts industry supported by Korean companies will ultimately facilitate the Korean automobile producers to come to Morocco.

With achievements such as Casablanca Automotive Training Institute and Solar Cell R&D Laboratory in Green Energy Park, Korean government regards Morocco as an excellent partner for tripartite development cooperation in Africa. Legal framework for tripartite cooperation is already established between the two countries. We have two tripartite projects ahead to start in 2018. One of them is to train African automobile technicians at the Casablanca Automotive Training Institute.

Director General Mohamed Tawfik MOULINE of IRES, Vice-President LEE Jae-yong of KIEP, Speakers and Panels, and Distinguished guests,

First of all, I would like to congratulate the opening of the first workshop organized by the research institutes of the Kingdom of Morocco and the Republic of Korea. Surely this workshop has significance in that it is the first workshop between the research institutes of the two countries. Furthermore, it has special meaning in that the two institutes are the most prestigious and representative think-tanks in their areas of research in each country. Korean Embassy is very pleased and honored to sponsor this workshop.

The mission of IRES is known to carry out strategic studies and analyses on issues as advised by His Majesty the King and to be entrusted with a strategic watch task, both at the national and international level, in the fields deemed strategic for the country. KIEP, since its establishment in 1989, has served as a warehouse of information for Korea's international economic policies. As a government-funded research institute, KIEP has accomplished critical and in-depth analysis on international economic policy issues for a variety of government agencies of Korea.

This year marks the 55th anniversary of diplomatic relations between Morocco and Korea. The two countries established diplomatic relations in July 1962, and only 2 months later in September Korean government opened its Embassy in Rabat. Korean Embassy in Morocco became the first Korean Embassy in African continent. And Morocco established its Embassy in Seoul in 1988.

Since then, Korea and Morocco have developed substantial cooperation in various areas. Nowadays, cooperation most conspicuous is seen in the areas of economic cooperation and development cooperation.

First, in the area of economic cooperation, Korean companies initially came to Morocco to sell their goods. Korean cars, mobile phones and household electronic goods are very popular in Morocco. And since 2010, Korean companies have come to Morocco for construction works. Currently they are building power plants and phosphate fertilizer factories, and looking forward to expand further their areas of activities.

Recently we witness a new trend among the Korean companies coming to Morocco. That is investment to produce goods on the Moroccan soil by employing Moroccan workers.

In July 2016, 'Yura Corporation' started to produce auto parts, namely wiring harness, in Meknes. Now they employ around 1,000 Moroccan workers. Another good news is that 'Daedong Systems' is now building their factory in Tanger Automotive City to produce auto parts as well. They expect to start production in 2018. The best news would be that 'Hands Cooperation' announced in August their decision to invest around \$350 million U.S. in Tanger Automotive City as well. They expect to produce around 6 million aluminium wheels annually. There are several other Korean companies considering to join this procession of investment.

I look forward to seeing a cluster of Korean auto parts companies formed in Morocco. And the growth of Moroccan auto parts industry supported by Korean companies will ultimately facilitate the Korean automobile producers to come to Morocco.

Next, in the area of development cooperation, Korea has shared its expertise and experiences with Morocco, and finds Morocco a wonderful partner to work together. The two governments established several “first things” in Morocco through development cooperation. Among them are Casablanca Automotive Training Institute and Solar Cell R&D Laboratory in Green Energy Park. I still remember the moment last year when the Director General of IRESEN presented His Majesty Mohamed VI with the first solar cell produced at the laboratory. Actually it was the first solar cell produced in African continent.

With these achievements, Korean government regards Morocco as an excellent partner for tripartite development cooperation in Africa. Legal framework for tripartite cooperation is already established between the two countries. We have two tripartite projects ahead to start next year. One of them is to train African automobile technicians at the Casablanca Automotive Training Institute. I hope, through this workshop, we could identify further priority areas and potential projects for tripartite cooperation in Africa.

To conclude, I congratulate once more the opening of this first think-tank workshop between our two countries, and wish that this workshop could become a solid foundation leading to more active and frequent interactions between the research institutes of the two countries.



**SESSION 1: KOREA'S INDUSTRIALIZATION EXPERIENCE
AND MOROCCO'S STRATEGY FOR ECONOMIC
DEVELOPMENT/EXPERIENCE D'INDUSTRIALISATION DE LA
COREE ET STRATEGIE DU MAROC POUR LE
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE**

**LEE Kwon-hyung, Head of Africa and the Middle East,
KIEP/Directeur du Département Afrique et Moyen-Orient,
KIEP**

L'expérience de la Corée dans l'industrie automobile

Résumé

La politique industrielle de la Corée se distingue par la coordination des intérêts économiques et politiques ainsi que par la restructuration industrielle et n'est pas limitée uniquement à une politique commerciale.

La promotion des exportations ne représente pas seulement le résultat d'un avantage comparatif, mais aussi celui d'une stratégie de restructuration industrielle, se basant sur l'effet des économies d'échelle.

D'un côté, la politique industrielle ne peut pas conduire aux mêmes effets et doit être adaptée aux particularités de chaque pays. En effet, les mêmes types de politiques peuvent conduire à des résultats différents selon chaque pays et même selon des périodes différentes dans le même pays.

D'un autre côté, il n'est pas significatif d'affirmer l'existence d'une corrélation directe entre le type de la politique industrielle et le succès ou l'échec sans établir un diagnostic du contexte ou de la structure industrielle où cette politique a été mise en œuvre.

Korea's experiences in automobile industry

Korea's industrial policy is distinguished by the coordination of economic and political interests and industrial restructuring, not restricted to commercial policy.

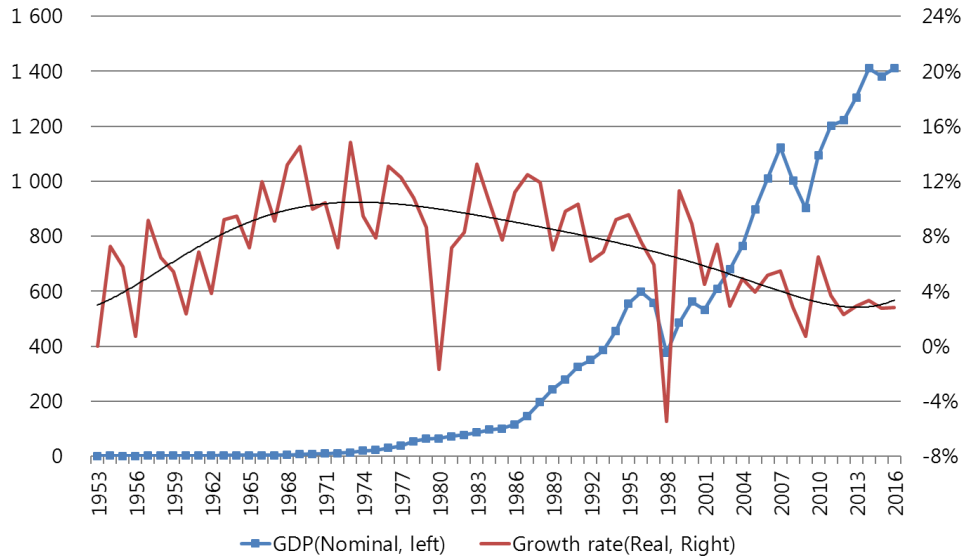
Export promotion is not only the result of a comparative advantage but also of an industrial restructuring strategy using the effect of economies of scale.

The effects of industrial policy cannot be generalized because there is no one-size-fits-all solution for industrial policy. The same types of policies can produce different results across countries and even at different times in the same country.

On the other hand, it is insignificant to assert a direct correlation of a type of industrial policy with success or failure without establishing an analysis of the concrete contexts or industrial structure in which industrial policy is exercised.

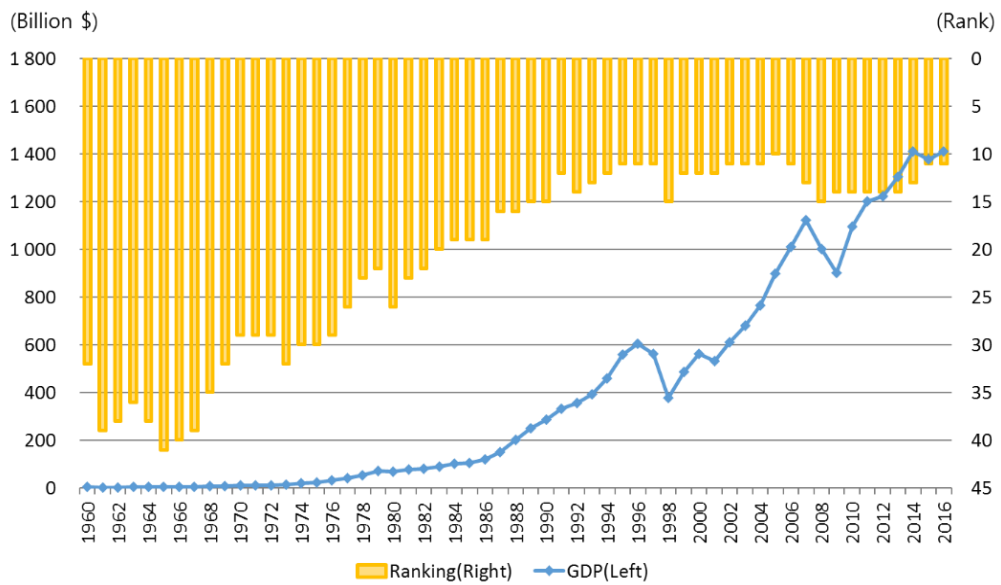
1. Industrialization in Korea

GDP



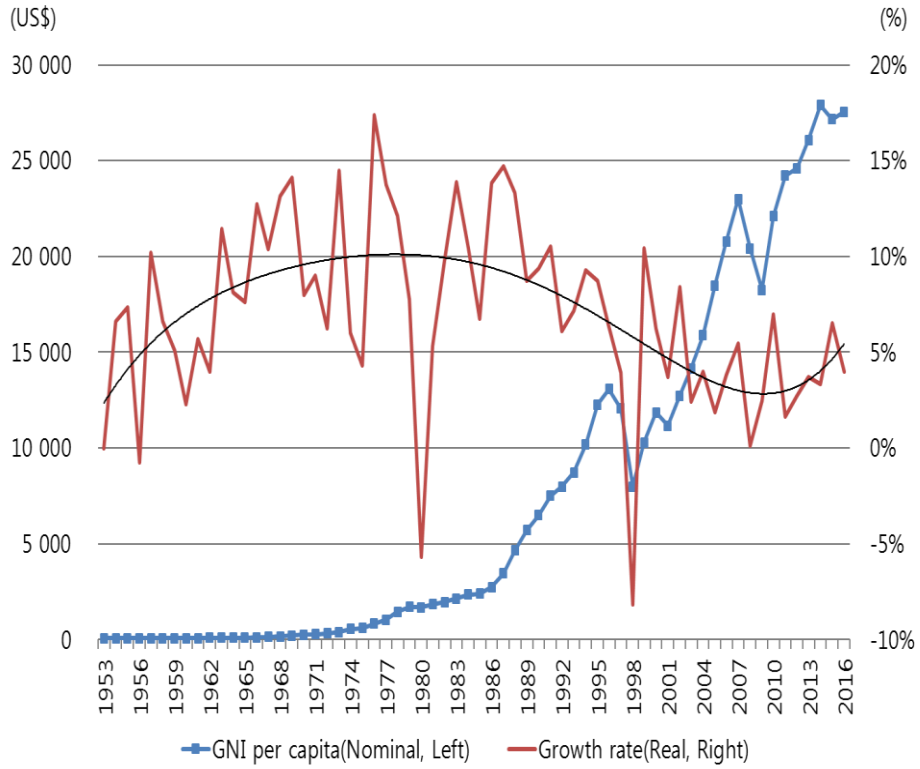
Source: Bank of Korea (<http://ecos.bok.or.kr/>)

GDP in the world ranking



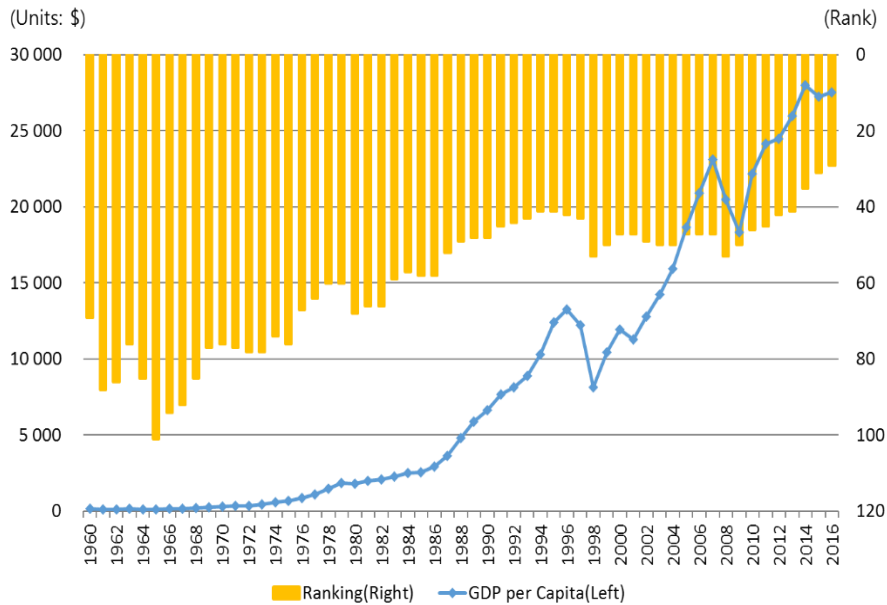
Source: World Bank (<http://databank.worldbank.org/data/home.aspx>),
IMF (<http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2017/01/weodata/index.aspx>)

GNI per capita



Source: Bank of Korea (<http://ecos.bok.or.kr/>)

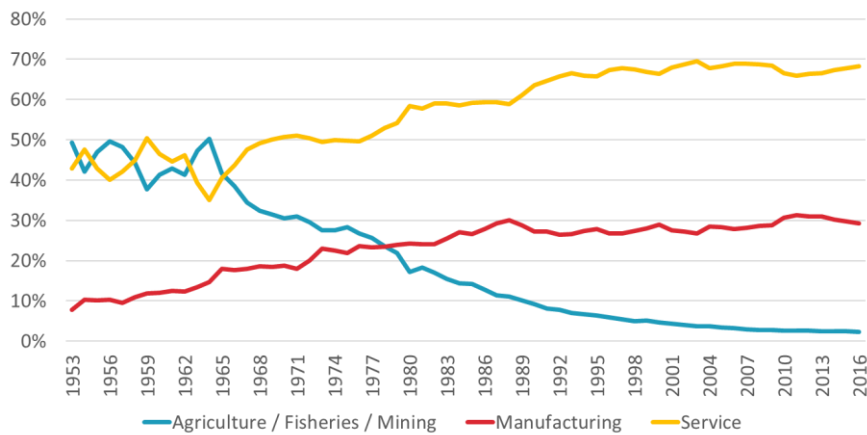
GDP per capita in the World Ranking



Sources: World Bank (<http://databank.worldbank.org/data/home.aspx>),
IMF (<http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2017/01/weodata/index.aspx>)

Industrialization (GDP)

Share of each sector in GDP (1953-2016)



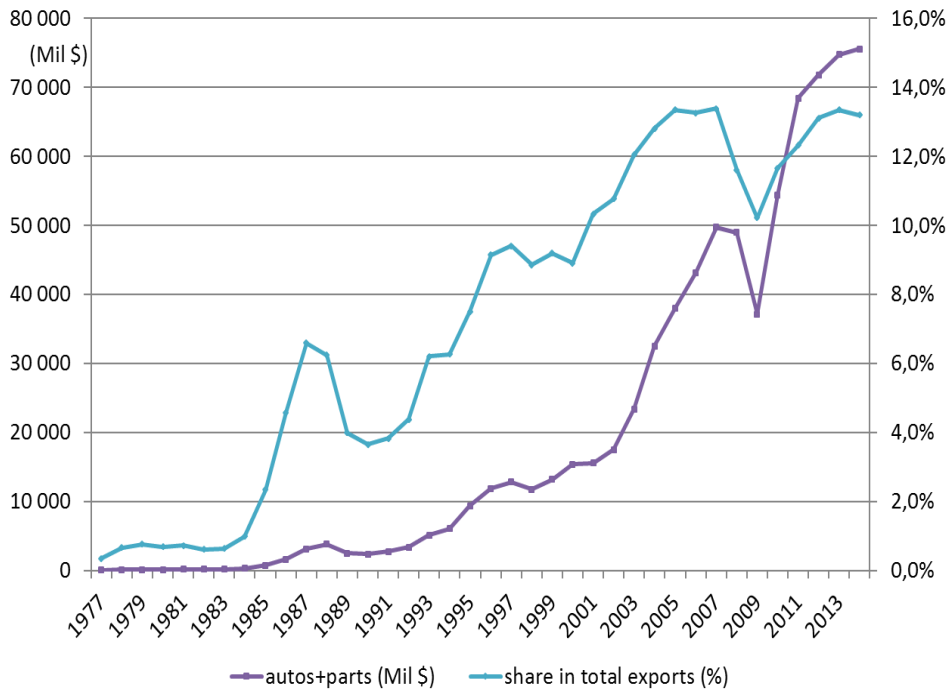
Source: Statistics Korea

(http://kosis.kr/statisticsList/statisticsList_01List.jsp?vwcd=MT_ZTITLE&parmTabId=M_01_01)

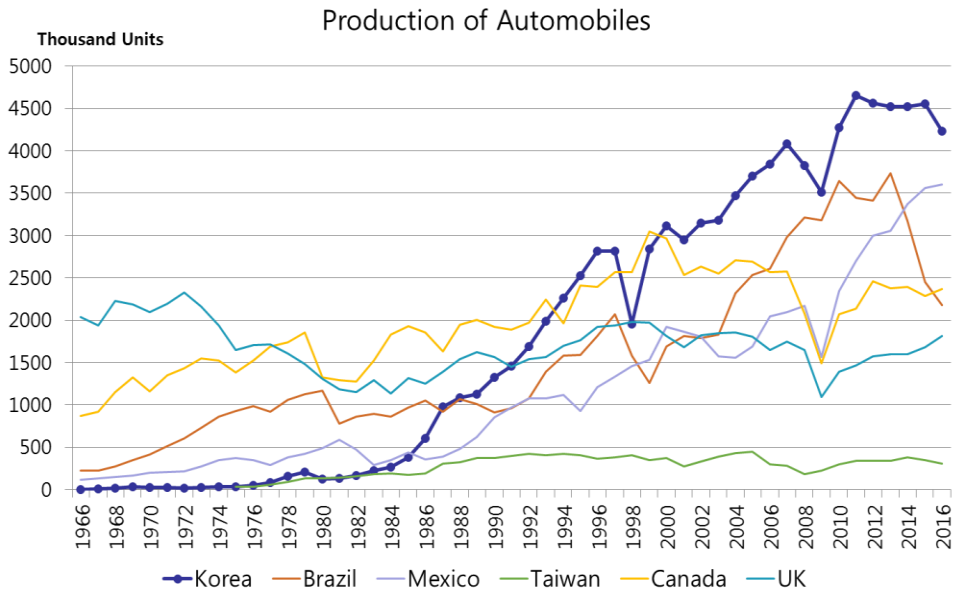
Economic Share of the Auto Sector in Korea

		1980	1990	2000	2010	2015
Production	amount (billion won)	1,201	16,239	53,889	146,197	193,614
	share in the manufac. sector (%)	3.3	9.2	9.5	11.0	13.6
Value added	amount (billion won)	294	5,839	20,575	45,353	59,241
	share in the manufac. sector (%)	2.5	8.2	9.4	10.4	12.0
Employment	number of workers	62,889	186,288	203,952	276,702	347,821
	share in the manufac. sector (%)	3.1	6.2	7.7	10.5	11.9
Exports	amount (million dollar)	88	2,369	15,343	54,374	72,601
	share in the whole economy (%)	0.5	3.6	8.9	11.7	13.8

Exports in the auto sector



Catch-up Strategy in the Auto Sector



Source: Korea Automobile Manufacturers Association (KAMA),
Ward's World Motor Vehicle Data 2010

2. The Role of Industrial Policy

Industrial policy debate

Economic development of East Asian economies in the 1970-80s

- a series of case studies on industrial policy practices published by OECD from the early 1970s to the mid-1990s
- de-industrialization debate in the UK in the late 1970s
- industrial policy debate in the US in the early 1980s
- World Bank(1993), The East Asian Miracle, OUP

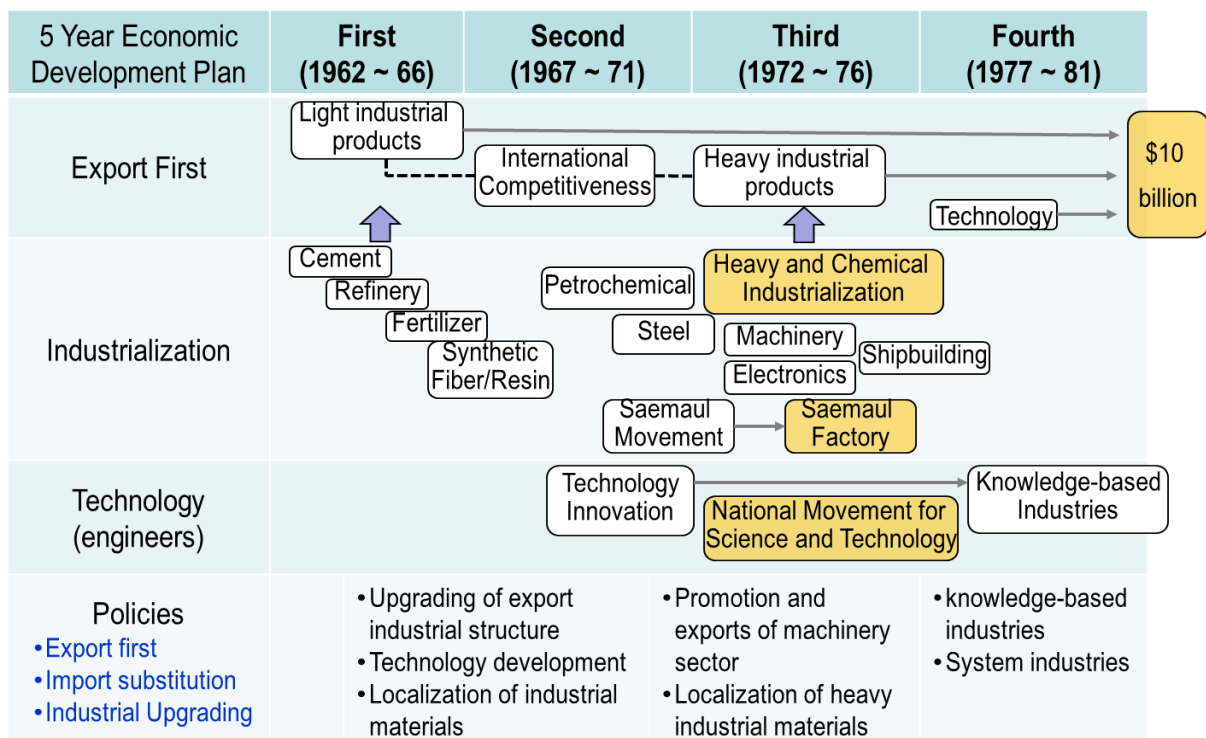
Japanese economic recession and Asian financial crisis in the 1990s

- “Industrial policy was considered old-fashioned and inefficient.”
(in Dany Rodrik (2008), *One Economics, Many Recipes*)

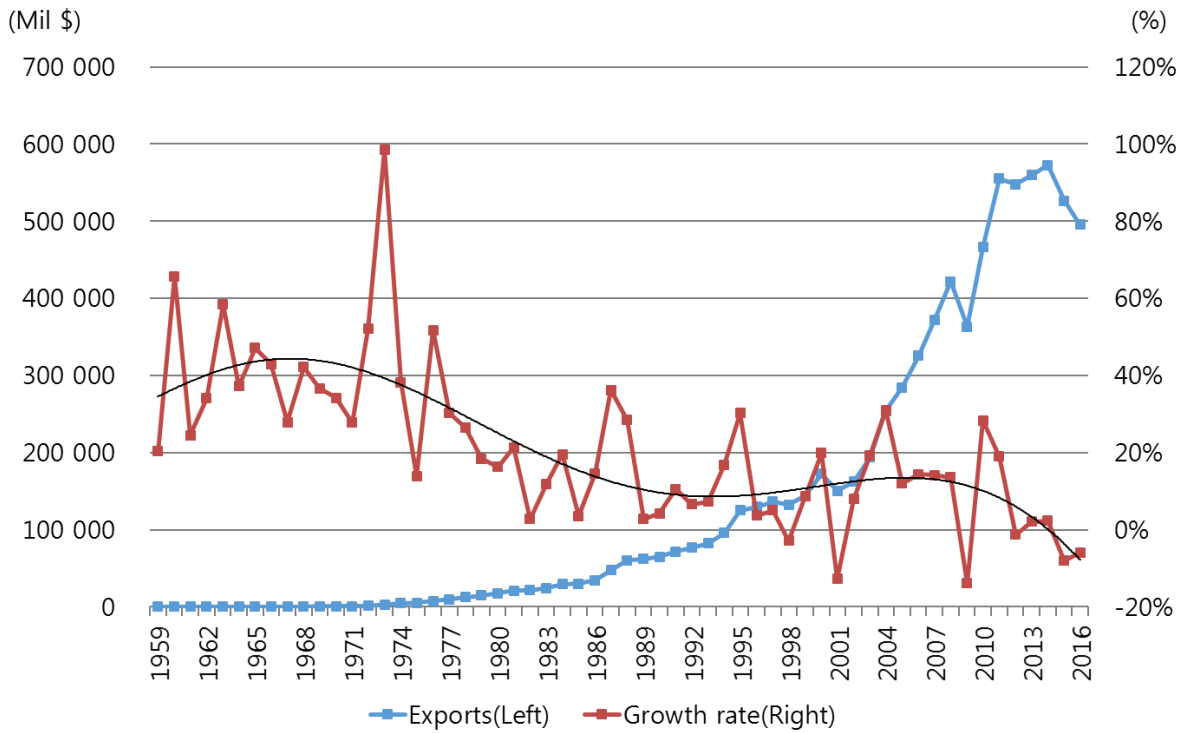
After the global financial crisis of 2008

- “Industrial policy is back as a strategy for economic recovery and industrial sustainability”
(Bailey et al. (2011)'Editorial: Industrial Policy After the Crisis', *Policy Studies*, 32(4), pp. 303-08)

Long-term industrial development policy (1973)

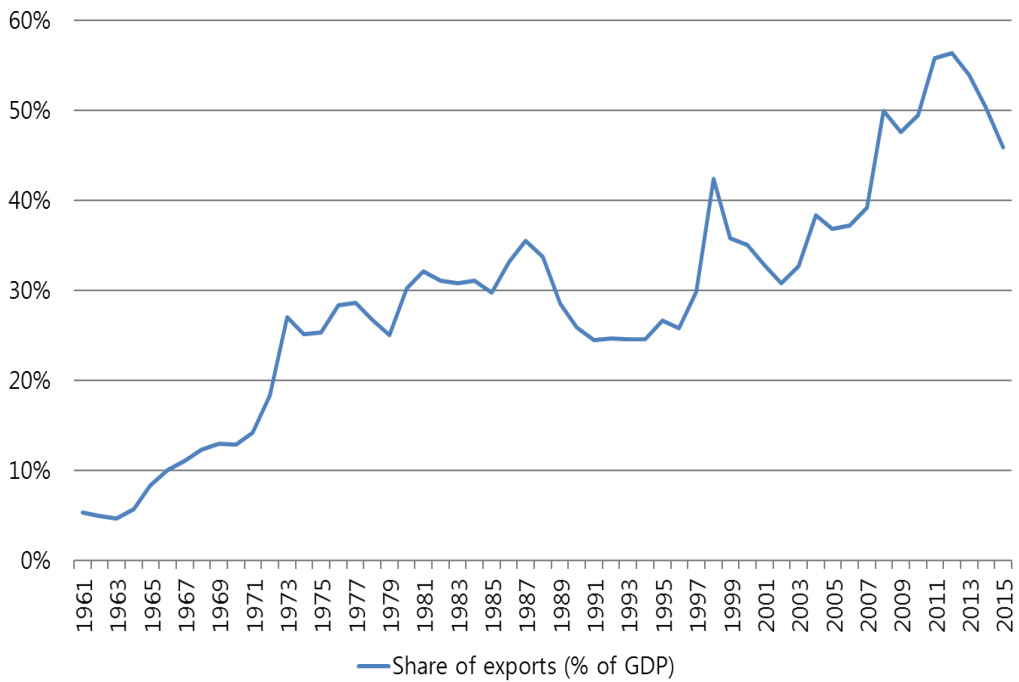


Export promotion



Source: KITA (<http://stat.kita.net/stat/kts/sum/SumImpExpTotalList.screen>)

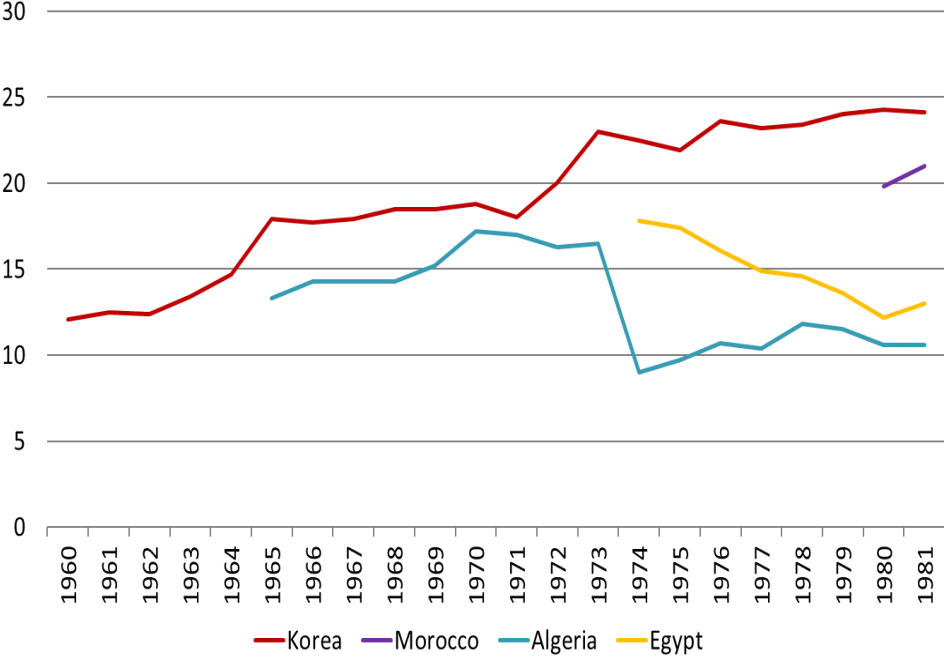
Export promotion



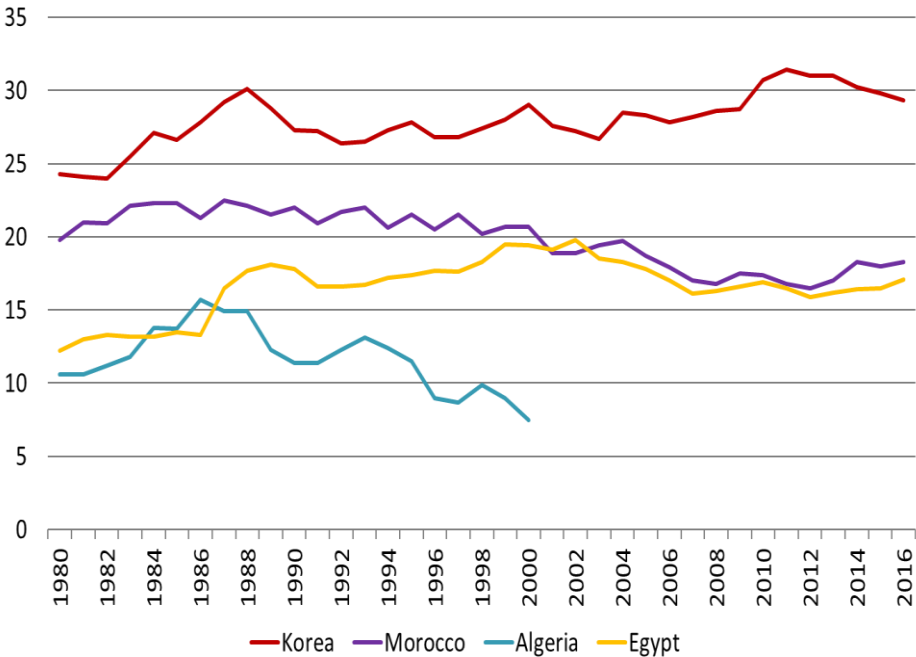
Sources: World Bank (<http://databank.worldbank.org/data/home.aspx>)

Manufacturing, value added (% of GDP)

▶ 1960~1981

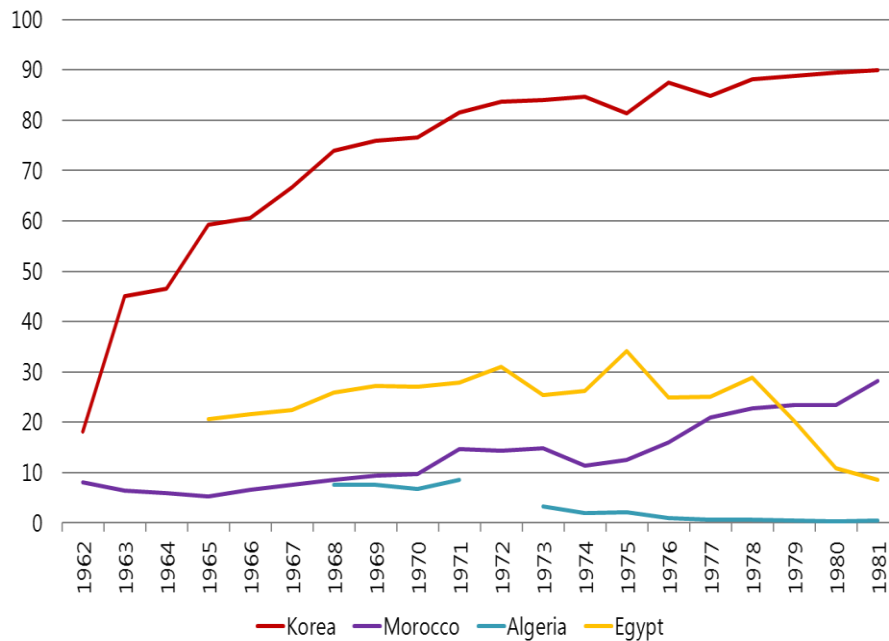


▶ 1980-2016

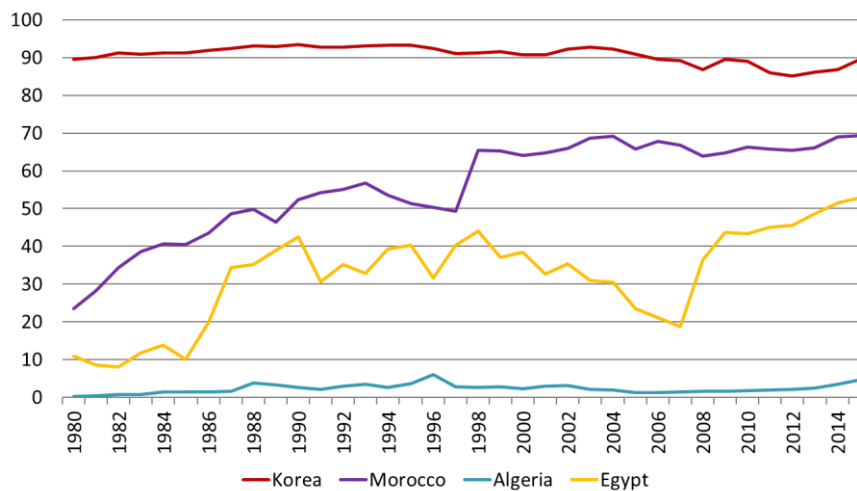


Source: World Bank(<http://databank.worldbank.org/data/home.aspx>)

Manufactures exports (% of merchandise exports)



► 1980-2015



Source: World Bank(<http://databank.worldbank.org/data/home.aspx>)

Industrialization in the auto sector

Bloomfield (1978), *The world automotive industry*, David & Charles

- 1) Imports of completely-built automobiles
- 2) The simple assembly of imported knocked-down kits
 - SKD(semi-knocked-down)
 - CKD(completely-knocked-down)
- 3) Local manufacture of automobiles
 - Import substitution of parts and components

4) Exports of automobiles

➤ Economic effects of developing car sectors

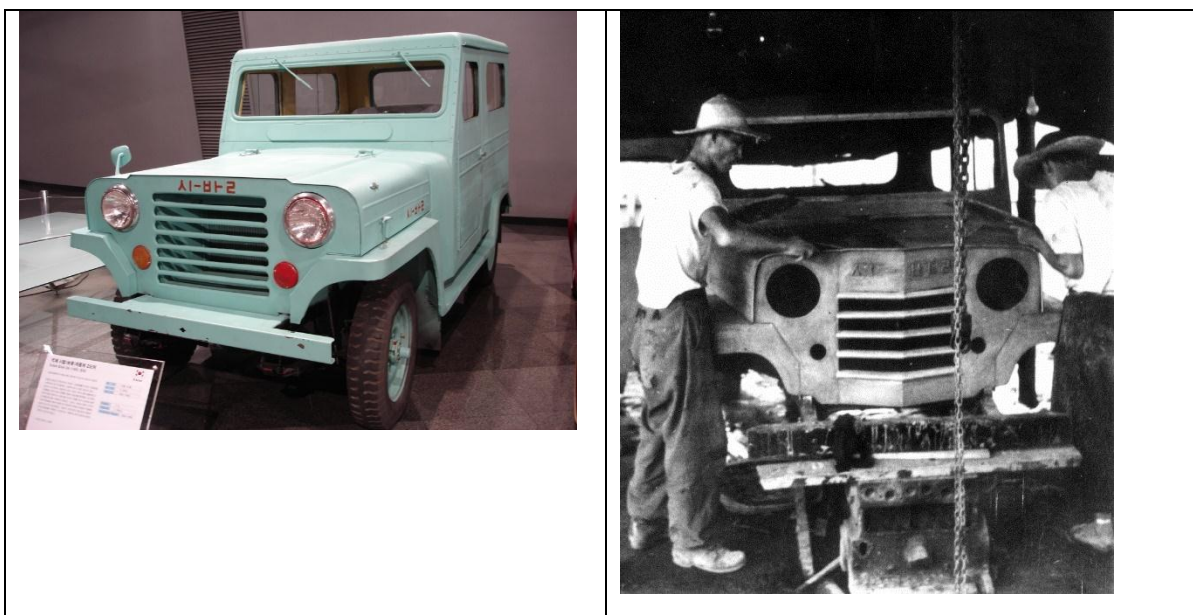
- Technology spillover
- Backward and forward linkage effects
- Vertical integration

Auto policies in the developing countries

	Korea	Taiwan	Brazil	Mexico
First Promotion Plan	1962	1961	1956	1962
Assembly Sector	Indigenous model development by local assemblers	Indigenous model development by local or foreign assemblers	Global production strategy by multinationals	Global production strategy by multinationals
Components Sector	Import substitution, subcontracting system	Import substitution	Import substitution	Import substitution
Export Promotion	Exports of indigenous model	Exports of foreign models and localized components	Exports of foreign models and localized components	Exports of foreign models and localized components
Production(2013)	4,521,429	338,720	3,736,629	3,054,849
Exports(2013)	3,089,283	82,427	589,137	2,423,083

3. The case of the korean auto industry

The first korean-made car in the 1950s



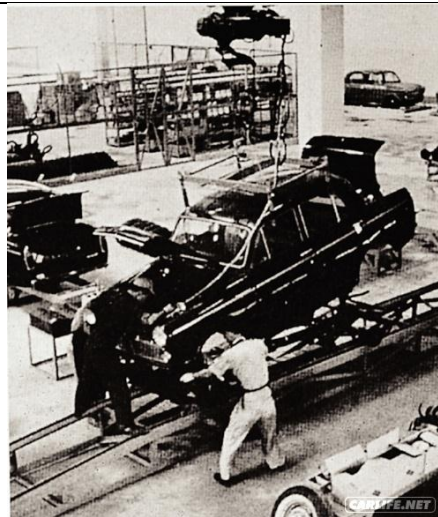
Auto Body Shop in the 1950s



The first modern assembly plant in the 1960s

➤ Saenara(1962):

- 'new nation'
- modern assembly
- foreign model
- import of KD kits



The First Korean Model in the 1970s

➤ Pony of Hyundai(1975) :

- modern assembly
- indigenous model
- exports to US market





Export Models in the 1980s

<p>Excel of Hyundai (85.02~89.3)</p>	<p>Pride of Kia (1980)</p>	<p>Lemans of Daewoo (1980)</p>

Model diversification in the 1990s

<p>Hyundai Elantra (1990~1995)</p>	<p>Hyundai Galloper (1991~2003)</p>	<p>Hyundai Dynasty (1996~2005)</p>

<p>Daewoo Prince (1991~1997)</p>	<p>Daewoo Arcadia (1994~1999)</p>

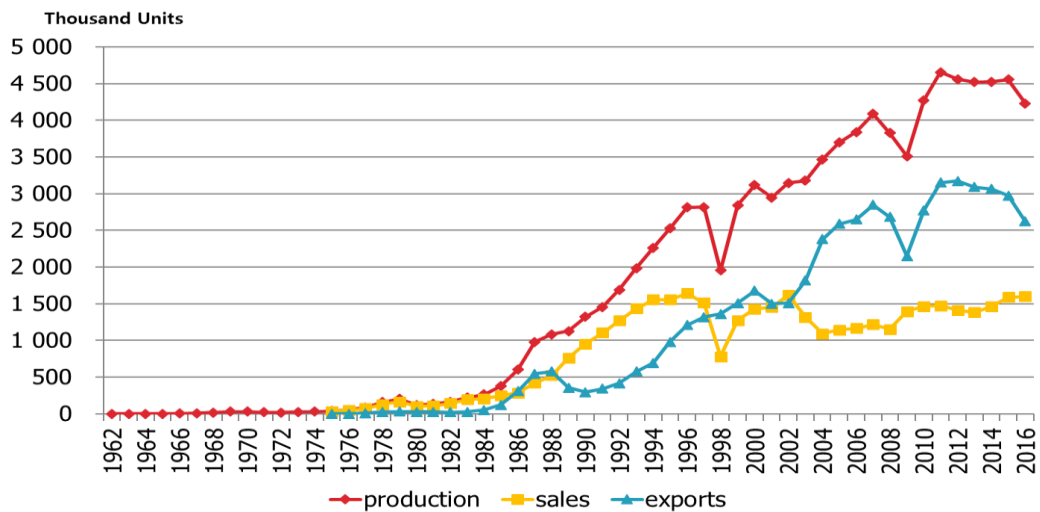


Kia Sportage (1992~2003)



Kia Potentia (1992~2001)

Industrialization in the automobile sector



Source: Korea Automobile Manufacturers Association (KAMA)

Auto industrial policies in the 1960s

The five-year automobile industry plan of 1962

	1962	1963	1964	1965	1966
plants to construct	assembly	body/ frame	engine	all the plants	-
annual production capacity (units)	3,000	3,000	3,000	3,000	3,600
local content (%)	5	30	50	70	95

The automobile industry protection law of 1962

- Existing auto body shops were not allowed to operate.
- Only one company was allowed for car production (Saenara Motors).

- The share of foreign stakes should be under 50%.
- Imports of automobiles should be banned.

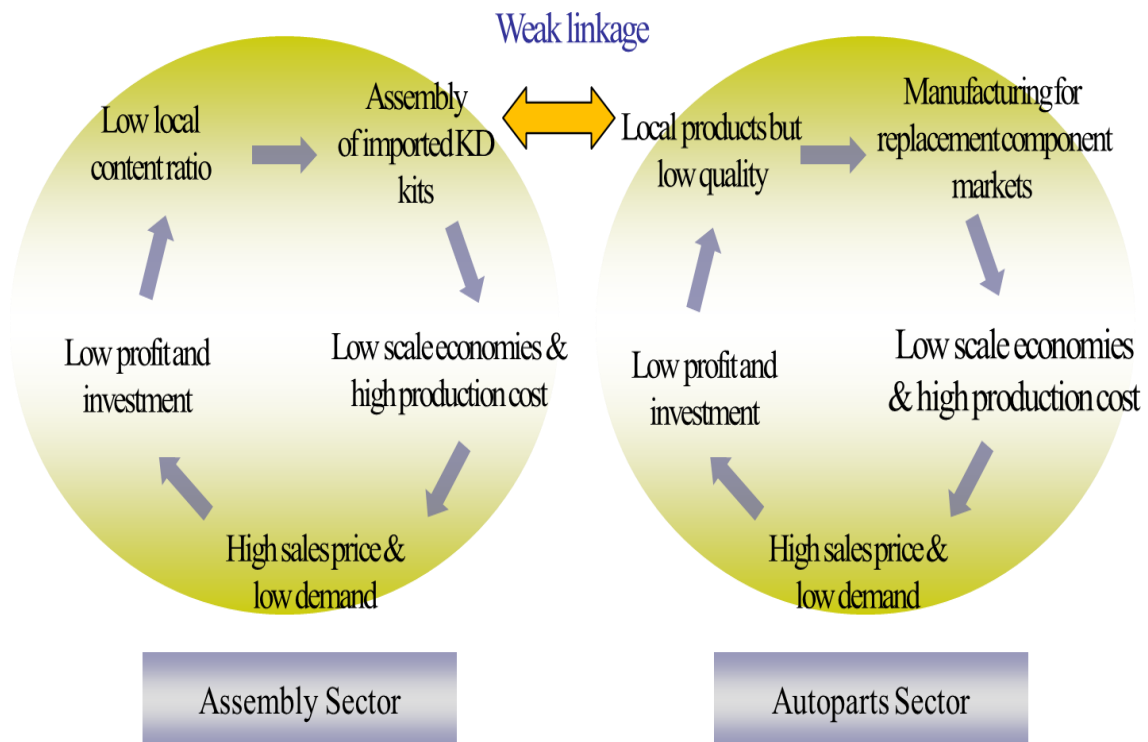
Auto sector performance in the 1960s

Local content ratio by model (%)

Company	model	1966	1967	1968	1969	1970
Shinjin	Corona	21	24	28	38	41
	Crown	-	-	22	27	n.a
Hyundai	Cortina	-	-	21	30	31
	Ford 20M	-	-	-	23	30
Asia	Fiat124	-	-	-	-	30

Source: Hyundai (1987: 97), Kim and Lee (1983: 310-11)

Vicious circle in the 1960s



Auto Policies in the 1970s

➤ The Long-term Promotion Plan for the Motor Industry of 1974

- Heavy and Chemical Industrialization Program of 1973
 - Exports of localized heavy and chemical products
- Many elements of the Plan were inherited from the older plans
 - Import substitution of passenger cars within 3 years
 - Horizontal subcontracting system
- People's car program: "volume production of Korean-type cars"
 - It was announced that a dominant market share would be guaranteed for a successful assembler to produce People's car according to government guideline.

People's Car Program

	South Korea (1974)	Japan (1955)
engine capacity	less than 1,500cc	350-500 cc
Speed	80km/hour (maximum speed 90km/hour)	60km/hour (maximum speed 100km/hour)
weight	-	400kg
petrol efficiency	-	30km/L
local content ratio	more than 95%	more than 95%
Scale of production	more than 50,000 units per annum	more than 2,000 units per month
sale price	around \$2,000	Y250,000
completion year	by 1975	-
investment scale	around \$50 million	-

Inter-assembler Competition in the 1970s

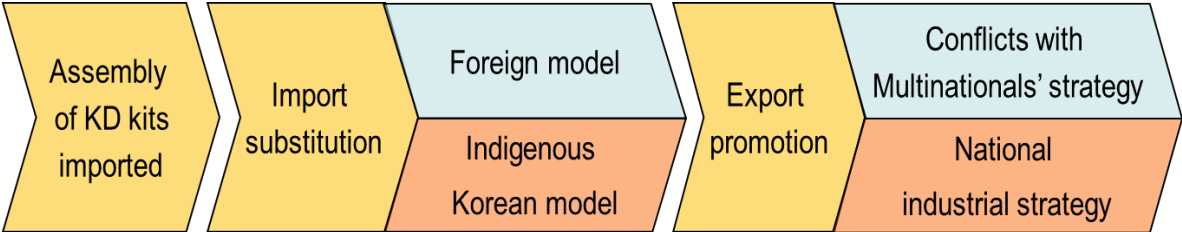
	Hyundai	Kia		joint ventures with GM	
				GM Korea	Saehan
model name	Pony	Brisa	Brisa II	Camina	Gemini
engine capacity	1,238cc	985cc	1,272cc	1,492cc	1,492cc
launching year	Feb. 1976	Oct. 1974	May 1977	Mar. 1976	Dec. 1977
local content rate (as of 1979)	92%	89%	89%	n.a.	82%
accumulated sales (1976-79) (units)	115,955	15,160	33,701	909	13,949
accumulated exports (1976-79) (units)	31,842	1,249	2,439	-	4,981

'Korean-type' Cars in the 1970s

Market share of 'Korean-type' Cars in the 1970s

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
Hyundai	29.7	43.0	<u>80.7</u>	28.3	<u>57.0</u>	<u>61.3</u>	<u>62.0</u>	<u>58.8</u>
Kia	19.6	3.9	0.3	<u>56.4</u>	28.1	26.5	22.6	23.5
GM Korea	<u>50.7</u>	<u>53.1</u>	19.0	15.3	14.9	12.2	15.4	17.7

▶ Korean strategy vs Latin American strategy



Continuing Inter-assembler Competition in the 1980s

Development and exports of small-sized cars to the US market

- in line with Long-Term Promotion Plan of 1974
- Establishment of assembly lines specific to exports
- Strong ties with multinationals (capital, sales network...)
- Vertical subcontracting system

Private Investment in the assembly sector

(Billion Korean won)

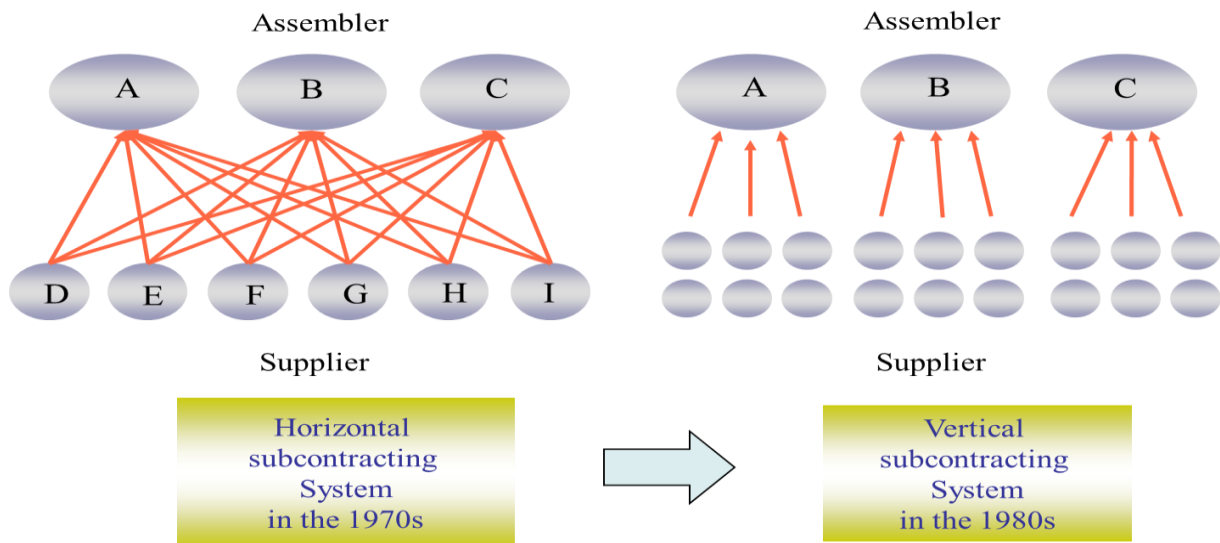
	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Hyundai	23.8	110.4	112.4	174.5	477.7	467.0
Kia	3.7	30.0	29.0	102.3	227.2	152.2
Daewoo	1.6	6.2	20.9	200.2	197.2	137.7
Others	4.0	8.2	23.2	208.4	209.7	186.8
Total	33.1	154.8	185.5	685.4	1,111.8	943.7

Limited or Effective Competition (?): entry regulation

The number of car assemblers did not exceed three until the early 1990s

	1962-63	1964-67	1968-73	1974-80	1981-86
number	1	1	3	3	2
companies	<u>Saenara</u>	Shinjin	Shinjin/GMK Hyundai Asia	GMK/Saehan Hyundai Kia	Saehan/Daewoo Hyundai
	1987-92	1993	1994-1997	1998	1999-Present
number	3	4	5	3	4
companies	Daewoo Hyundai Kia	Daewoo Hyundai Kia Ssangyong	Daewoo Hyundai Kia Ssangyong Samsung	Daewoo- <u>Ssangyong</u> Hyundai-Kia Samsung	GM-Daewoo Hyundai-Kia Renault-Samsung <u>Ssangyong</u>

Subcontracting system designed for assemblers



Localization

Local Content Ratio by Model (%)

		1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
GM Korea/ Daewoo	Rekord 1900	58	58	60	62	62	62	64	65	65	75
	Gemini	-	-	70	75	82	85	86	86	86	93
Hyundai	New Cortina	60	61	61	61	62	62	62	-	-	-
	Pony	85	90	90	91	92	93	93	93	97	98
	Granada	-	-	-	21	21	21	21	28	28	28
Kia	Brisa	63	78	89	89	89	92	92	-	-	-
	BrisaII	86	86	90	90	89	90	91	-	-	-
	Peugeot 604	-	-	-	20	20	20	20	-	-	-
	Fiat 132	-	-	-	62	62	62	62	-	-	-

Favourable trade conditions

Increasing exports of South Korean cars to the US market

- Auto trade conflicts between the US and Japan from the late 1970s
 - Voluntary Export Restraint for Japanese carmakers
 - Niche market for cheap subcompacts
 - US Big3's outsourcing strategy for cheap subcompacts
- Three 'lows' from the mid-1980s
 - Weak 'won', cheap oil, low interest rates
- Car exports to the US in 1988: 480,017 units (= 85.1% of the total exports)

Growth of personal income in the 1980s

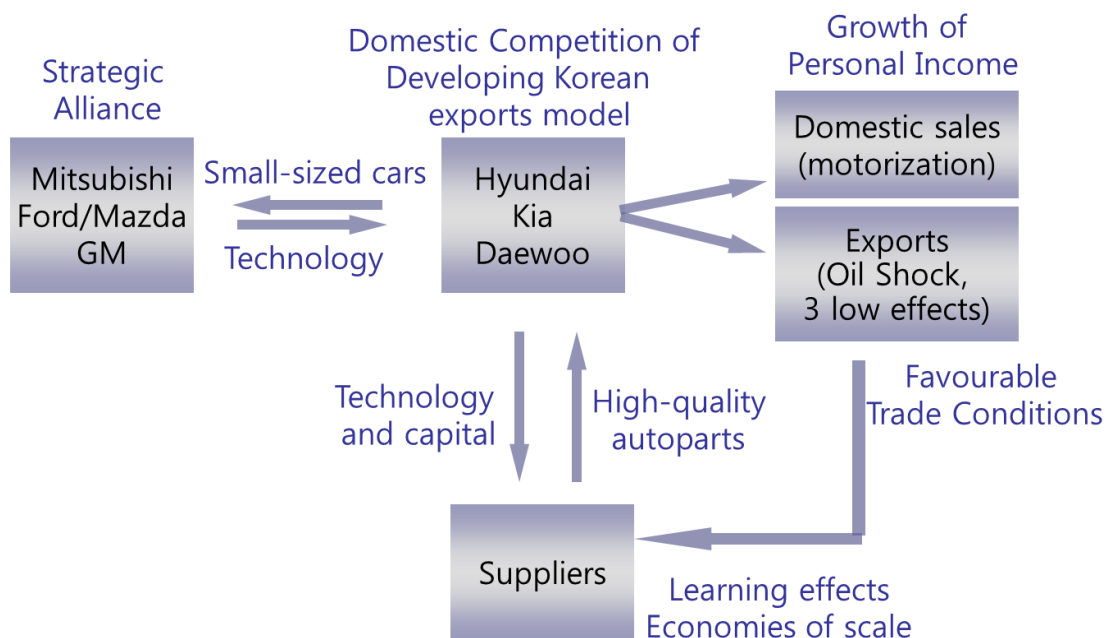
The restoration of socio-economic and political stability after the crisis of 1980-81

Rising personal income compared to car prices

	Price of a small-sized car* (A)	GNP per capita (B)	A/B
1980	4,612	1,589	2.9
1981	5,754	1,719	3.3
1982	5,780	1,773	3.3
1983	5,432	1,914	2.8
1984	5,173	2,044	2.5
1985	4,735	2,047	2.3
1986	5,055	2,296	2.2
1987	5,846	2,826	2.1

* Hyundai's Pony 2(1,439cc) and Excel(1,468cc)

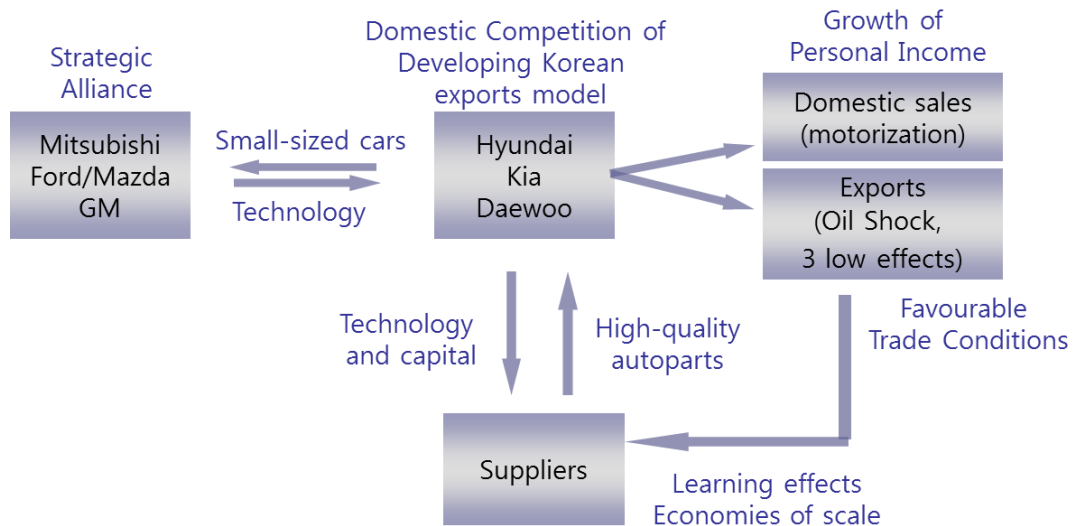
Coordinated structure in the 1980s



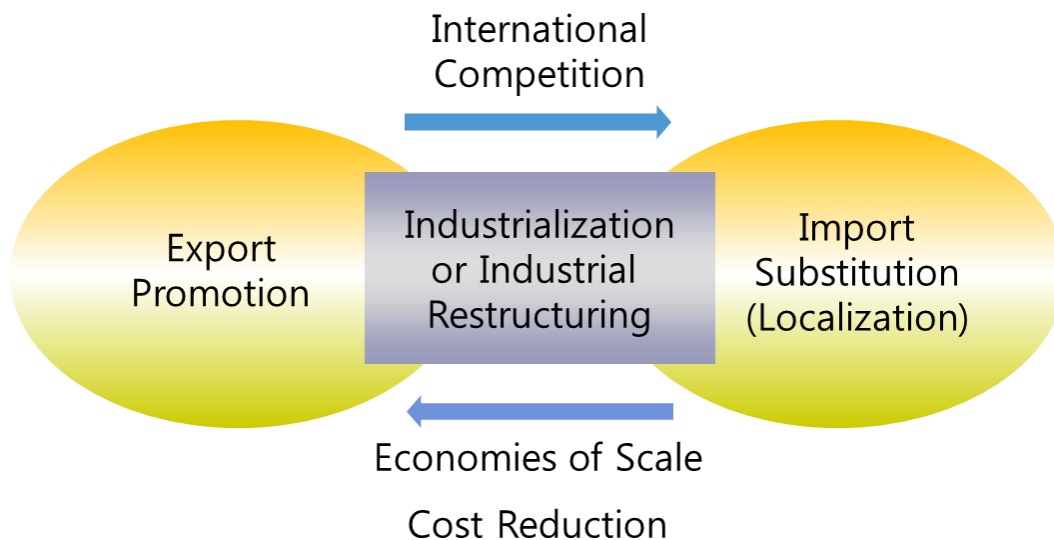
4. Concluding remarks

Lessons from Korean experiences

- The role of industrial policy is to coordinate economic and political interests through industrial restructuring rather than just picking winners:
 - The coordinated industrial structure cannot be formed automatically.
 - The scope of industrial policy should not be reduced to trade policy.



- Export promotion is not only a result of comparative advantage but also a industrial strategy for industrial restructuring using the effect of economies of scale.



- The effects of industrial policy cannot be generalized.
 - There is no one-size-fits-all industrial policy solution.
 - The same kinds of policies in the same sector can bring about different outcomes across countries.
 - The outcomes of industrial policy practices of the same kind can be different at different times even in the same country.
(cf. S. Korea's different performances between the 1960s and the 1970s)
 - It is meaningless to link a certain type of industrial policy directly to success or failure without analysis of the concrete contexts or industrial structure in which industrial policy is exercised.

The foundations of Morocco's emergence

The definition of emergence that seems most appropriate is the following: an emerging country is a country where economic and political freedom are heightened, which increasingly participates in a global market, has a growing middle class, where the standard of living steadily and markedly improves, where society is open and which increasingly cooperates with multilateral institutions.

Morocco meets all the criteria of emergence, except that of accelerating potential growth. Though the Kingdom has experienced strong economic growth since the early 2000s (5% as a yearly average in the past decade), it has been slower than in emerging countries.

Morocco has increased its attractiveness to foreign direct investment. While pursuing its strategy of economic diversification and openness to the outside world, the Kingdom is distinguished by its striving to reforms, opening up promising prospects for development. Its major reforms concern the political and institutional, economic, social and societal, environmental and foreign policy aspects.

On the political and institutional level, the country's progress has been reinforced by the constitutional reform of 2011. The contributions of this new Constitution revolve around several axes, including the consecration of the plurality of the Moroccan identity, the erection from justice to the rank of independent power, the promotion of a new generation of human rights, the supremacy of international law over national laws.

Despite progress achieved, many challenges remain in terms of the capacity of institutions, particularly representative ones, to make an important qualitative leap to improve their functioning and regain the confidence of the populations.

Morocco has undergone many economic and financial reforms since the early 1980s. Efforts have focused on enhancing macroeconomic stability, Territorial development, Implementing sector strategies and Diversifying drivers of growth for Moroccan economic players

Today, Morocco is considered to be a regional hub in many sectors, which amplifies the size of its economy. However, Morocco must overcome a number of challenges to take the path of increasing and inclusive growth.

In addition, significant progress has been made to improve the living conditions of citizens, to promote social equity and to provide the foundations for a harmonious and peaceful community.

Among these advances Morocco has also enacted major societal reforms since the early 2000s. These reforms included the rehabilitation of the status and rights of Moroccan women, made possible by the personal commitment of His Majesty King Mohammed VI through the reform of the family code in 2004, the supervision of the religious field through the formation of preachers, the fight against informal preaching, raising citizens' awareness of the values of Islam, based on tolerance and respect for other confessions, and the development of civil society as a partner of the public authorities.

Despite the progress achieved, several challenges remain at the social level related to the acceleration of the accumulation of human capital through the new education system reform, focused on equal opportunity, the improvement of the system's quality and a greater openness to foreign languages, the development of intangible capital as a significant source of wealth creation and to distribution of this wealth more appropriately, and better governance of social nets, shifting from housing-based policies to fully fledged city policies,

Morocco also faces a number of societal challenges related to the protection of the Moroccan youth from the influence of extremist views, the promotion of women's participation in politics as it is set in the Constitution (27% of seats at the municipal level, 30% of seats at the regional and national levels), and the facilitation of women's participation in the economy and the consolidation of civil society and involving it in public diplomacy.

The Kingdom strategy for sustainable development aims to improve the living environment of citizens, strengthen the sustainable management of natural resources and promote environmentally friendly economic activities. Morocco organized the African Summit of Action, on the sidelines of the COP22 conference hosted in November 2016. This Summit aims to allow the continent to express itself to harmonize its policies to fight the effects of climate change, and increase its bargaining power.

Morocco is pursuing a policy of trade opening through the conclusion of free trade agreements with traditional and emerging powers as well as with developing countries, particularly African ones.

This policy has enabled Morocco to weave a web of relationships and dense and diversified cooperation whose deployment has operated through international behavior, based on political and religious moderation, giving it a privileged mediator and making it a bridge between the Muslim and the Western World, an active participation in peacekeeping operations and humanitarian actions, under the aegis of the UN, but also of NATO, within which Morocco has a status of strategic partner, increased sensitivity to global issues (human development, global security, the return of the country to the African Union endorsed on 30 January 2017 in Addis Ababa and the forthcoming accession of Morocco to the Economic Community of African States of West (ECOWAS), as well as a strong presence in cooperation forums linking Africa to emerging countries, particularly Asian ones (Sino-African Forum, Ind Forum e-Africa...).

Les fondements de l'émergence du Maroc

Définition : le concept de l'émergence

La définition qui semble la plus appropriée de l'émergence est la suivante : Un pays émergent est un pays qui connaît une liberté économique et politique accrue, qui s'inscrit de plus en plus dans un marché global, qui a une classe moyenne de plus en plus importante, qui assiste à une amélioration progressive et résolue du niveau de vie de sa population, qui a une société ouverte et qui coopère de plus en plus avec les institutions multilatérales.

Le Maroc est-il un pays émergent ?

Le Maroc réunit l'ensemble des critères de l'émergence, sauf celui d'une croissance potentielle en accélération. Bien qu'elle ait été soutenue depuis le début des années 2000 (5%, en moyenne annuelle, au cours des dix dernières années), la croissance économique au Maroc a été moins rapide que celle des pays émergents.

Le Maroc est devenu de plus en plus attractif aux IDE. Tout en poursuivant sa stratégie de diversification économique et d'ouverture vers l'extérieur, le Maroc se distingue par son élan réformateur, ouvrant des perspectives de développement prometteuses. Les réformes les plus importantes concernent les volets suivants :

- Politique et institutionnel : Ancrage aux valeurs de démocratie et des droits de l'Homme et amélioration de la gouvernance des institutions.
- Economique : Renforcement des capacités compétitives pour impulser le processus de création de la richesse nationale.
- Social et sociétal : Impulsion du développement humain et mise en place des conditions nécessaires pour un vivre-ensemble apaisé et harmonieux.
- Environnemental : Adoption de l'économie verte comme axe central de la politique d'adaptation au changement climatique et de réduction de l'empreinte écologique.
- Politique étrangère : Choix politiques modérés, forte sensibilité aux questions globales et ouverture sur l'international qui s'accélère avec le développement des groupes marocains au niveau du continent africain.

1. Des avancées sur le plan politique et institutionnel, confortées par la réforme constitutionnelle de 2011

Monarchie millénaire, dotée d'une légitimité populaire, le Royaume du Maroc a opté, dès son Indépendance, pour le pluralisme politique et l'économie de marché, à visage humain et a favorisé le développement de la société civile.

Entre 2003 et 2005, le Maroc a mené un processus de réconciliation nationale, soutenu par les partis politiques, les centrales syndicales et la société civile dans le but d'exhumer le passé pour mieux envisager l'avenir : indemnisation des victimes des droits de l'Homme et mise en place de dispositifs adéquats pour qu'il n'y ait plus de violations dans le futur.

Un saut qualitatif important a été enregistré avec l'adoption de la Constitution en juillet 2011 qui est l'aboutissement d'un long processus de réformes multidimensionnelles, visant à accélérer la transition d'une démocratie représentative à une démocratie participative où le rôle de la société civile est important. Les apports de cette nouvelle Constitution s'articulent autour des axes ci-après :

- La consécration constitutionnelle de la pluralité de l'identité marocaine : arabo-islamique, amazighe et saharo-hassanie, enrichie de ses affluents africain, andalou, hébraïque et méditerranéen.
- Le renforcement de l'Etat de droit et l'érection de la justice au rang de pouvoir indépendant.
- La promotion d'une nouvelle génération des droits humains : droit à la vie, droit à la sécurité, droit à un environnement sain, droit de pétition...
- La consolidation du principe de séparation et d'équilibre des pouvoirs : le chef du gouvernement est responsable intégralement de l'exécutif.
- La consécration du principe de nomination du chef du gouvernement au sein du parti politique, arrivé en tête des élections de la chambre des représentants.
- La constitutionnalisation des instances en charge de la bonne gouvernance, des droits de l'Homme et de la protection des libertés.
- La suprématie du droit international sur les lois nationales.

Malgré les progrès réalisés, plusieurs défis subsistent au niveau des capacités des institutions, notamment représentatives, Celles-ci devraient opérer un saut qualitatif important pour améliorer davantage leur fonctionnement et regagner la confiance des populations.

2. Un cadre macroéconomique stable et des stratégies sectorielles, promouvant les métiers mondiaux du Maroc

Le Maroc est un chantier de réformes économiques et financières depuis le début des années 80. Les efforts consentis portent sur :

- le renforcement de la stabilité macroéconomique (inflation maîtrisée, endettement public soutenable...), conférant plus de résilience à l'économie marocaine face aux chocs exogènes et une qualité de crédit souverain du Maroc, la plus fiable dans sa région (*Investment grade*),
- l'aménagement territorial et le développement des infrastructures autoroutières, ferroviaires, portuaires et aéroportuaires, renforçant la connectivité internationale du Maroc,
- la mise en œuvre de stratégies sectorielles, visant à transformer le profil de spécialisation du Maroc : développement des métiers mondiaux du Maroc dans le cadre du plan Emergence, du plan Maroc vert dans l'agriculture, de la vision 2020 du tourisme, de la stratégie énergétique, du développement du secteur phosphatier... : *le secteur automobile occupe aujourd'hui le premier poste à l'export, dépassant les phosphates et dérivés*,
- la diversification des relais de croissance des opérateurs économiques marocains, notamment en Afrique subsaharienne (forte présence en Afrique des secteurs bancaire, des télécoms, du bâtiment...).

Quelques défis restent, cependant, à relever pour asseoir l'économie marocaine sur une trajectoire de croissance à la fois ascendante et inclusive :

- Accroître le contenu de la croissance économique en emplois pour une population jeune et qualifiée.
- Optimiser les opportunités offertes dans le cadre des accords de libre-échange, conclus par le Royaume.
- Intégrer progressivement le secteur informel dans le circuit formel et promouvoir l'économie sociale et solidaire.
- Rendre le Maroc encore plus attractif aux capitaux étrangers, favorisant le transfert du savoir et du savoir-faire pour accélérer le rattrapage technologique du Maroc.

3. Des réformes sociétales, visant la consolidation du lien social et la valorisation de la diversité culturelle du Royaume

De grandes réformes sociétales ont été menées par le Maroc depuis le début de la décennie 2000 :

- Réhabilitation du statut et des droits de la femme marocaine, rendue possible grâce à l'engagement personnel de Sa Majesté Le Roi Mohammed VI : réforme du code de la famille en 2004, transmission de la nationalité marocaine par la mère en 2007 et levée des réserves du Maroc sur la Convention des Nations-Unies, relative à l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes en 2011. Ces réformes ont eu pour effet de renforcer la parité homme-femme.
- Encadrement du champ religieux : formation des prédicateurs et des prédicatrices, lutte contre le prêche informel, sensibilisation des citoyens via les canaux de communication audio-visuels aux valeurs de l'Islam, basées sur la tolérance et le respect des autres confessions. L'expérience marocaine en la matière bénéficie, aujourd'hui, à certains pays arabes et africains ainsi qu'à des pays européens.
- Développement de la société civile dont le rôle de partenaire des pouvoirs publics s'est accru. Le nombre actuel d'associations au Maroc s'élève à plus de 130.000. Actuellement, la société civile n'est plus dans une logique de plaidoyer, mais joue un rôle complémentaire à celui des pouvoirs publics dans plusieurs domaines : éducation non-formelle, santé...

Malgré les progrès réalisés, plusieurs défis subsistent :

- Accélérer l'accumulation du capital humain, privilégiant l'égalité des chances, l'amélioration de la qualité du système éducatif et une plus grande ouverture sur les langues étrangères.
- Valoriser le capital immatériel en tant que source importante de création de la richesse nationale et assurer une répartition appropriée de cette richesse. Le poids de ce capital dans la richesse nationale s'élève à 75%, soit un niveau proche de la moyenne des pays de l'OCDE qui est de 80%.
- Améliorer la gouvernance des filets sociaux pour en maximiser les retombées sur les bénéficiaires, tout en favorisant l'allocation optimale des dépenses publiques.
- Opérer la transition d'une politique de logement à une véritable politique de la ville, en prenant en considération la dimension urbanistique et les impératifs du lien social: mixité sociale, question des valeurs et des identités...

Quant aux défis relatifs au domaine sociétal, ils sont précisés ci-après :

- Immunisation de la jeunesse marocaine de l'influence des courants de pensée extrémiste, venant de l'extérieur et opérant via internet.

- Participation politique de la femme conforme aux niveaux fixés par la Constitution (27% des sièges au niveau communal, 30% de sièges au niveau régional et national) et facilitation de sa participation dans le domaine économique.
- Renforcement des capacités des acteurs de la société civile et leur mise à contribution à l'effort de diplomatie publique.

4. Une transition vers des politiques publiques, favorisant la durabilité environnementale

Les choix de politiques publiques du Maroc sont davantage inscrits dans des approches orientées vers la durabilité pour des considérations d'adaptation aux effets inévitables du changement climatique, mais aussi pour des objectifs d'accélération du processus de développement économique.

Le Royaume a fait du développement des énergies renouvelables, notamment le solaire et l'éolien, un axe central de sa stratégie énergétique de 2009. Le poids de ces sources d'énergie dans la capacité électrique nationale devrait atteindre 42% en 2020 et 53% en 2030. Le parc solaire de Ouarzazate, mis en service en 2016, devrait consacrer le rôle de pionnier du Maroc dans le domaine de l'énergie solaire.

Le Royaume dispose d'une stratégie de développement durable qui a pour objectifs l'amélioration du cadre de vie des citoyens, le renforcement de la gestion durable des ressources naturelles et la promotion des activités économiques respectueuses de l'environnement. L'implémentation de cette stratégie et son accélération deviennent d'une nécessité absolue.

Pays actif dans le débat international dans le domaine climatique et environnemental, le Maroc, a abrité la COP22, en novembre 2016. En marge de cette conférence, il a organisé le Sommet Africain de l'Action qui vise à permettre au continent de s'exprimer en une seule voix pour harmoniser ses politiques de lutte contre les effets du changement climatique et pour accroître son pouvoir de négociation.

5. Un renforcement des capacités de projection à l'international

Le Maroc mène une politique d'ouverture commerciale dans le cadre multilatéral de l'OMC ou à travers la conclusion d'accords de libre-échange avec les puissances traditionnelles et émergentes ainsi qu'avec les pays en développement, notamment africains.

Cette politique a permis au Maroc de tisser une toile de relations de coopération dense et diversifiée et dont le déploiement s'est opéré à travers :

- un comportement international du Maroc, fondé sur la modération politique et religieuse qui lui a permis de jouer un rôle de médiateur privilégié et de pont entre le monde musulman et l'occident. Ce rôle tire sa substance d'une histoire séculaire, consacrant la particularité du Maroc en tant que carrefour des civilisations,

- une participation assidue du Maroc aux opérations de maintien de la paix et aux actions humanitaires, sous l'égide de l'ONU, mais aussi de l'OTAN, auprès duquel le Maroc dispose d'un statut de partenaire stratégique,
- une sensibilité accrue aux questions globales (développement humain, sécurité mondiale, changement climatique, défense d'un ordre international équitable et juste...),
- L'émergence du Maroc en tant que hub régional dans une multitude de domaines: économie, finance, transport, logistique, enseignement-éducation...

Depuis 2000, le Maroc a conclu 1024 accords avec les pays africains, visant le renforcement de la coopération dans plusieurs domaines contre 500 accords entre 1956 à 1999. Cette coopération s'inscrit dans le cadre d'approches multilatérales ainsi qu'en témoignent les éléments ci-dessous :

- Retour du Maroc à l'Union Africaine entérinée le 30 janvier 2017 à Addis-Abeba.
- Projet d'adhésion du Maroc à la Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Le Maroc a présenté officiellement sa demande d'adhésion à la CEDEAO, au 51^{ème} sommet de celle-ci, tenu le 4 juin 2017 qui a donné son accord de principe. La CEDEAO constitue un marché à fort potentiel. Les 15 pays de cet ensemble regroupent 327 millions d'habitants avec un PIB avoisinant les 700 milliards de dollars.
- Une forte implication du Royaume dans certaines initiatives de coopération régionale, à l'instar de la Conférence des pays africains riverains de l'Atlantique dont il est l'initiateur.
- Une présence marquée au sein des forums de coopération liant l'Afrique aux pays émergents, notamment asiatiques : Forum Sino-Africain, Forum Inde-Afrique...

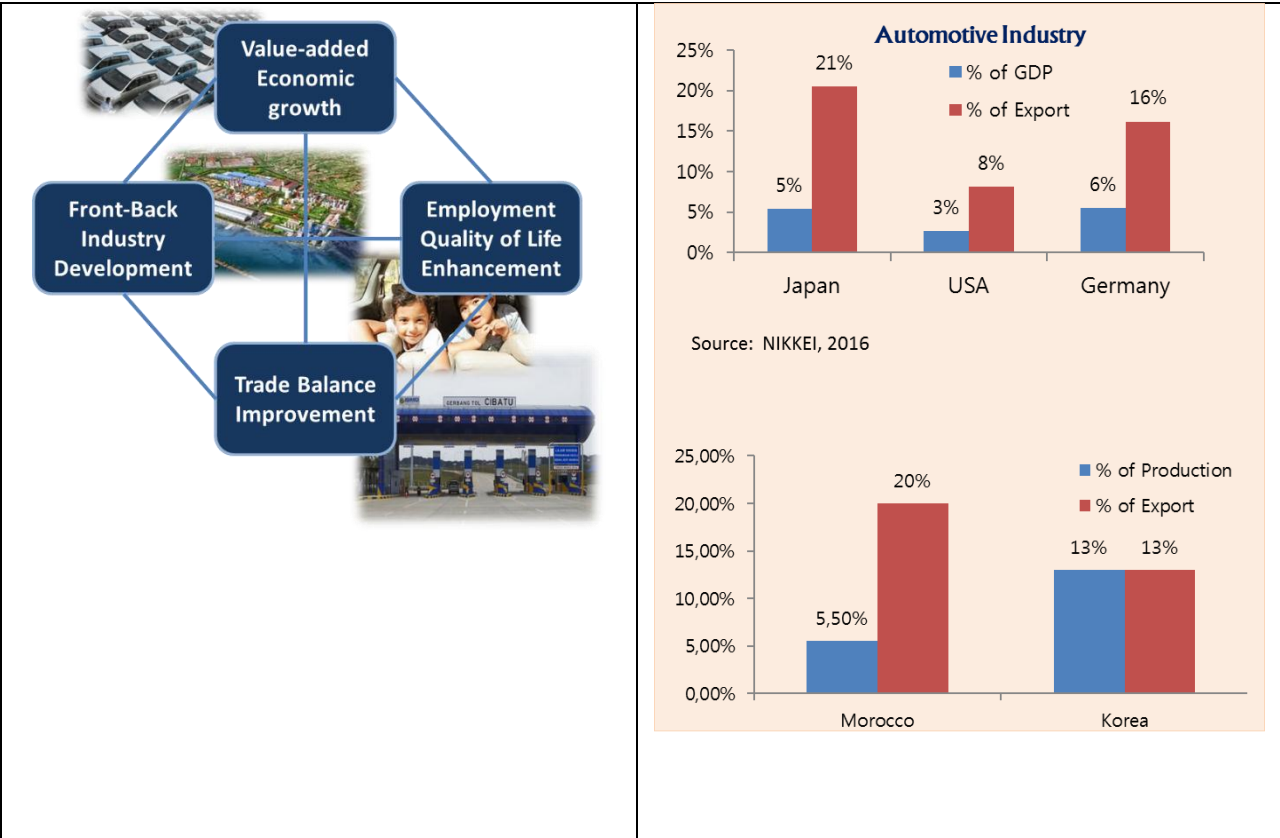
SEO Sang-hyun, Senior Economic Analyst, POSCO Research & Institute/Analyte Economique Principal

Morocco automobile industry outlook from korean business perspective

1. Understanding automotive industry

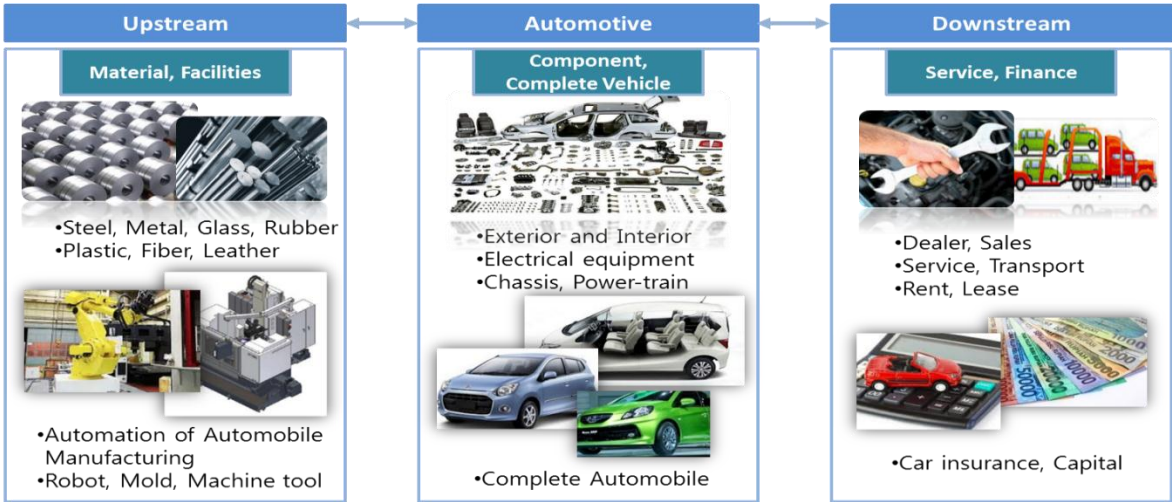
- Automotive industry is a main driver for sophisticating economic structure and boosting national wealth.

The automotive industry’s contribution to the economy



Automotive industry promotes mutual growth of upstream and downstream industries.

The automotive industry support upstream and downstream industries



2. Current status and forecast of moroccan automotive industry

→ Forecast by 2023: Automotive production 1 mil. units, domestic demand 400,000 units, exports 600,000 units

The main autos producer in Morocco is Renault

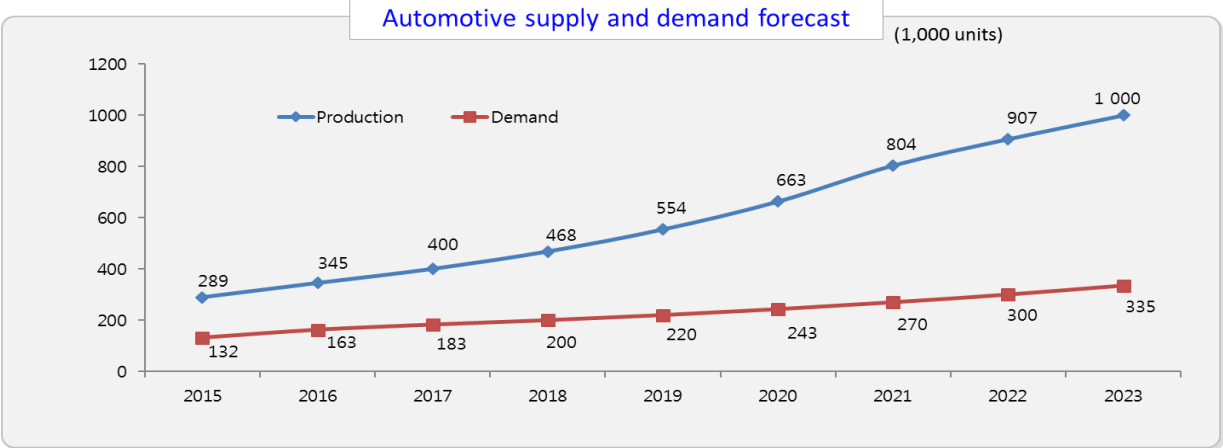
- Production capacity: 420 thousand units
- Renault will invest 20 million euros to build a new production line in Tanger.

PSA established annual production capacity of 200,000 units by 2019

By 2020, autos production 660 thousand units

- Morocco government wants production capacity of 1mn units and a parts localization rate of 80%.

Annual production growth rate is 18.5% or more by 2023



Becoming the largest automobile producer in North Africa as a value chain in the automobile industry

Current Status and Prospects of Automobile Industry

- 1st in Morocco export product and export \$ 5 bil.('15)
 - Export growth of 27% per year('09-'15)
- Establishment of automobile industry ecosystem by entering major automobile parts companies

1 Export Sector 1 st	Export in '15 U\$5 Billion	86,500 Employees ('15)
Manufacture in NA 1 st	Export in '20 U\$10 Billion	Growth 27% (2009-2015)

< Investment of major auto parts companies >

company	parts	Invt. amount
Saint-Gobain	Auto glass	€700 mill.
Kansai Paint	Auto paint	€20 mill.
Sumitomo	Cable and parts	€336 mill.
Yura corporation	Cable	-

Automobile industry fostering policy

- Morocco aims to produce 1 million cars by 2023
 - Plan to expand the current 200 parts companies to 250 companies by 2020
 - Expansion of various taxation support such as exemption of corporation tax for 5 years to attract automobile industry

< Morocco Gov't's policy to nurture auto industry >

Main Contents

- Diversification of investment areas → FTZ expand(6→12)
- Exemption from corporation tax for 5 years after, apply tax rate 8.75% after 20 years
- Supports 30% in companies investing in new sectors of the automobile industry
- Auto export companies are exempt from business tax for 15 years after moving in
- Exemption from registration tax on capital setting and capital increase

1st in production and 2nd in domestic demand, but low distribution rate per unit

Among top in production & domestic demand in North Africa

- Automotive production ('16): 1st in North Africa
 - Share of Morocco in North Africa: 68.6%
- Domestic demand ('16): 2nd after Egypt
 - Share of Morocco in North Africa : 33.7%

1st

Production

- Morocco 345,000 units
- Egypt 110,000 units
- Algeria 45,000 units

2nd

Domestic Demand

- Egypt 200,000 units
- Morocco 163,000 units
- Algeria 120,000 units

Relatively low distribution rate

- Car ownership per 1,000 people : 98 ('15)
 - 142 units of Tunisia with the highest car ownership rate
 - Algeria 114 units, Morocco 91 units
 - 98 units with the average car ownership of North Africa

98 units

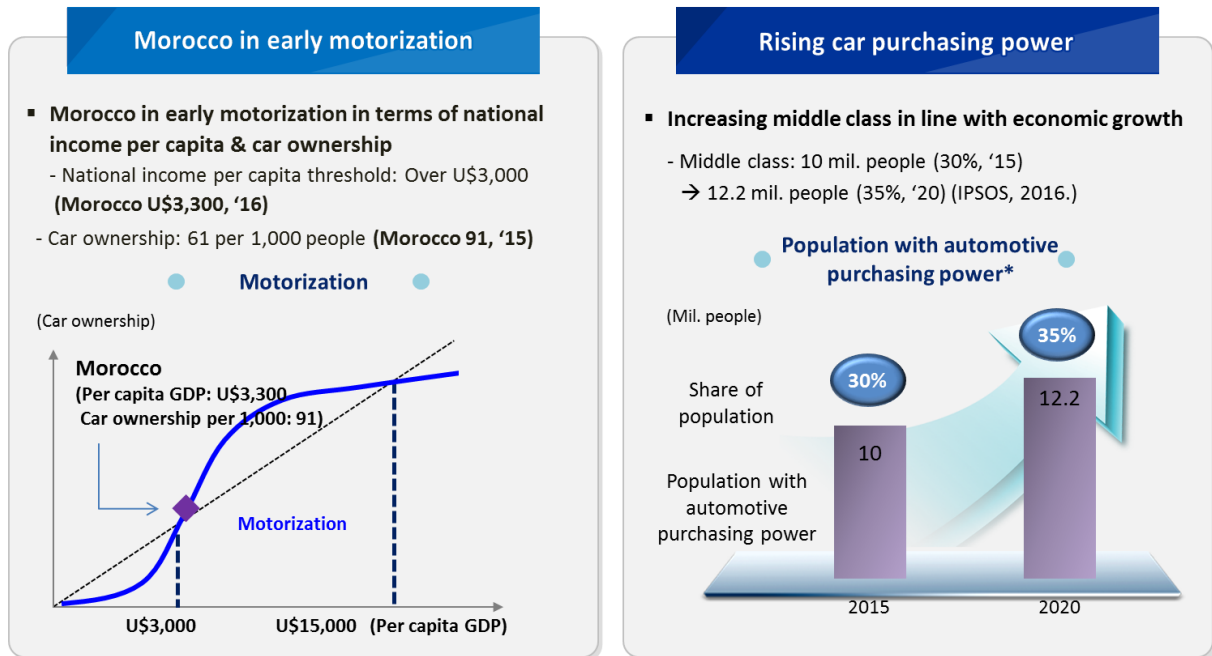
Car ownership per 1,000 people

- Tunisia 142 units
- Algeria 114 units
- Morocco 91 units
- Egypt 71 units

Source: BMI, 2017

3. Growth prospect of moroccan automotive industry

Morocco in early motorization; Increasing middle class leading domestic demand



Source: IPSOS Business Consulting, 2016

4. National industry development and automotive industry

Moroccan government seeks to reduce dependence on natural resources and become a strong industrial country

Vision: Morocco as a strong industrial country”

Mission

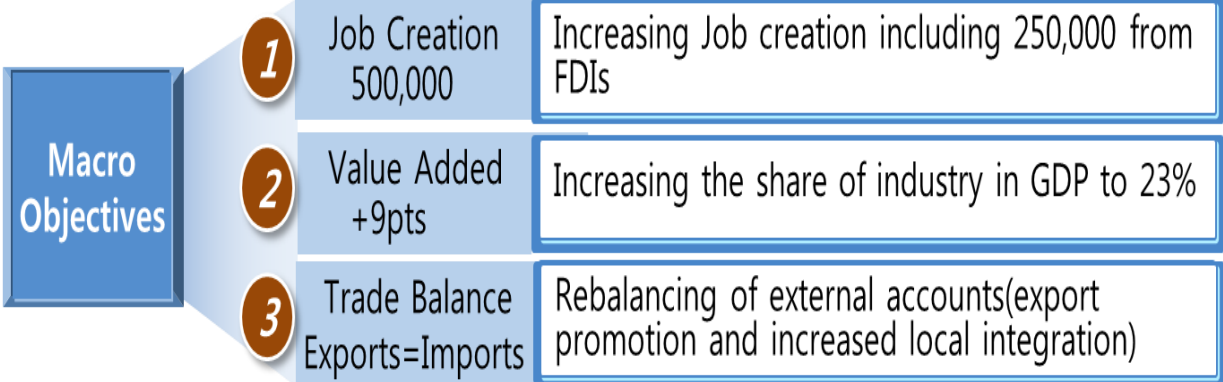
- The new strategy aims to create nearly 500 000 jobs;
- The share of industry in the GDP will grow from the current 14% to 23% by 2020;

Strategies of national industry development

- Launching of 22 Industrial platforms & Free-Trade Zones;
- Priority sectors: Automotive; Aeronautics; Electronics; IT; Agri-business & Fishing; Textile; Clean tech

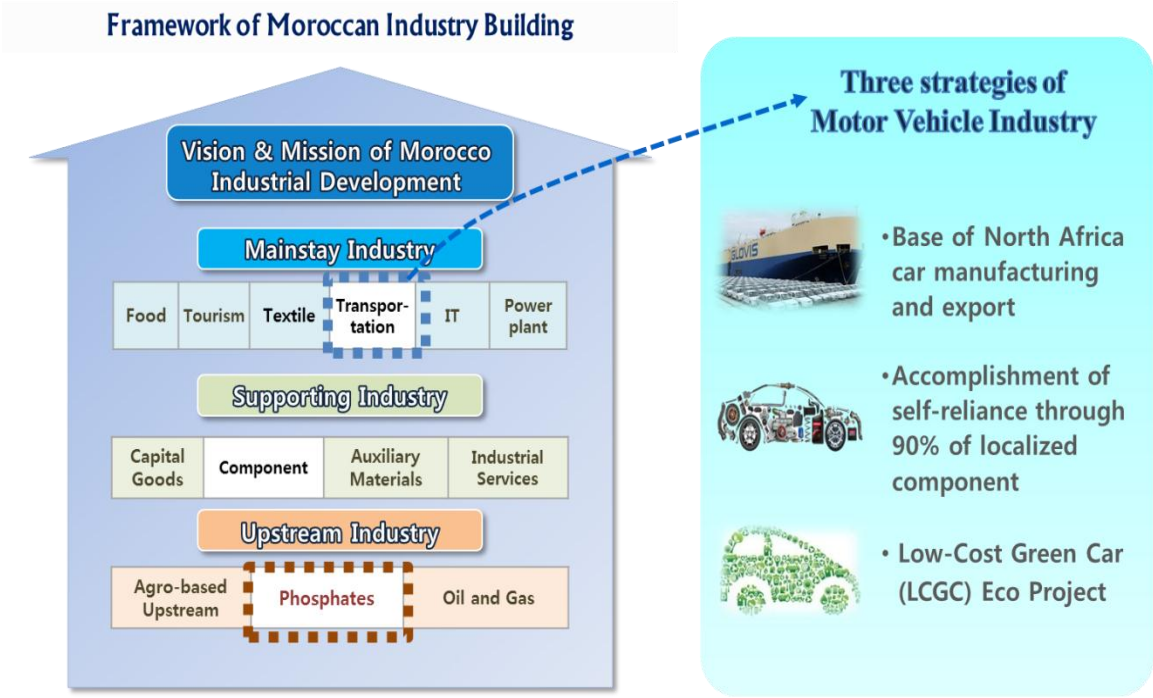
Quantitative targets of industrial development

- The IAP has set 3 macro- objectives to confirm Morocco’s industrial takes-off by 2020.



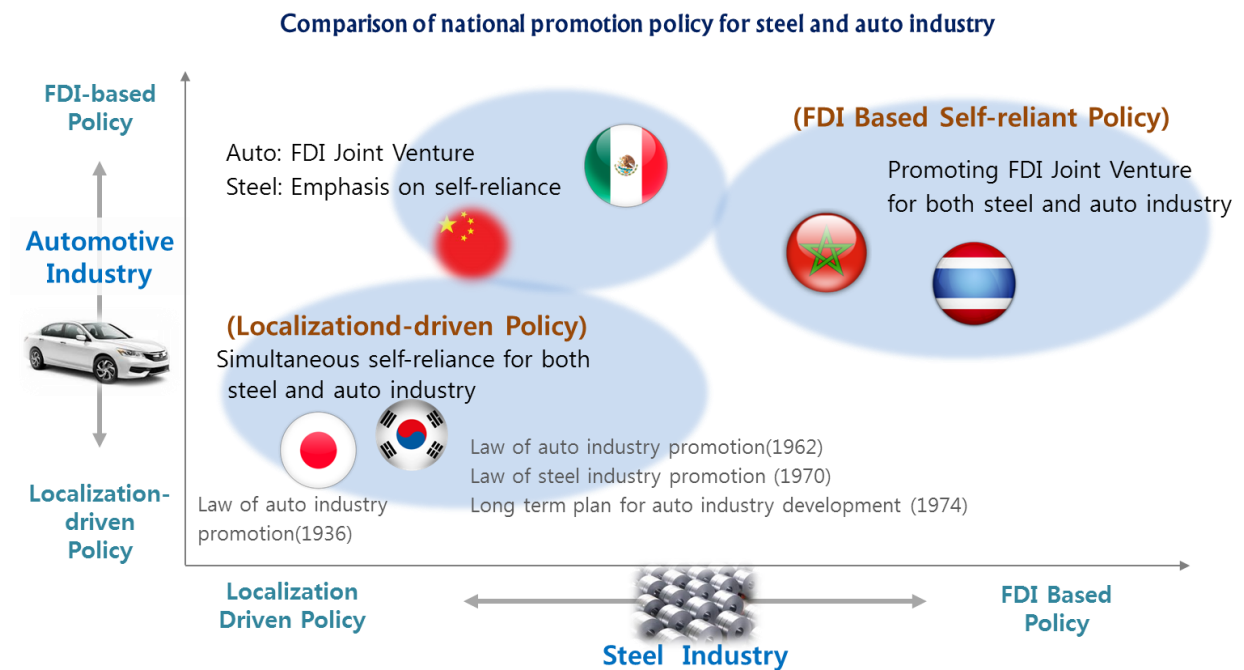
Source: MINISTRY OF INDUSTRY, 2014

Automotive and steel industries are complementary to each other and an axis of master plan for national industrial development

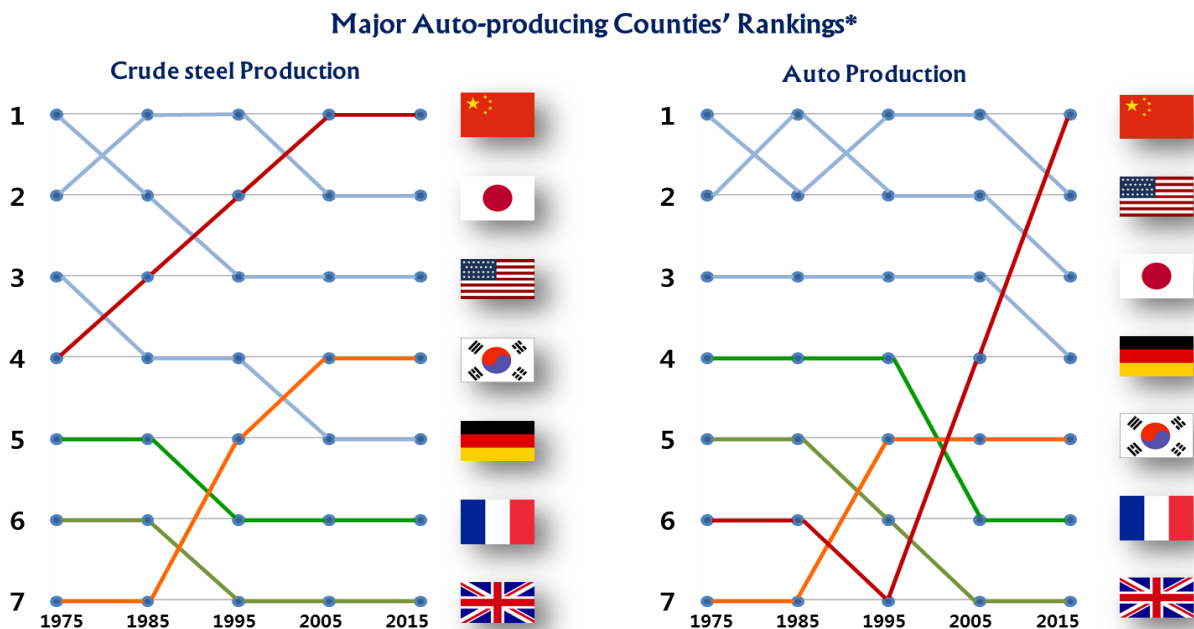


Source: Ministry of Industry, 2015

Seeks FDI-based industrial development policy to reduce time-to-market and boost technology and capital



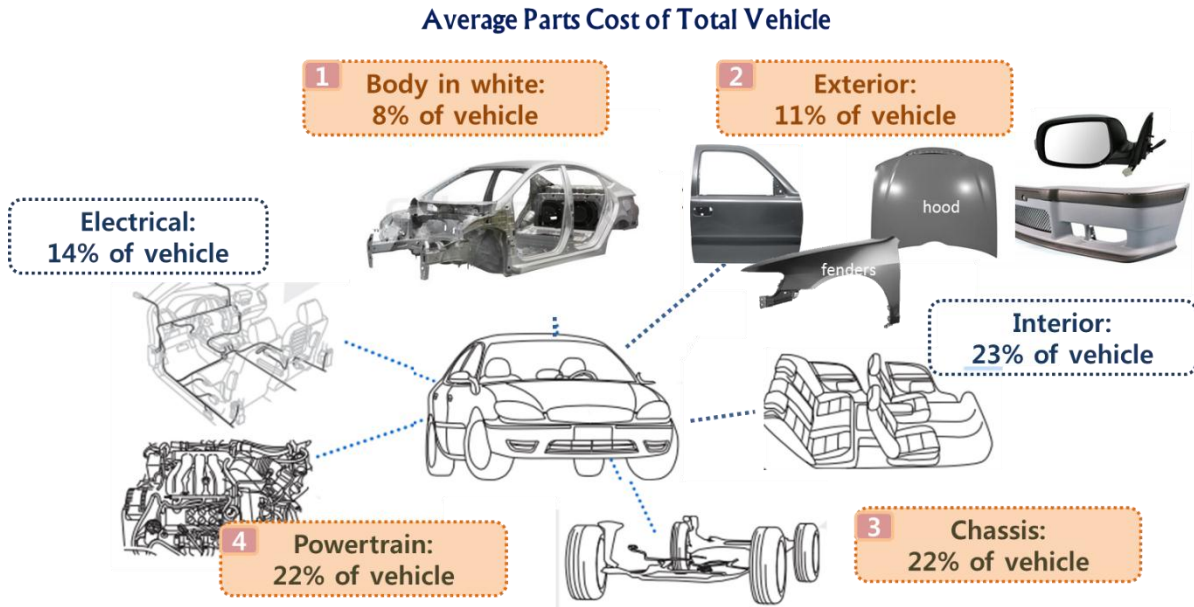
Steel industry generally leads the development of automotive industry



* Relative Ranking within 7 countries

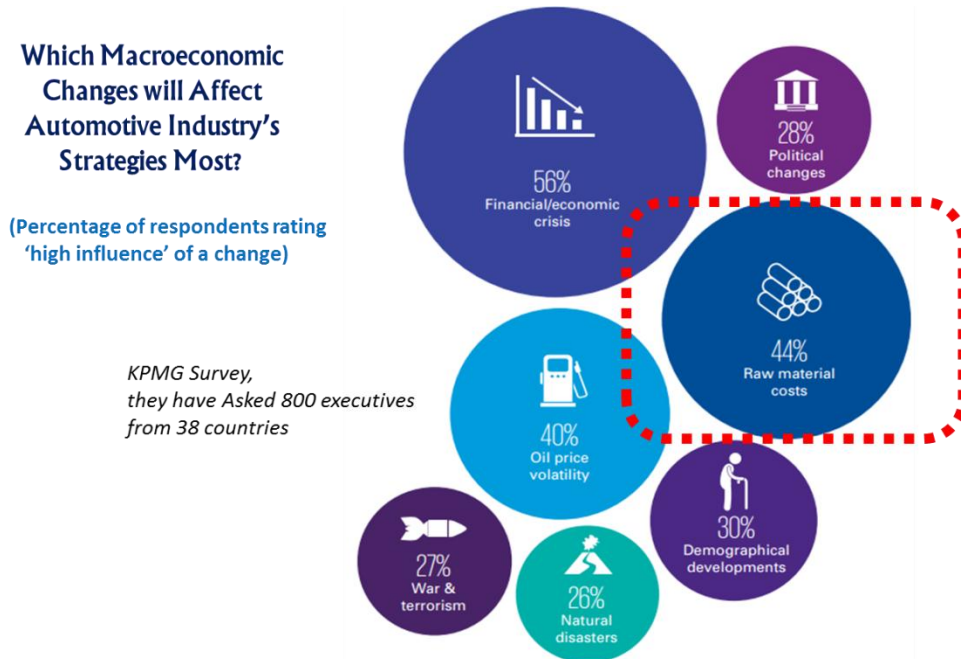
5. Challenges to complete industrial structure

For promoting auto industry while not compromising trade balance, competitiveness of making steel materials, accounting for 47% of manufacturing costs of vehicles, should be improved ASAP



Source: McKinsey, Automotive Engineering Partners, Market Realist

Capability for supplying proper materials at reasonable cost is important for stabilization of automotive industry



Source: KPMG Global Automotive Executive Survey 2016

6. Automotive industry development direction: development strategy

Vision: North African top automotive production hub

Strategic goals	Key strategies
<p>Build self-sufficient auto parts and materials Industries to help automotive industry become globally competitive:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Create optimal supply chain linking automobiles, parts and materials • Reduce trade deficit and contribute to national economy 	<ul style="list-style-type: none"> - Expand LCGC production - Nurture auto parts industry - Nurture auto material industry - Government support <p>* LCGC (Low Cost Green Car)</p>

① Expand LCGC production

‘National car project’ to boost car distribution in Morocco and produce strategic cars for export

- **LCGC-based national car project**
 - Foreign capital and tech. are necessary in early stage of development, but it’s necessary to create a self-sufficient base for mid-to-long-term development
- **Strategic cars for domestic use & export**
 - Eco-friendly and low-cost cars are in high demand in Morocco and other North Africa countries

Strategy

Operate automotive and parts R&D and design centers specialized in LCGC

- Adopt global auto and parts makers’ R&D and design
- Develop new models targeting Africa & MENA market

② Nurture auto parts industry

Lay the foundation for materials industry with low localization

- **Support focusing on Moroccan parts makers**
 - Support local parts makers for high import dependence and low tech. requirements
 - Nurture parts makers through JV with foreign firms
- **Strengthening of ‘buy national’**
 - Adopt LCGC-level local component requirement (80%)

Strategy

Operate the automotive industry cluster linking materials, parts and complete car makers

- Horizontal N/W (joint research and tech. sharing)
- Build knowledge exchange N/W among parts makers

③ Nurture auto materials industry

Reduce dependence on imports and foreign funded production, build a local material supply channel

- Build local production system for stable supply of quality automotive sheet
- ✘ Foreign-funded re-rollers under construction or in operation
 - Materials for re-rollers procured by imports
 - Not sufficient to reduce steel trade deficit and contribute to Moroccan steel industry

Strategy

Build and operate auto sheet supply channels through integrated steelmaking process

- Integrated mill with higher cost and quality competitiveness than re-rollers can achieve win-win cooperation with automotive and parts makers

④ Government support

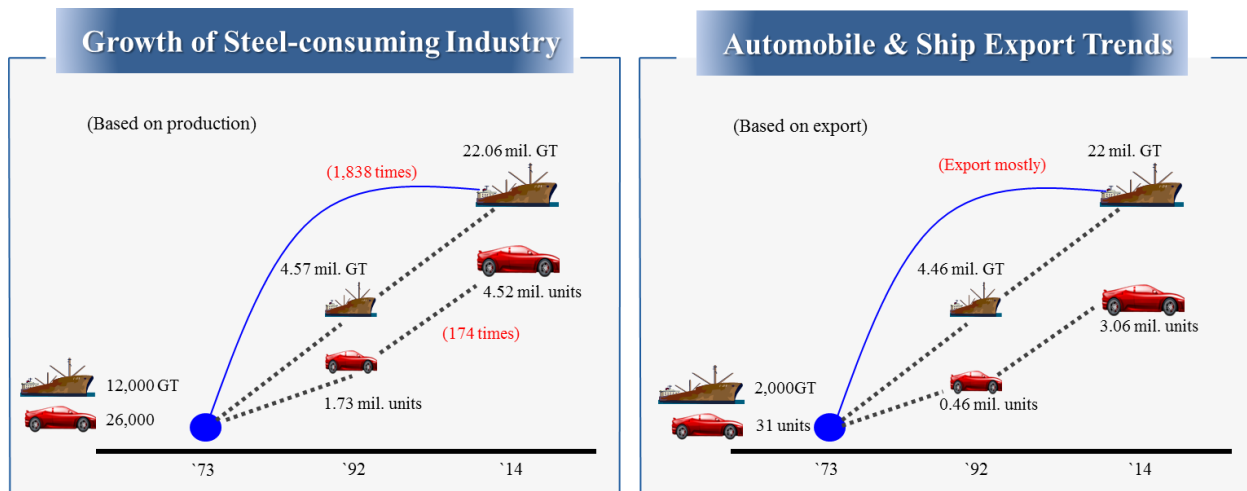
Strengthen govt support to nurture automotive industry with high contribution to national economy

- Institutional support (tax benefit to boost distribution of LCGC)
- Strengthen policies and support to increase investment by foreign-funded automotive and parts makers, and build and expand an automotive industry cluster
- Solidify support for attracting funds, tech. and talent to become the North Africa's automotive hub
- "Buy national" and protection of parts and materials industries until gaining competitiveness

Korean Case: Grown Together with Steel-consuming Industries

A Virtuous Cycle Formed:

- Steel Industry provides low-cost quality steel
- Steel-consuming industries, in return, generate steel demand further



*Note: Car export amount of 1973 is replaced by that of 1975

How to expand economic cooperation between Korea and Morocco from Morocco's perspective?

Abstract

Morocco has achieved an annual GDP growth per capita of 3.2% between 2000 and 2014 through structural reforms, effective macroeconomic management and a favorable international environment. This helped the kingdom to initiate a process of economic catch-up and contributed to the improvement of the standard of living of Moroccan households and the reduction of poverty.

However, the Moroccan economic convergence towards the emerging economies remains sluggish. This average performance is in part linked to the low ability of the economy to diversify while improving productivity gains to ensure sustainable growth.

In fact, given the proximity of the European continent and its key markets, Morocco has implemented several measures to attract new investment such as the automotive or aeronautics. Efforts have been made in this context thanks to the 2014-2020 Industrial Acceleration Plan (IPA) to promote the development of the industrial sector.

To achieve the challenges of economic emergence, Morocco needs to focus on improving resource allocation, strengthening the process of structural transformation and the capacity of the diversification of its economy, enhancing the training-job adequacy and labor market regulations, improving human capital and the Moroccan educational system.

The economic collaboration between Morocco and Korea represents an asset in the success of the structural transformation of the Moroccan economy, through technical cooperation projects adapted to Morocco in terms of human development, industry and energy to enhance productivity in the manufacturing sector, services and the promotion of innovation. Such a partnership could strengthen the process of diversification in sectors with high added value and in which Morocco would be likely to develop its leadership at the regional level and set up technological watch structures capable of identifying potentially competitive sectors.

Moroccan-South Korean cooperation will foster the emergence of "regional winners" in targeted sectors across Africa, including through the establishment of consortiums.

Finally, a win-win collaboration will benefit both parties.

Comment développer la coopération économique entre la Corée et le Maroc du point de vue du Maroc ?

Depuis le début des années 2000, le Maroc a amorcé un processus de rattrapage économique grâce à des réformes structurelles, à une gestion macroéconomique efficace et à un environnement international favorable. La combinaison de ces facteurs a permis au Maroc de réaliser une croissance annuelle de son PIB par habitant de 3,2 % entre 2000 et 2014, contribuant ainsi à l'amélioration du niveau de vie des ménages marocains et à la réduction de la pauvreté.

Pourtant, la dynamique de convergence de l'économie marocaine vers les économies émergentes demeure lente. Cette performance moyenne est due en partie à la faible capacité de l'économie à se diversifier tout en montant en gamme l'importance de l'amélioration des gains de productivité totale des facteurs pour garantir une croissance durable et soutenue.

En jouant de sa proximité avec le continent européen et ses principaux marchés, il a mis en œuvre un ensemble de mesures afin d'attirer de nouveaux acteurs provenant de secteurs à fort potentiels tel que l'automobile ou l'aéronautique.

Or, les indicateurs disponibles témoignent d'un niveau de complexité qui demeure insuffisant pour rejoindre le niveau de revenu des pays émergents. Cet écart s'explique par la faible diversification de ses structures productives, le retard en termes de transformation de son panier d'exportation et le faible taux de participation aux chaînes de valeur mondiale. Plusieurs efforts ont été fournis dans ce cadre en témoigne le Plan D'accélération Industrielle 2014-2020 (PAI).

Le plan d'accélération industrielle 2014-2020 (PAI) a permis de donner un nouvel élan aux efforts de développement de la promotion du secteur industriel.

Le choix sectoriel de la politique industrielle du Maroc sur la période 2014-2020 paraissent pertinents lorsqu'il s'agit de communautés de produits à complexité élevée (l'automobile, l'aéronautique, la chimie et industries pharmaceutiques et les industries de carrosserie lourde), au regard des retombées positives escomptées en termes de croissance et d'accumulation de connaissances et de savoir-faire.

Pour réussir le challenge d'émergence économique, le Maroc est tenu à améliorer l'allocation des ressources, à renforcer le processus de transformation structurelle de son économie et la capacité de celle-ci à se diversifier tout en montant en gamme.

De même, l'émergence de l'économie marocaine est conditionnée par l'amélioration de l'adéquation de l'emploi et la formation et aux réglementations du marché du travail. L'émergence est également conditionnée par l'amélioration du capital humain. L'amélioration du système éducatif marocain constitue actuellement une priorité nationale.

Assurer la cohérence entre l'enseignement supérieur et les politiques en matière de technologie est également importante.

Enfin, le renforcement de l'effort d'innovation est primordial au niveau de l'amélioration de la capacité d'innovation, des dépenses privées dans la recherche et développement, de la collaboration Université-Industrie, de R-D, de la qualité des institutions scientifiques et de la demande internationale de brevet.

Toutefois, dans cette perspective, quels sont les défis prioritaires à relever et qui nécessitent une collaboration technique profonde ?

Comme il a été présenté par les experts coréens, la Corée est un pays qui a fait des progrès extraordinaires en quelques décennies tant sur le plan économique, culturel que social. C'est un bon exemple à suivre pour les pays en développement. Le Maroc a tout intérêt à intensifier ses relations dans tous les domaines avec ce pays asiatique. La collaboration économique Maroc-Corée permettrait de réussir la transformation structurelle de notre économie.

En effet, Il faut mener des projets de coopération technique adaptés au Maroc en matière de développement humain, de l'industrie et des énergies pour renforcer la productivité du secteur manufacturier, des services et la promotion de l'innovation.

Sur le plan manufacturier, la collaboration Maroc-Corée pourra renforcer l'intégration des filières des métiers mondiaux du Maroc, pour maximiser le contenu en valeur ajoutée locale dans le cadre du Plan d'Accélération Industrielle 2014-2012. Par ailleurs, la productivité des services pouvant être renforcée grâce à l'amélioration d'infrastructures TIC stables et de haute qualité.

Cette collaboration pourra améliorer l'innovation en tirant profit des connaissances de l'économie coréenne du Sud mondiales à travers l'importation de technologie contenue dans les biens d'équipement, les accords de licence technologique des échanges et l'investissement direct étranger...

Le partenariat peut renforcer le développement de la diversification dans les secteurs à forte valeur ajoutée et dans lesquels le Maroc peut être leader au niveau régional. Ce partenariat permettra de réduire le coût et l'incertitude entourant le processus de découverte des nouveaux marchés et de nouveaux produits plus complexes. Ce partenariat permettra mettre en place des structures de veille technologique capables d'identifier les secteurs potentiellement concurrentiels.

Le partenariat Maroc-Corée du Sud permettra d'encourager l'émergence de " champions régionaux " dans des secteurs ciblés à l'échelle de l'Afrique.

Il permettra aussi de pousser à l'émergence de champions "régionaux", pour profiter des potentialités du marché africain à travers la constitution de consortiums.

Un partenariat technique au niveau de l'enseignement supérieur et de la formation et aux technologies (dans le cadre d'Université internationale).

Un partenariat actif dans ce domaine permettra à l'université marocaine d'assumer de nouvelles missions en plus de la formation universitaire et de la recherche parmi lesquelles : créer des pépinières d'entreprises ; exploiter les brevets et licences, commercialiser les produits des activités de l'université ; prendre des participations dans des sociétés ; créer des sociétés filiales.

En conclusion, une collaboration gagnant-gagnant ne peut être que bénéfique pour les deux pays.

Comment développer la coopération économique entre la Corée et le Maroc du point de vue de la Corée ?

Résumé

Les relations commerciales entre le Maroc et la Corée connaissent une augmentation progressive. Le Maroc est le 3^{ème} partenaire commercial de la Corée en Afrique du Nord après l'Algérie et la Libye. Les entreprises coréennes de construction sont présentes au Maroc depuis 1998. Le Maroc a une compétitivité internationale entre autres, dans le secteur automobile et textile. Bien que son revenu national brut par habitant soit inférieur à celui des autres pays d'Afrique du Nord, il présente un potentiel énorme. Les deux pays devraient élargir leur commerce bilatéral non seulement en termes de taille, mais aussi de diversification.

Le Maroc et la Corée peuvent apporter au Maroc davantage de potentiel économique à l'avenir, notamment dans les secteurs de l'industrie de l'acier, de la chimie et des machines. Les TIC, le secteur médical et les énergies renouvelables présentent de nouvelles opportunités à exploiter pour les deux parties.

Le Maroc pourrait devenir un pays récepteur de l'investissement coréen ; il est le premier pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, selon l'indice *Doing Business* à en bénéficier. L'incitation financière à l'investissement au Maroc aiderait la stratégie de diversification des exportations de ce pays.

Un accord de libre-échange entre le Maroc et la Corée s'avère être un bon essai pour les deux partenaires. En effet, le Maroc et la Corée disposent de paniers d'exportation diversifiés et chaque pays serait une porte d'accès au marché régional pour l'autre.

How to expand economic cooperation between Korea and Morocco from Korea's perspective?

Trade relations between Morocco and South Korea are gradually increasing. Morocco is Korea's third largest trading partner in North Africa after Algeria and Libya. Korean construction companies have been present in Morocco since 1998. Morocco has international competitiveness, among others, in the automotive and textile sectors. Although its gross national income per capita is lower than that of other North African countries, it has enormous potential. Both countries should expand their bilateral trade not only in terms of size, but also diversification.

Morocco and Korea can bring greater economic potential to Morocco in the future, especially in the steel, chemicals and machinery sectors. ICTs, the medical sector and renewable energies present new ones for both parties.

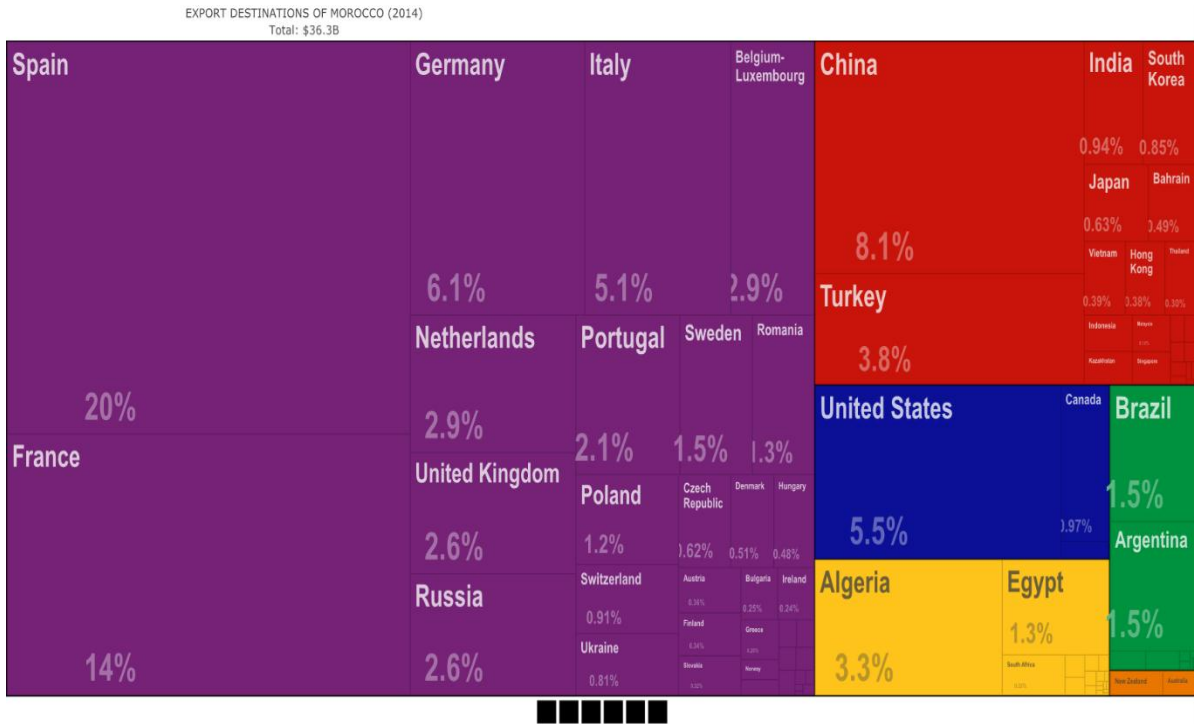
Morocco could become an excellent recipient of Korean investments, it is the first country in the Middle East and North Africa, according to the Doing Business index, of the World Bank, to benefit them. The financial incentive for investment in Morocco would help the country's export diversification strategy.

A free trade agreement between Morocco and Korea would be a good test for both partners. Indeed, Morocco and Korea have diversified export baskets and each part would be a gateway to the regional market for the other country.

1. Economic relationship between Morocco and Korea

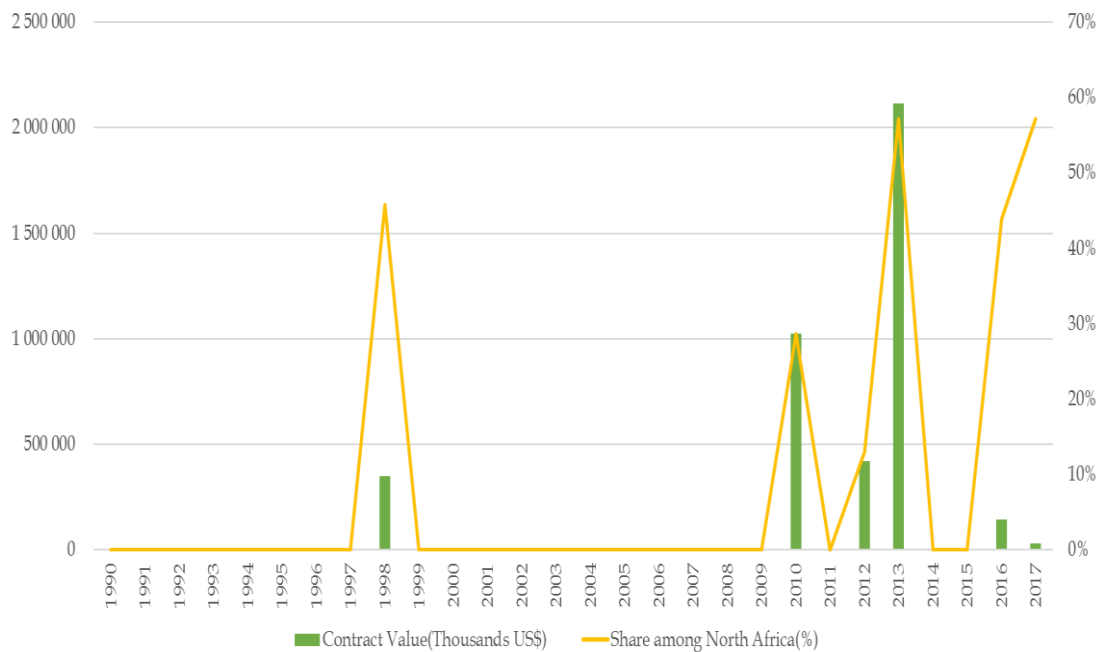
- Morocco is the 3rd largest trade partner of Korea in North Africa next Algeria, Libya (2017, July)
- Primary export products of Morocco to Korea are copper (28%), fish, and electronic integrated circuits.
- Korea export cars, construction machinery, steels, and machinery to Morocco.

Origins of Moroccan Imports (2014)



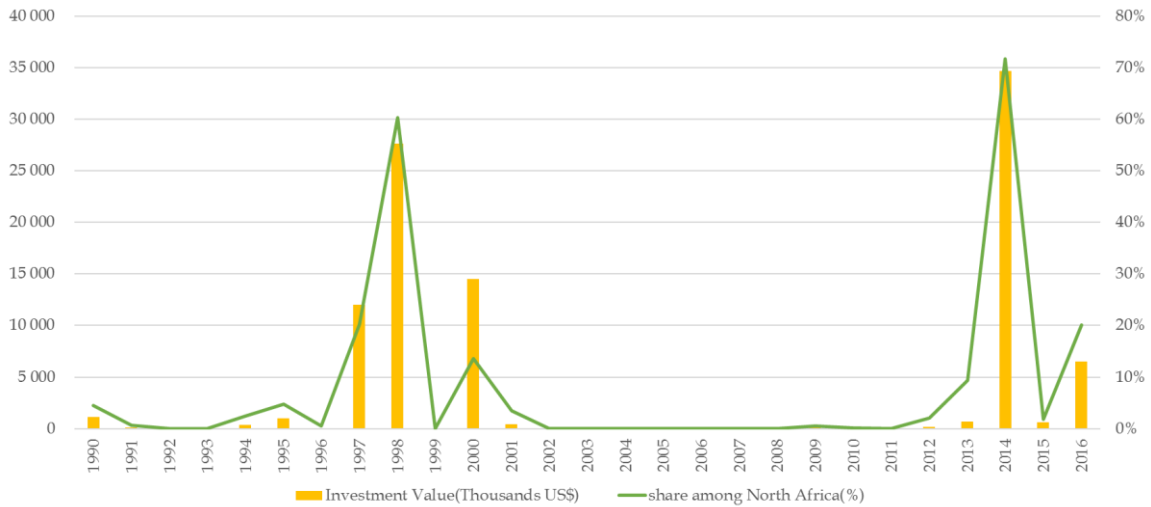
Source: MIT Observatory of Economic Complexity

Korea's construction in Morocco



Source: International construction information service of Korea

Korea's FDI Flow in Morocco



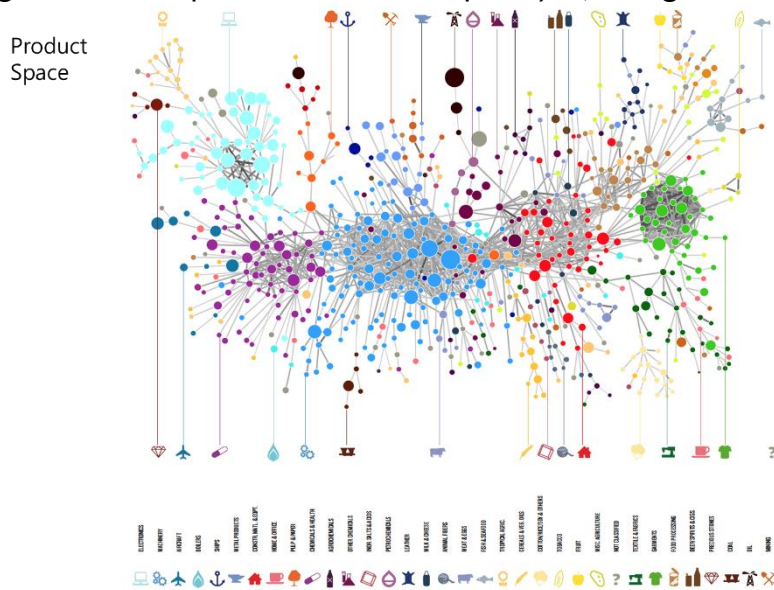
Source: Ex-Im Bank of Korea

2. Potential Area of Economic Cooperation based on Product Space Analysis

2.1. Product Space Analysis

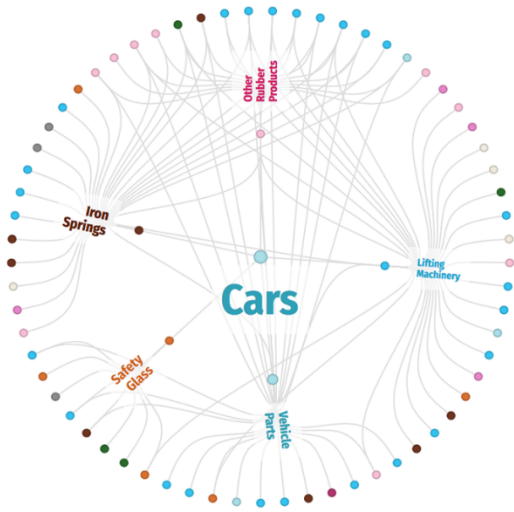
- How and What for Economic Development Strategy:
 - Import substitution vs. Export diversification
 - Product Space Theory suggests focusing on products that will give higher “opportunity gains.” for economic development.

- “Since countries tend to move to goods close to those they are currently specialized in, allowing nations located in more connected parts of the product space to upgrade their exports basket more quickly.” (Hidalgo et al., 2007)

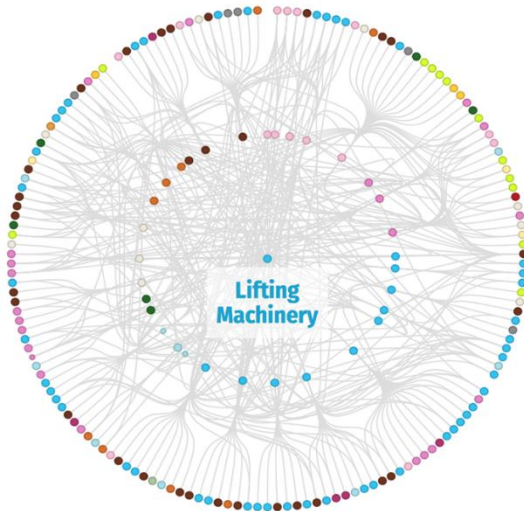


Source: MIT Observatory of Economic Complexity

CONNECTIONS OF CARS (2015)
TOTAL: \$680B



CONNECTIONS OF LIFTING MACHINERY (2015)
TOTAL: \$27.3B



Cars

HS92 ID
8703

Export Value
\$680B

PRIMARY CONNECTIONS

- Lifting Machinery
- Iron Springs
- Other Rubber Products
- Vehicle Parts
- Safety Glass

[PROFILE FOR CARS >](#)

RELATED VISUALIZATIONS

- ✪ What does Africa export that is similar to Cars? (2015)
- 🗺 Which countries export Cars? (2015)
- 🗺 Which countries import Cars? (2015)

Lifting Machinery

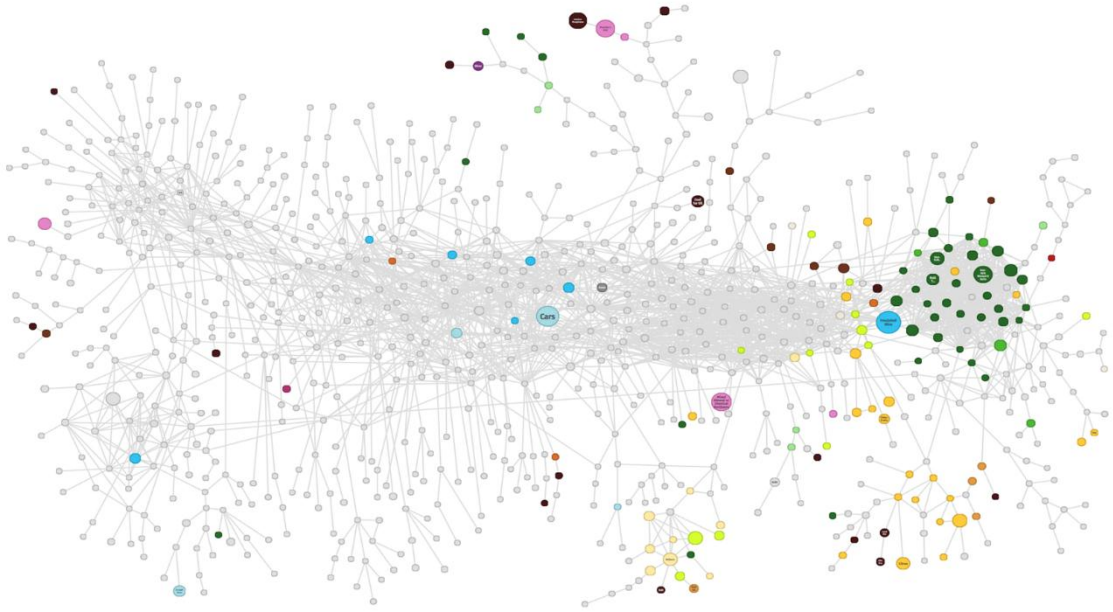
HS92 ID
8428

Export Value
\$27.3B

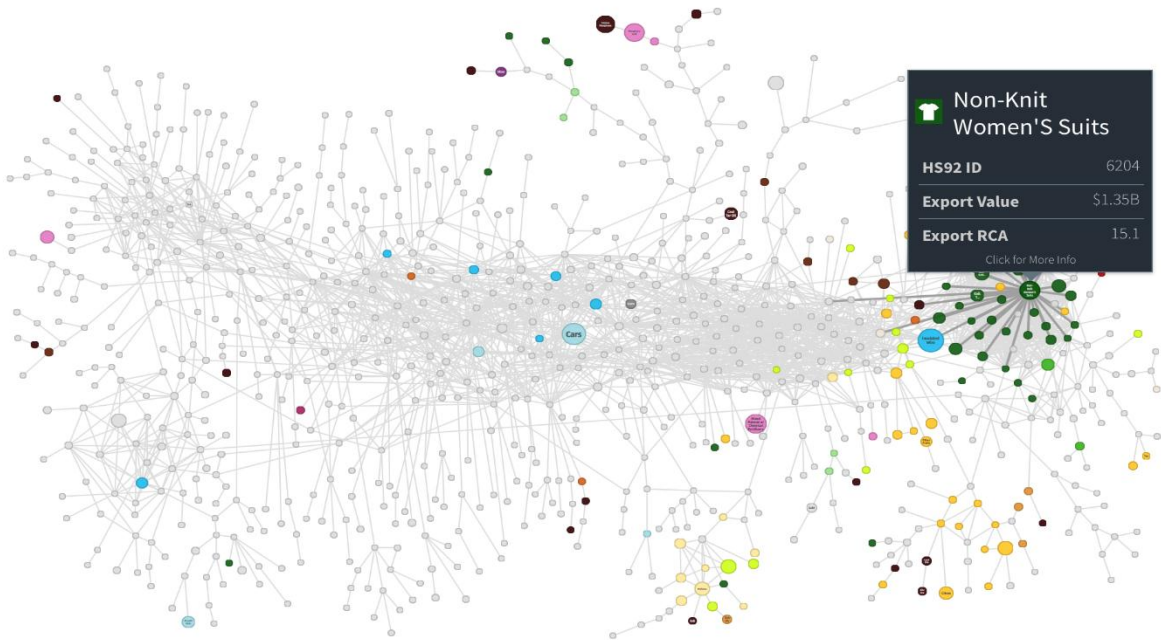
PRIMARY CONNECTIONS

- Nonaqueous Paints
- Other Plastic Sheetings
- Rock Wool
- Glaziers Putty
- Newspapers
- Cellulose Fibers Paper
- Non-Woven Textiles
- Liquid Fuel Furnaces
- Other Printed Material
- Raw Plastic Sheeting
- Excavation

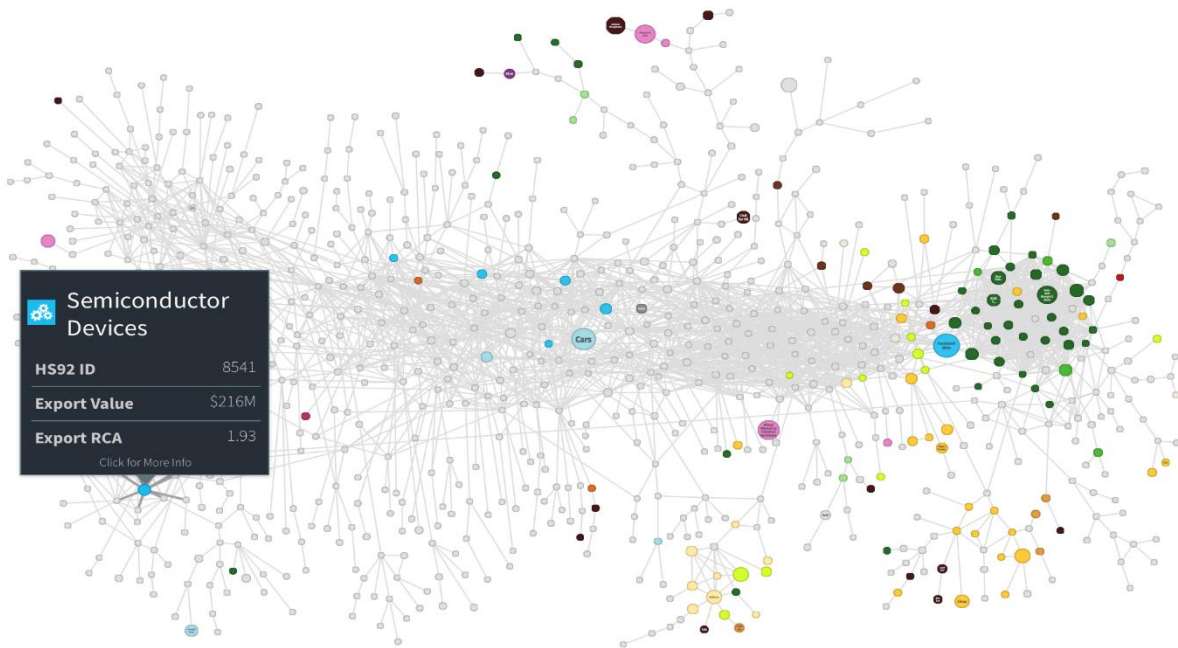
PRODUCT SPACE OF MOROCCO (2014)
TOTAL: \$27.8B



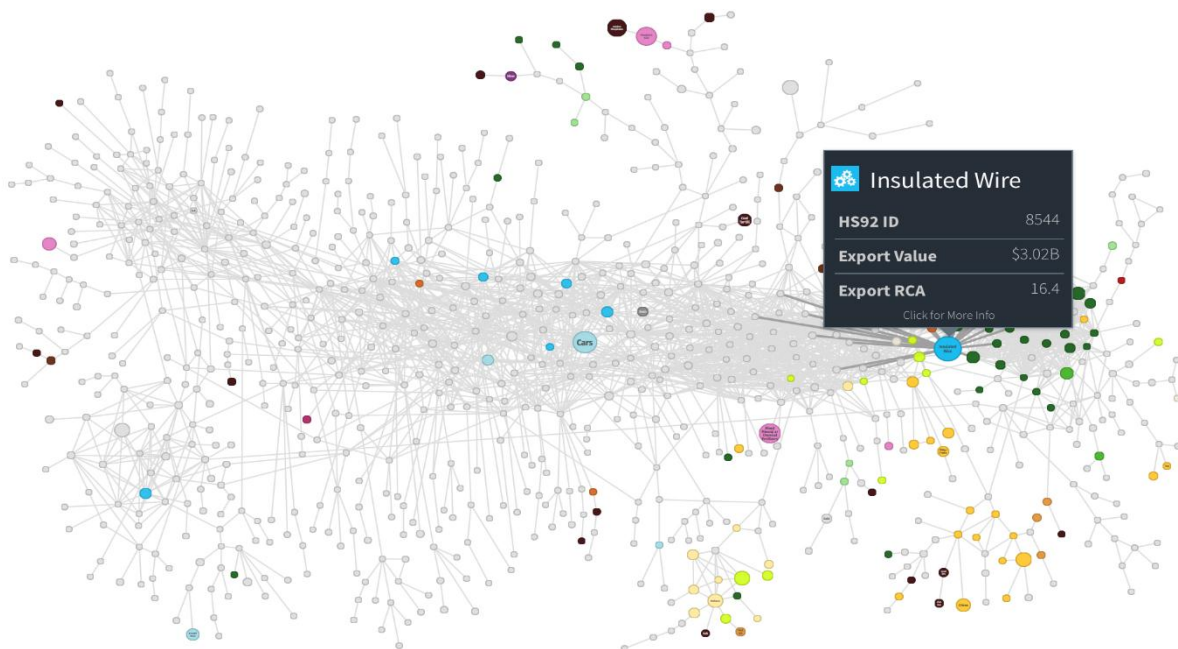
PRODUCT SPACE OF MOROCCO (2014)
TOTAL: \$27.8B

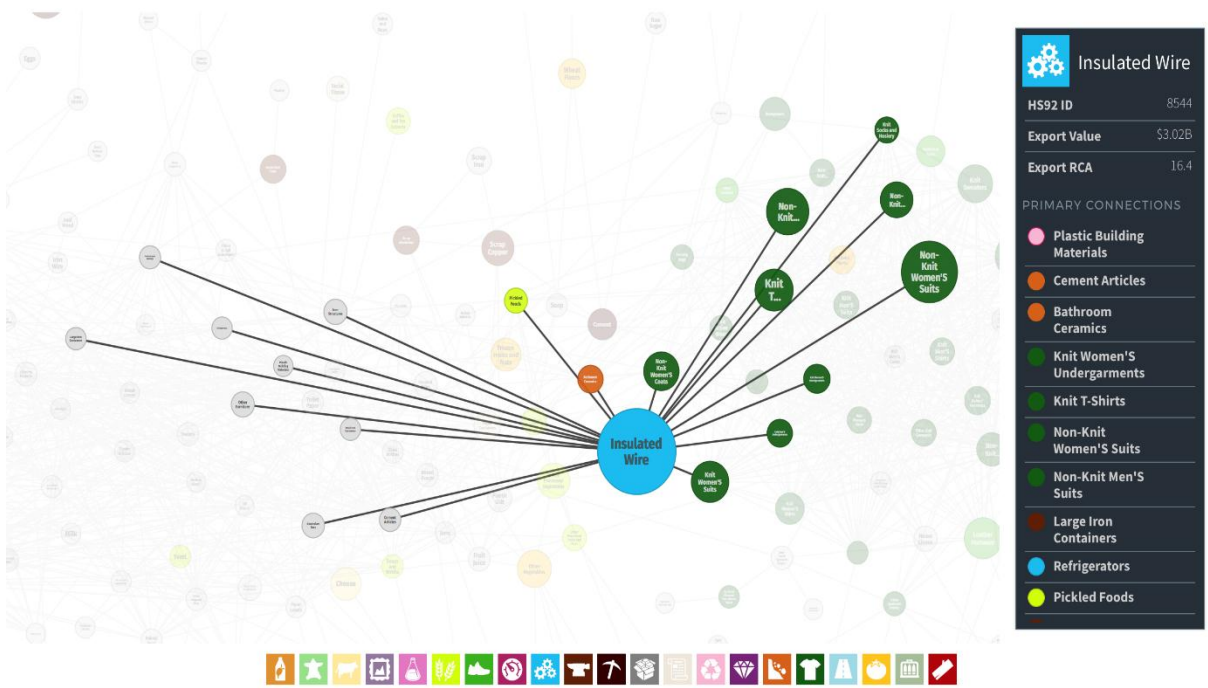


PRODUCT SPACE OF MOROCCO (2014)
TOTAL: \$27.8B



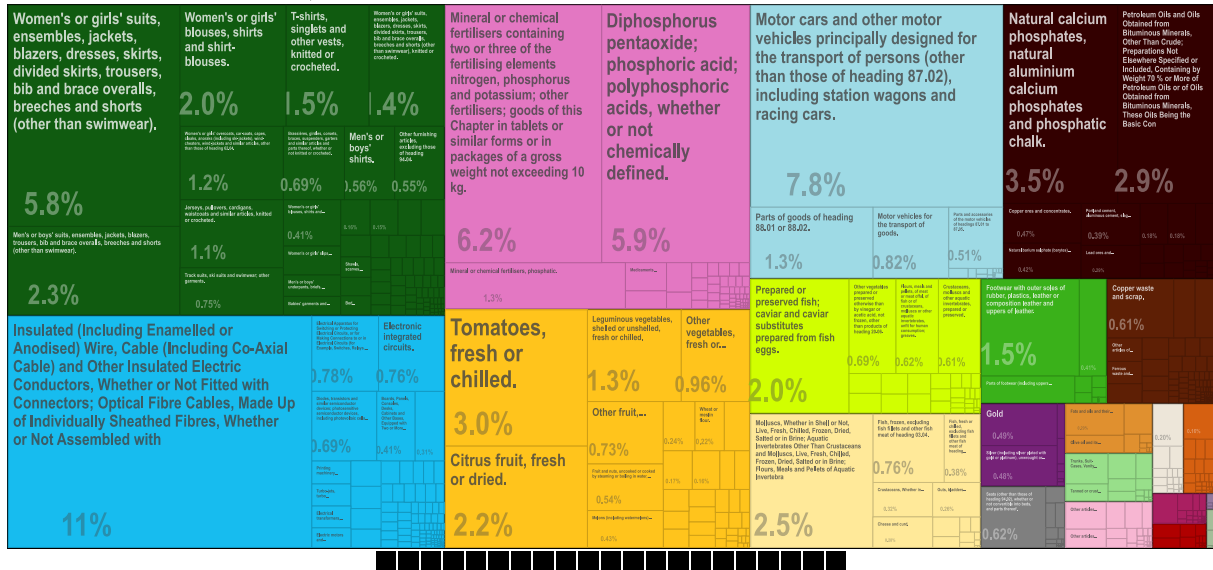
PRODUCT SPACE OF MOROCCO (2014)
TOTAL: \$27.8B





Products of Moroccan exports (2014)

PRODUCTS EXPORTED BY MOROCCO (2014)
Total: \$23.6B



Source: MIT Observatory of Economic Complexity

The product space status: North African countries

Rank	Country	ECI	Diversity	GDP (current Bill. US\$)	GNI per capita (current US\$)
1	Egypt	-0.570	904	306	3250
2	Tunisia	-0.722	722	48	4130
3	Algeria	-0.753	40	214	5470
4	Morocco	-1.174	538	110	3040
5	Sudan	-2.054	82	82	1830

Source: author's calculation based on CEPII BACI trade data

Note: Libya and Mauritania are excluded due to data availability

Product space analysis: three strategic choices

- Opportunity Gains
 - emphasizes sectors that extends Opportunity Values efficiently
- Parsimonious Transformation Strategy
 - emphasizes sectors that are in the vicinity of a country's current export basket and provide more reasonable targets
 - PTI: Distance (60%), PCI (20%), Opportunity Gain(20%)
- Strategic Bets
 - emphasizes sectors that are more complex and provide a larger strategic value
 - SBI: Distance (20%), PCI (40%), Opportunity Gain(40%)

rank	HS-code	Sector	Product	Opp. Gain	Dist.	Product Complexity	Ubiquity
1	902790	Optical Inst.	Instruments & apparatus for physical/chemical analysis, n.e.s. in 90.27	0.558	0.949	2.119	11
2	902290	Optical Inst.	X-ray tubes	0.557	0.945	2.016	11
3	811300	Metal	germanium, vanadium, gallium, hafnium, indium, niobium (columbium), rhenium, & articles of these metals, excl. waste & scrap, powder, unwrought.	0.556	0.955	2.248	9
4	902720	Optical Inst.	Gas/smoke analysis apparatus	0.555	0.948	1.830	10
5	902480	Optical Inst.	Machines & appliances for testing the hardness/strength/compressibility/elasticity/other mechanical properties of metals	0.554	0.946	2.110	10
6	722591	Metal	Other flat-rolled products of other alloy steel, of a width of 600 mm/more, ...	0.548	0.953	2.135	8
7	848690	Machinery	Machines & apparatus specified in Note 9 (C)	0.539	0.959	2.247	7
8	901850	Optical Inst.	Inst. & appl. used in dental sciences (excl. drills)	0.537	0.944	1.836	10
9	391000	Plastic	Silicones, in primary forms	0.536	0.950	1.835	8
10	750712	Metal	Tubes & pipes, of nickel, not alloyed	0.532	0.944	1.861	8

Source: author's calculation based on CEPII BACI trade data

Note: Korea has RCA>1 in green shaded products

rank	HS-code	Sector	Product	PTI	Dist.	Opp. G	PCI	Ubiquity
1	392073	Plastic	Plates, sheets, film, foil & strip, of cellulose acetate, non-cellular ...	0.673	0.972	0.095	3.183	1
2	290347	Chemical	Perhalogenated derivatives of 2/more different halogens, n.e.s.	0.603	0.958	0.479	2.409	5
3	390591	Plastic	Copolymers, in primary forms	0.590	0.960	0.515	2.317	5
4	811300	Metal	germanium, vanadium, gallium, hafnium, indium, niobium (columbium), rhenium, ...	0.588	0.955	0.556	2.248	9
5	848690	Machinery	Machines & apparatus specified in Note 9 (C)	0.582	0.959	0.539	2.247	7
6	262060	Mineral	Slag, ash & residues (excl. from the manufacture of iron/steel) containing arsenic/mercury/thallium/their mixtures, ...	0.578	0.966	0.236	2.555	2
7	848610	Machinery	Sets/assortments of gaskets & similar joints, dissimilar in composition, put up in pouches/envelopes/similar packings	0.576	0.961	0.406	2.354	6
8	390440	Plastic	Vinyl chloride copolymers, in primary forms	0.575	0.965	0.406	2.363	4
9	280461	Chemical	Silicon	0.574	0.965	0.449	2.318	5
10	900120	Optical Inst.	Optical fibres, optical fibre bundles & cables	0.571	0.967	0.172	2.585	2

Source: author's calculation based on CEPII BACI trade data

Note: Korea has RCA>1 in green shaded products

rank	HS-code	Sector	Product	SBI	Dist.	Opp. G	PCI	Ubiquity
1	392073	Plastic	Plates, sheets, film, foil & strip, of cellulose acetate, non-cellular ...	1.317	0.972	0.095	3.183	1
2	290347	Chemical	Perhalogenated derivatives of 2/more different halogens, n.e.s.	1.163	0.958	0.479	2.409	5
3	390591	Plastic	Copolymers, in primary forms	1.141	0.960	0.515	2.317	5
4	811300	Metal	germanium, vanadium, gallium, hafnium, indium, niobium (columbium), rhenium, ...	1.130	0.955	0.556	2.248	9
5	262060	Mineral	Slag, ash & residues (excl. from the manufacture of iron/steel) containing arsenic/mercury/thallium/their mixtures, ...	1.123	0.966	0.236	2.555	2
6	848690	Machinery	Machines & apparatus specified in Note 9 (C)	1.123	0.959	0.539	2.247	7
7	390440	Plastic	Vinyl chloride copolymers, in primary forms	1.115	0.965	0.406	2.363	4
8	280461	Chemical	Silicon	1.114	0.965	0.449	2.318	5
9	848610	Machinery	Sets/assortments of gaskets & similar joints, dissimilar in composition, put up in pouches/envelopes/similar packings	1.112	0.961	0.406	2.354	6
10	848630	Machinery	Machines & apparatus for the manufacture of semiconductor devices/of electronic integrated circuits	1.109	0.967	0.172	2.585	2

Source: author's calculation based on CEPII BACI trade data

Note: Korea has RCA>1 in green shaded products

Policy suggestions for a sustainable partnership between Morocco and Korea

- Expansion of Trade: Size and Variety
 - The two countries have very diverse export baskets of themselves but the size and variety of bilateral trade has been limited.

- Bring sectors that give Morocco more economic potential in the future such as steel, chemical and machinery industries in the long term.
- New technology sectors such as ICT, medical, and renewable energy sectors have great potential for both.
- Morocco as an Investment Partner for Korea
 - Morocco is the top country among the Middle East and North Africa in terms of World Bank Doing Business index.
 - Financial incentive for investment in Morocco would help its export diversification strategy.
- FTA between Morocco and Korea
 - Regional market access: Both have diverse export products and each can work as a regional market access for the other country.
 - Sustainable Free Trade for All: Both have various FTAs which have caused some economic and social issues due to free trade.

Abstract

South Korea has experienced a spectacular development and industrial growth. In the span of Fifty years, Korea was transformed from one of the poorest countries to an economic giant.

Indeed, the Korean evolution was devoted to the promotion of its exports. Very quickly, the growth was sustained and the Koreans's per capita income was multiplied by 300. This impressive growth was supported by strong growth in the textile sector.

The Kingdom has an advantageous and unquestionable geographical position, a competitive infrastructure, free trade agreements which allow-Morocco to access to markets and to consolidated its anchorage in Africa. Thus, all this advantageous can attract Korean investment.

Furthermore Morocco would benefit from Korea's expertise in auto manufacturing, semiconductors and technologies in terms of competitiveness. In this perspective, it would be wise for Morocco to find the means to grow these sectors, particularly through outsourcing.

La Corée du Sud a connu une avancée spectaculaire, témoignée par un développement et une performance industrielle : en 50 ans, elle est passée d'un pays pauvre à émergent, puis d'une puissance industrielle à un leader asiatique.

Il serait opportun que le Maroc tire des leçons de l'évolution remarquable de la Corée en s'intéressant aux analogies de parcours qu'elle partage avec ce pays.

En effet, l'évolution coréenne se traduit par une première étape consacrée à la substitution aux importations par la promotion de ses exportations. Très vite, la croissance a été entretenue et le un revenu par tête des Coréens a été multiplié par 300. Cette croissance vertueuse a débuté par le secteur textile, malgré une faible valeur ajoutée, pour atteindre une montée en gamme, encouragée par une politique volontariste ayant recours à la planification.

Le Maroc a connu le même processus, toutefois, avec des résultats différents. La spécificité coréenne s'illustre par la formation des grands groupes et l'excellence en termes de formation du capital humain.

Fort volontaire à accélérer son processus d'émergence, le Royaume jouit d'une position géographique avantageuse et indiscutable, d'une infrastructure compétitive, d'accords de libre-échange permettant d'accéder à des marchés et a manifesté son ancrage africain de manière considérable.

Grâce à ces attraits, le Maroc peut se transformer en une plateforme invitant à l'investissement coréen. Cette puissance asiatique pourrait trouver des terrains intéressants au Maroc d'autant plus que cette voie a été empruntée par la Chine, concurrente redoutable de la Corée, ayant investi au Royaume de façon massive.

Par ailleurs, la Corée dispose d'une expertise dont le Maroc gagnerait à tirer avantage en terme de compétitivité dans le secteur automobile, des semi-conducteurs et grâce à son leadership dans les nouvelles technologies. Dans cette perspective, il serait judicieux que le Maroc trouve les moyens de fructifier ces secteurs, notamment à travers la sous-traitance.

**SESSION 2: "KOREA-MOROCCO PARTNERSHIP FOR
TRIPARTITE DEVELOPMENT COOPERATION IN AFRICA"/LE
PARTENARIAT "COREE-MAROC" POUR LA COOPERATION
TRIPARTITE EN AFRIQUE**

Partenariat Corée-Maroc pour la coopération tripartite en Afrique du point de vue de la Corée

Résumé

La coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire ont débuté en 1980 et se sont récemment développées. La coopération triangulaire se base sur le "Document final de Nairobi", négocié lors de la Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud, adoptée en décembre 2009, par l'Assemblée générale des Nations Unies.

Le panorama mondial pour le développement connaît une évolution rapide et se déplace vers "l'efficacité du développement". Les économies émergentes ne se limitent plus à être des acteurs clés commerciaux mais jouent également un rôle important en termes de développement mondial et régional, en adoptant des pratiques innovantes et diversifiées. Les pays émergents font preuve de leadership dans l'élaboration de programmes communs et s'engagent grâce à des mesures collectives.

Par ailleurs, la coopération Sud-Sud et la coopération technique peuvent compléter le modèle traditionnel d'aide au développement Nord-Sud en offrant un important réseau de ressources, s'ajoutant aux modalités de financement de l'aide publique au développement.

En outre, le programme de développement pour l'après 2015 indique également que les coopérations Sud-Sud et triangulaire sont un modèle essentiel pour la mise en œuvre des Objectifs Durables au Développement (ODD).

Les résultats des enquêtes de l'OCDE sur la coopération triangulaire réalisées en 2012 et 2015 ont fait ressortir l'existence de grandes variations en termes d'échelle, de portée, de régions et de secteurs. Les pays les plus actifs sont le Japon, le Chili, le Brésil, la Norvège, l'Espagne, le Guatemala, l'Allemagne, l'Afrique du Sud, le Mexique et la Colombie.

La motivation des pays donateurs à s'engager dans une coopération triangulaire s'explique, notamment, par un avantage comparatif en termes d'expertise, de technologie, au niveau social, culturel...

L'aide coréenne au développement a débuté en 1960 par le Premier programme de formation pour les pays en développement, sous le parrainage de l'USAID (coopération triangulaire).

Depuis 1965, le gouvernement coréen a organisé des programmes de formation à l'intention des fonctionnaires des pays en développement à l'aide de fonds propres. En 1967, les premiers expéditeurs ont été envoyés dans des pays en développement. Jusqu'au milieu des années 1970, l'activité d'APD de la Corée était principalement financée par l'ONU. Dans les années 1980, le Korea Development Institute a mis en œuvre le Programme d'échange international pour le développement (IDEP) afin d'informer les responsables gouvernementaux des pays en développement sur les expériences de développement de la Corée.

La Corée a élaboré une ligne directrice et des stratégies de coopération triangulaire en 2012. Ces jours-ci, le gouvernement coréen a élargi la coopération triangulaire pour établir un système de mise en œuvre efficace. La majeure partie de la coopération triangulaire a été jusqu'à présent avec les pays d'Amérique latine et les Caraïbes. Le gouvernement coréen a signé un protocole d'accord avec la Turquie, le Brésil, le Chili, le Mexique et la Thaïlande pour la coopération triangulaire jusqu'en 2015.

En ce qui concerne le Partenariat Corée-Maroc, pour la coopération triangulaire en Afrique, la puissance asiatique possède une expertise dans le développement du capital humain, la productivité agricole et le développement communautaire. Cette coopération pourrait améliorer l'efficacité du développement du continent.

Par ailleurs, un apprentissage mutuel entre les pays donateurs, pivots et bénéficiaires, en partageant l'expérience de développement de la Corée du Sud et l'expertise du Maroc, serait judicieux. Aussi, le cofinancement serait encourageant afin de renforcer la coopération et le réseau régionaux en Afrique.

La première phase de la Coopération Corée-Maroc, à court terme, pourrait commencer avec l'adoption de quelques projets pilotes à petite échelle pour mesurer l'avantage comparatif des uns et des autres. Un tel processus réduirait les coûts de négociation et les coûts d'information.

Ensuite, il serait opportun lors de la seconde phase, à moyen terme, de construire une "coopération triangulaire stratégique" en édifiant un partenariat horizontal et en intensifiant le développement de ce partenariat par une diversification des secteurs.

Korea-Morocco partnership for tripartite development cooperation in Africa from Korea's perspective

South-South and triangular cooperation started in 1980 and have recently developed. Triangular cooperation is based on the "Nairobi Outcome Document", negotiated at the United Nations High-Level Conference on South-South Cooperation, adopted in December 2009, by the United Nations General Assembly.

The global panorama for development is evolving rapidly and moving towards "development effectiveness". Emerging economies are no longer just commercial key players but also play an important role in global and regional development, adopting innovative and diversified practices. Emerging countries are showing leadership in developing joint programs and engaging through collective action.

In addition, South-South cooperation and technical cooperation can complement the traditional model of North-South development assistance by providing an important network of resources, in addition to the modalities for financing official development assistance.

What is more, the post-2015 development agenda also indicates that South-South and triangular cooperation is a key model for the implementation of the Sustainable Development Goals (SDGs).

The results of the OECD Triangular Cooperation Surveys conducted in 2012 and 2015 revealed wide variations in scale, scope, regions and sectors. The most active countries are Japan, Chile, Brazil, Norway, Spain, Guatemala, Germany, South Africa, Mexico and Colombia.

The motivation of donor countries to engage in triangular cooperation can be explained in particular by a comparative advantage in terms of expertise, technology, social, cultural...

Korea's development assistance began in 1960 with the First Training Program for Developing Countries, sponsored by USAID (Triangular Cooperation). Since 1965, the Korean Government has organized training programs for civil servants in developing countries using own funds. In 1967, the first shippers were sent to developing countries. Until the mid-1970s, Korea's ODA activity was mainly financed by the United Nations. In the 1980s, the Korea Development Institute implemented the International Exchange for Development (IDEP) Program to inform government officials in developing countries about Korea's development experiences.

Korea developed a triangular cooperation guideline and strategies in 2012. These days, the Korean government has expanded triangular cooperation to establish an effective implementation system. Most of the triangular cooperation has so far been with the countries of Latin America and the Caribbean. The Korean government has signed a memorandum of understanding with Turkey, Brazil, Chile, Mexico and Thailand for triangular cooperation until 2015.

With regard to the Korea-Morocco Partnership for Triangular Cooperation in Africa, the Asian power has expertise in human capital development, agricultural productivity and community development. This cooperation could improve the development effectiveness of the continent. On the other hand, mutual learning between donor and recipient countries, sharing South Korea's development experience and Morocco's expertise, would be wise. Co-financing would therefore be encouraging to strengthen regional cooperation and networking in Africa.

The first phase of Korea-Morocco Cooperation, in the short term, could begin with the adoption of some small-scale pilot projects to measure each other's comparative advantage. Such a process would reduce trading costs and information costs. Secondly, in the medium-term second phase, it would be advisable to build a "strategic triangular cooperation" by building a horizontal partnership and intensifying the development of this partnership by diversifying sectors.

**Azzedine GHOUFRANE, Doyen de la Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales (FSEJ), Rabat-Souissi/
Dean of FSJES**

Korea-Morocco partnership for tripartite development cooperation in Africa from Morocco's perspective"

Abstract

The tripartite or triangular cooperation is attracting increasing support from actors and partners of the international development.

South Korea and Morocco as international actors are involved in tripartite cooperation; Korea as a donor country of official development assistance and Morocco as a pivotal country.

South Korea, has emerged in a relatively short time and became the 13th largest economy in the world, with a GDP approximately \$ 1.5 trillion. It has changed from being a recipient country of official development assistance to being a significant donor. It also, placed growing importance on issues related to inequality around the world. This has led to new responsibilities for this country as part of the international effort for development assistance.

It is in this context that Korea turned towards Africa as evidenced by the establishment of Korea's Initiative for Africa's Development in 2006 and the Korea-Africa forum.

Morocco, on the other hand was capable of capitalizing experiences in the field of tripartite cooperation as a pivotal or intermediate country. To this end, the Kingdom implemented the Japan-Morocco-Francophone Africa Cooperation Project in 2001 and signed a Belgium-Morocco-African Countries Cooperation Agreement in 2007.

The tripartite cooperation with African countries has been initiated by Morocco through the Morocco International Cooperation Agency and with the support of international organizations such as: The Food and Agriculture Organization, United Nation Development Program and the Islamic Development Bank.

Morocco's openness to the outside world and its engagement to look for partnerships to consolidate its relations with Asia, the African orientation of the Kingdom concretized by its return to the African Union in 2017, its ambition to integrate the Economic Community of States of West Africa and the numerous of royal visits to Africa, are all assets that allow Morocco to strengthen its cooperation with Korea for the benefit of Africa.

In this regard, Morocco and the Korean International Cooperation Agency, the official channel used by Korea to provide official development assistance, signed in 2014 a Memorandum of Understanding on the establishment of a tripartite cooperation (Korean International Cooperation Agency, Morocco and Africa) in the fields of E-learning and E-government.

In addition, another tripartite cooperation project involving South Korea, Morocco and African countries was established in 2015 for training in the automotive trades.

This new approach of cooperation between Morocco and South Korea for the benefit of Africa has inaugurated an approach based on sharing experience of Korea and Morocco with African countries.

Partenariat Corée-Maroc pour la coopération tripartite en Afrique du point de vue du Maroc

La coopération tripartite ou triangulaire constitue un nouveau mode de coopération en vue du développement qui s'est imposée ces dernières années sur le plan international. Ce nouveau mode de la coopération pour le développement suscite une adhésion croissante de la part des acteurs et des partenaires de l'action internationale du développement.

Même si ce nouveau mode de coopération pour le développement ne se substitue pas aux modes traditionnels de la coopération internationale dans le domaine du développement, qu'il s'agisse de coopération Nord-Sud ou de coopération Sud-Sud, ou qu'il s'agisse de coopération bilatérale ou de coopération multilatérale, il n'en demeure pas moins que la coopération tripartite a tendance à devenir une pratique très répandue dans "divers secteurs, régions et contextes"²

Cette adhésion croissante à la coopération tripartite s'explique par plusieurs facteurs dont notamment les avantages qui lui sont inhérents et le développement économique observé dans plusieurs pays en développement à revenu intermédiaire.

² Coopération triangulaire: Que nous disent les documents disponibles?, OCDE, p.2013, p.10

S'agissant des avantages, il convient de citer l'apprentissage mutuel Sud-Sud, le partage des expériences et du savoir-faire des pays en développement ainsi que l'exploitation des avantages comparatifs des acteurs de la coopération tripartite.

En ce qui concerne le développement économique observé dans les pays en développement à revenu intermédiaire, force est de constater que ce sont ces pays qui sont appelés à jouer un rôle de "premier plan" dans la promotion et la mise en œuvre de la coopération tripartite en raison de leurs expériences dans les domaines de développement et de lutte contre la pauvreté ainsi que de leur disposition à partager leurs expériences et leurs capacités avec des pays du Sud moins développés qu'eux (pays pivots).³

S'agissant toujours du rôle joué par les pays en développement dans la promotion et la mise en œuvre de la coopération tripartite, il convient de rappeler que l'amélioration de la part des pays en développement ayant émergé dans le commerce, l'investissement et la gouvernance économique mondiale a engendré dans son sillage un développement de la coopération Sud-Sud et la coopération tripartite.

En bref, en rapport avec les avantages de la coopération tripartite, il convient de rappeler que le 4^{ème} Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide tenu à Busan en 2011 (Corée du Sud), a reconnu que "la coopération triangulaire était un moyen important d'obtenir des résultats dans le domaine du développement".

La Corée du Sud et le Maroc font partie sur le plan international des acteurs de la coopération tripartite ou triangulaire ; la Corée en tant que pays de donateur d'aide publique au développement (APD) ou selon la terminologie de l'OCDE "pays apporteur de coopération pour le développement" ; quant au Maroc il est considéré dans le contexte de la coopération tripartite comme "un pays pivot" ; c'est-à-dire "un pays apporteur de coopération Sud-Sud" selon toujours la terminologie de l'OCDE.

Le Groupe spécial pour la coopération Sud-Sud relevant du système des Nations Unies définit le "pays pivot" comme : "un pays en développement qui, par ses capacités et son expérience dans la coopération Sud-Sud, est appelé à jouer un rôle de "premier plan" dans la coopération technique entre pays en développement [CTPD], surtout en partageant ses capacités et son expérience avec d'autres pays en développement...".

Avant d'évoquer le potentiel de la coopération tripartite Corée du Sud, Maroc et pays d'Afrique, il nous a paru opportun d'apporter un éclairage préliminaire sur les questions posées par ce mode de coopération.

³ Sur la coopération tripartite au sein du système des Nations Unies, voir Plan cadre contenant des directives opérationnelles sur l'appui des Nations Unies à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire, Note du Secrétaire général de l'ONU, p.2012

Les principales questions ont trait :

1. à la définition du concept de la coopération tripartite et au cadre référentiel de cette coopération,
2. aux acteurs de ce mode de coopération,
3. aux avantages de la coopération tripartite.

I. Considérations préliminaires et générales sur la coopération tripartite

I.1. Concept de la coopération tripartite et cadre référentiel en la matière

Tout d'abord, s'agissant du concept de la coopération tripartite, il n'en existe pas encore de "définition reconnue au niveau international" malgré les nombreuses descriptions de ce mode de coopération dans la littérature et dans la documentation disponible.

En raison de l'absence d'une définition reconnue au niveau international de la coopération tripartite, le Corps commun d'inspection du système des Nations Unies a recommandé à cet effet "l'adoption d'une définition commune".

Outre l'absence d'une définition reconnue au niveau international de la coopération tripartite, le concept de coopération tripartite n'est pas le seul concept utilisé pour décrire ce mode nouveau de coopération internationale pour le développement. D'où une ambivalence conceptuelle dans ce contexte dans la mesure où on utilise d'autres expressions pour désigner ce mode de coopération : coopération triangulaire ; coopération trilatérale ; relation réciproque ; partenariat pour le développement...

En ce qui concerne l'émergence du concept de la coopération tripartite ou de la coopération triangulaire, si ce concept a été "évoqué implicitement" par le Plan d'Action de Buenos Aires de 1978 adopté à l'issue de la Conférence des Nations Unies sur la coopération technique entre pays en développement, il a beaucoup évolué au fil du temps⁴.

Outre la Conférence des Nations Unies sur la coopération technique entre pays en développement de 1978, la Commission indépendante sur les problèmes de développement international, présidée par l'ancien chancelier allemand Willy Brandt a suggéré en 1980 "le lancement de projets de coopération triangulaire dans le contexte de la coopération économique entre pays en développement"⁵.

⁴ Sur la coopération tripartite au sein du système des Nations Unies, voir Plan cadre contenant des directives opérationnelles sur l'appui des Nations Unies à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire, Note du Secrétaire général de l'ONU, p.2012

⁵ Coopération triangulaire, op.cit., p.13.

Dès l'origine donc la coopération tripartite ou triangulaire a été envisagée dans la perspective de renforcer la coopération Sud-Sud et de tirer profit de l'expérience des pays en développement ayant un savoir-faire ou ayant accumulé une expertise dans des secteurs vitaux pour la croissance économique ou pour la lutte contre la pauvreté.

Décus par l'absence de progrès notables sur voie de l'instauration d'un Nouvel ordre économique international (NOEI) revendiqué dans les années 70 après le premier choc pétrolier et par les résultats limités du dialogue Nord-Sud à l'intérieur comme en dehors de l'ONU, les pays en développement ont accordé dans les années 80 la priorité à la coopération Sud-Sud comme un instrument de rééquilibrage des rapports inégalitaires Nord-Sud et comme complément aux flux traditionnels d'aide publique au développement.

La coopération Sud-Sud a été conçue dans les années 70 et 80 dans la perspective de s'affranchir des rapports de dépendance à l'égard du Nord et de réaliser une autonomie individuelle et collective.

Avec la mondialisation de l'économie du marché et les mutations structurelles ayant affecté les relations internationales ces dernières décennies, l'objectif de la coopération Sud-Sud aujourd'hui n'est plus la réalisation d'une autonomie individuelle et collective des pays du Tiers Monde ou une quelconque déconnexion, mais la préparation d'une meilleure insertion dans les chaînes de valeur mondiales et la transformation structurelle et institutionnelle de leurs économies en vue de réaliser un développement inclusif.

Comme il a été souligné auparavant, la promotion de la coopération Sud-Sud comme sa mise en œuvre constituent "une forte motivation pour se lancer dans la coopération tripartite ou triangulaire"⁶.

Pour aider à l'appréhension de la coopération tripartite, nous retenons une définition qui a été proposée en 2014 par l'Organisation internationale de la francophonie. Selon cette définition qui se veut simple : " La coopération tripartite est un partenariat pour le développement dans lequel au moins un pays développé ou une institution internationale coopère avec au moins un pays en développement "avancé" doté de l'expertise , de savoir-faire et d'expériences spécifiques, qui joue le rôle de pays pivot , en faveur au moins d'un pays en développement bénéficiaire pour résoudre des problèmes de développement concrets identifiés en principe par le pays bénéficiaire lui-même"⁷

⁶ Coopération triangulaire : Enseignements tirés d'une enquête auprès des acteurs concernés, OCDE, p.36.

⁷ La coopération Sud-Sud dans l'espace francophone, op.cit., p. 13

I.2. Acteurs de la coopération tripartite

Les acteurs qui interviennent dans le domaine de la coopération tripartite sont nombreux et multiples. Outre les acteurs traditionnels (Etats et les organisations internationales intergouvernementales), il y a de nouveaux acteurs non gouvernementaux qui interviennent dans la coopération tripartite (le secteur privé et la société civile).

Malgré l'émergence de nouveaux acteurs dans le cadre de la coopération tripartite, les Etats continuent à jouer un rôle de premier plan.

Sur la base de la nature des interventions dans la coopération tripartite, on distingue entre trois catégories d'acteurs ;

Premièrement, "les donateurs" ou "les apporteurs de la coopération pour le développement selon la terminologie de l'OCDE.

Ils s'agit notamment des pays développés, des organisations internationales intergouvernementales et de certains pays émergents.

D'après les Nations Unies, les deux tiers environ des membres du Comité d'aide au développement (CAD) participent à la coopération tripartite.

Les organismes des Nations Unies et le Japon sont "les principaux donateurs dans le cadre de la coopération triangulaire"⁸.

Deuxièmement, "les pays pivots " ou "intermédiaires" selon d'autres sources. D'après plusieurs rapports, les pays pivots de la coopération tripartite sont principalement les suivants :

- **En Asie** : le Cambodge, la Chine, l'Inde, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour, Sri Lanka, la Thaïlande et le Viet Nam.
- **En Amérique latine et dans les Caraïbes** : l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, Cuba, le Mexique et le Pérou.
- **En Afrique** : l'Afrique du Sud, l'Egypte, le Kenya, le Maroc et la Tunisie.

Les pays pivots jouent un rôle central dans la coopération tripartite car ils mettent à la disposition de pays moins développés qu'eux leur expertise et leur savoir faire sur la base de l'esprit de la coopération Sud-Sud et de la solidarité tant économique que politique des pays en développement.

⁸ Voir La coopération Sud-Sud et tripartite dans l'espace francophone, op.cit., p.17

Troisièmement, **les pays bénéficiaires**. Ces pays se trouvent principalement en Afrique, en Amérique latine et en Asie. Si la coopération tripartite est présente sur tous les continents, le nombre bénéficiaire de ce mode de coopération a tendance à augmenter en Afrique.

I.3. Avantages de la coopération tripartite

La coopération tripartite offre plusieurs avantages comparés aux modes classiques de coopération pour le développement.

Le premier avantage comparatif de la coopération tripartite est d'être moins onéreux que la coopération Nord-Sud classique en raison de la disponibilité d'une expertise locale dans les pays en développement et de son coût bas.

Le deuxième avantage de la coopération tripartite renvoie à une logique de complémentarité et de similarité des situations économiques, sociales et culturelles entre pays en développement pivots et pays en développement bénéficiaires. Comme il a été souligné par plusieurs études, les projets de coopération tripartite se développent davantage dans des espaces régionaux entre des pays ayant des proximités économiques et sociales ainsi que des affinités culturelles (les exemples de la coopération tripartite en Afrique ou dans l'espace francophone).

Le troisième avantage de la coopération tripartite a trait à l'existence au niveau international d'un engagement pour faire de ce mode de coopération un instrument pour accélérer le développement et lutter contre la pauvreté.

Le quatrième avantage de la coopération tripartite c'est l'adjonction de l'aide financière et technique des donateurs bilatéraux et multilatéraux ainsi que le partage entre les acteurs impliqués dans ce mode de coopération des expériences réussies en matière de développement.

En favorisant l'apprentissage mutuel entre les partenaires dans le domaine du développement, la coopération tripartite permet d'exploiter le savoir-faire des pays en développement.

II. Le potentiel de la coopération tripartite Corée du Sud, Maroc et pays de l'Afrique

Comme il ressort des développements antérieurs, la Corée du Sud et le Maroc figurent sur la carte mondiale des acteurs de la coopération tripartite ; la Corée comme pays donateur ou apporteur de la coopération pour le développement et le Maroc comme pays pivot ou pays intermédiaire.

Ce positionnement les prédispose à coopérer dans le contexte africain en jouant leurs avantages comparatifs dans la coopération tripartite.

La Corée du Sud n'est pas un pays donateur d'aide publique au développement ordinaire comme les autres, car après avoir surmonté les conséquences de la guerre qui a eu lieu au début des années 50 dans le contexte de la guerre froide, elle a pu émerger dans un temps relativement court et devenir un modèle de développement.

Dans cette perspective, en se développant la Corée du Sud a commencé à prêter aux problèmes de l'inégalité de développement dans le monde une importance grandissante en passant du statut de bénéficiaire d'aide à celui de donateur.

Avec un produit intérieur brut (PIB) d'environ 1500 milliards de dollars, elle est la 13^{ème} puissance économique mondiale. Le rôle grandissant de la Corée du Sud dans le commerce, l'investissement et la gouvernance économique mondiale-membre du G20, par exemple - a engendré pour ce pays des nouvelles responsabilités dans le cadre de l'effort international en faveur du développement.

C'est dans ce contexte que la Corée s'est tournée ces dernières années vers l'Afrique comme en témoigne la mise en place de l'initiative coréenne pour le développement en Afrique en 2006 et du forum Corée-Afrique.

L'Agence Coréenne de coopération internationale (KOICA) est le canal officiel utilisé par la Corée pour apporter son aide publique au développement.

Quant au Maroc, il a capitalisé beaucoup d'expérience dans le domaine de la coopération tripartite en tant que pays pivot ou intermédiaire. Cette expérience le qualifie à coopérer avec la Corée dans le contexte africain.

Sur l'expérience accumulée par le Maroc dans ce domaine, il convient de citer les exemples suivants⁹:

- Coopération Japon-Maroc-Pays d'Afrique francophone

Le projet qui a été mis en œuvre par le Maroc depuis 2001 a permis de former une centaine d'ingénieurs de 8 pays africains francophones (Bénin, Cameroun, République du Congo, République de Guinée, Gabon, Sénégal et Togo) entre 2005 et 2009. Le projet a été renouvelé en 2012 pour permettre de former 100 cadres africains.

Le Japon a apporté 70% du financement et le Maroc a pris les 30% à travers l'Agence marocaine des ports du Maroc (ANP).

- Coopération Belgique-Maroc-Pays Africains

Au terme d'une convention de coopération tripartite signée en 2007 entre le Maroc et la Belgique, un "Fonds d'appui à la promotion de la coopération triangulaire Maroc-Belgique-autres pays africains" a été mis en place. 8 pays francophones - à la fois partenaires du Maroc et de la Belgique - ont bénéficié : République démocratique du Congo, Burundi, Rwanda, Bénin, Niger, Sénégal, Burkina Faso et Mali.

Ce programme concerne les secteurs de l'eau potable, de l'agriculture et du développement rural.

⁹ Voir La coopération Sud-Sud et tripartite dans l'espace francophone, op.cit., pp.25-26

Le Maroc a initié, à travers l'AMCI, avec de nombreux pays africains une coopération tripartite diversifiée avec l'appui d'organismes internationaux tels que : la FAO, le PNUD et la Banque islamique de développement (BID)¹⁰

Outre l'accumulation d'une expérience et d'un savoir-faire en matière de coopération tripartite, le Maroc dispose d'un certain nombre d'atouts qui militent en faveur du renforcement de la coopération maroco-coréenne au profit des pays d'Afrique.

D'une part, le Maroc qui a fait, comme la Corée du Sud, le choix de l'ouverture sur l'extérieur se trouve au carrefour des civilisations et des courants internationaux d'échange, cherche à diversifier ces partenariats en consolidant ses relations politiques, économiques culturelles et sociales avec des puissances économiques émergentes en Asie.

D'autre part, l'Afrique se trouve actuellement au cœur de la politique étrangère marocaine comme en témoigne le retour du Maroc à l'Union Africaine en 2017, sa demande d'adhésion à la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Afrique de l'Ouest (CEDAO) et la multiplication des visites royales en Afrique.

En définitive, le potentiel de la coopération tripartite Corée du Sud, Maroc et pays d'Afrique est énorme. En profitant des relations d'amitié et de coopération qui lient les deux pays depuis l'établissement de leurs relations diplomatiques en 1962 et leurs avantages comparatifs, ils peuvent expérimenter et explorer des nouvelles voies pour la consolidation de ces relations dont la voie de la coopération tripartite Corée du Sud, Maroc et pays d'Afrique.

Dans cette perspective, le Maroc et l'Agence coréenne de coopération internationale (KOICA) ont signé en 2014 un mémorandum d'entente relatif à la mise en place d'une coopération tripartite (KOICA, Maroc et Afrique) dans les domaines du E-learning et du e-gouvernement.

Par ailleurs, un autre projet de coopération tripartite (Corée du Sud, Maroc et des pays d'Afrique) relatif à la formation dans les métiers de l'automobile a été lancé en 2015.

Cette nouvelle approche de coopération entre le Maroc et la Corée du Sud au profit de l'Afrique a inauguré une démarche basée sur le partage de l'expérience et du savoir-faire de la Corée et du Maroc avec des pays d'Afrique.

Comme l'a déclaré à la MAP le vice-président de la KOIKA lors de la signature du mémorandum d'entente concernant les domaines du E-learning et du E-gouvernement : " le leadership du Maroc dans le continent africain est susceptible de renforcer le partage et l'élargissement de cette coopération [coopération tripartite] " et il ajouté que "le choix du Maroc était logique du fait qu'il a réalisé d'importants progrès en matière de développement humain et durable".

¹⁰ Voir site officiel de l'AMCI

Mrs. KIM Soyoung, Resident Representative of KOICA Morocco Office/Représentant Résident du bureau de KOICA au Maroc

L'expérience coréenne en matière de coopération tripartite

Résumé

La KOICA a été créée en 1991. Elle vise à promouvoir des relations amicales et coopératives et des échanges mutuels en soutenant le développement économique et social des pays en développement. De plus, la KOICA est une plate-forme de coopération au développement contribuant à la réalisation des objectifs de développement durable.

En conséquence, la KOICA s'efforce continuellement de devenir la principale organisation d'aide de la Corée qui répondra mieux aux changements rapides dans le paysage du développement mondial avec les programmes majeurs suivants :

- Projets et DEEP
- Coopération avec les organisations internationales
- Partenariat de la société civile
- Programme d'innovation en développement
- Programme de bourses, CIAT
- World Friends Korea (WFK)
- Assistance humanitaire et secours en cas de catastrophe
- Fonds mondial pour l'éradication des maladies

En ce qui concerne la coopération triangulaire, la KOICA contribue au développement politique, social et économique du pays bénéficiaire en partageant les connaissances accumulées et en tenant compte des avantages comparatifs et de l'expérience des autres pays donateurs et en respectant les principes de promotion tels que le respect de la propriété des pays partenaires, La responsabilité mutuelle, la gestion des résultats, le respect de l'égalité des sexes, l'environnement et les droits de l'homme inhérents. Les pays donateurs coopèrent avec la KOICA dans le cadre triangulaire pour améliorer l'efficacité de l'aide et assumer conjointement un rôle central.

La capitalisation de l'avantage comparatif serait efficace en respectant les normes internationales de soutien, la compréhension de l'environnement local, la similitude linguistique et culturelle, la gestion de l'environnement et la gestion des ressources naturelles.

En outre, afin de consolider cette coopération conjointe, KOICA souhaite respecter des principes de promotion tels que le respect de la propriété des pays partenaires, notamment par la mise en œuvre de programmes de coopération appropriés pour leurs plans de développement. La responsabilité mutuelle, la gestion des résultats, le respect de l'égalité des sexes, l'environnement et les droits de l'homme inhérents.

En ce qui concerne les activités de coopération dans le cadre de la coopération triangulaire, leur éventail d'activités s'étend des projets de coopération conjointe à la recherche et à l'atelier conjoints, aux échanges humains et au partage d'informations, aux dialogues politiques.

Le premier projet de coopération triangulaire de KOICA a été le projet de coopération triangulaire pour le développement des capacités techniques dans la région du bassin des Caraïbes et en Amérique du Sud (2011-2013 / 500 000 USD). Il a été conçu comme un projet de coopération triangulaire depuis le début.

Dans le cadre de ce projet, la Corée a renforcé les capacités des instructeurs du Service national d'apprentissage colombien (SENA) en envoyant des experts coréens dans le pays. Après une série de sessions de renforcement des capacités, le SENA a lui-même offert des cours de formation aux pays voisins de la région.

Le gouvernement coréen voit les domaines potentiels de coopération entre deux pays comme suit :

- L'éducation.
- L'innovation.
- L'industrie.
- Le développement rural.

La KOICA a signé un protocole d'accord avec le Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération du Royaume du Maroc en février 2014 et, sur la base du protocole d'accord, trois parties (KOICA-Ministère de l'éducation-IFMIAC) ont signé un protocole d'accord pour établir un programme tangible de coopération tripartite dans le domaine de la formation professionnelle ciblant les pays subsahariens.

Deux mémorandums d'accord significatifs ont conduit à la formulation de deux programmes de formation trilatérale : un dans le domaine de la formation professionnelle à l'IFIAC. (2018-2020 / US \$ 465 000), pour consolider la coopération trilatérale Maroc-Corée-Afrique, l'autre pour la diplomatie culturelle et l'énergie douce (2018-2020 / US \$ 465 000).

La KOICA souhaite étendre les programmes de coopération triangulaire avec les ministères et les agences gouvernementales du Royaume du Maroc dans les domaines de coopération potentiels mentionnés ci-dessus dans les années à venir.

Korea's tripartite development cooperation policy and experience

Korean International Cooperation Agency was established in 1991. It aims to promote amicable and cooperative relations and mutual exchange by rendering support for economic and social development of developing countries. Additionally KOICA tries to be a platform for development cooperation contributing to the achievement of the Sustainable Development Goals.

As a result, KOICA is continually striving to become Korea's leading aid organization that will better respond to rapid changes in the global development landscape with major programs as follows:

- Projects and DEEP
- Cooperation with Int'l Organizations
- Civil Society Partnership
- Development Innovation Program
- Fellowship Program, CIAT
- World Friends Korea(WFK)
- Humanitarian Assistance and Disaster Relief
- Global Disease Eradication Fund

With regard to triangular cooperation, KOICA contributes to the political, social and economic development of the beneficiary country by sharing accumulated knowledge and addressing the comparative advantages and experience of other donor countries. The donor countries cooperate with KOICA in the triangular framework to improve aid effectiveness and jointly take a pivotal role.

Capitalization of comparative advantage would be effective by respecting international standards of support, understanding of the local environment, linguistic and cultural similarity, environmental management and natural resource management.

Moreover, in order to consolidate this joint cooperation, KOICA would like to comply with promotion principles such as respect for the ownership of partner countries, in particular through the implementation of appropriate cooperation programs for their development plans. mutual accountability, results management, respect for gender equality, the environment and inherent human rights.

When it comes to cooperation activities under the triangular cooperation, their spectrum of activities has been wide by ranging from joint cooperation projects to joint research and workshop, human exchanges and information sharing, policy dialogues.

KOICA's first triangular cooperation project was the triangular cooperation project for the development of technical capabilities in the region of the Caribbean basin and South America (2011-2013/US\$500,000). This was designed as a triangular cooperation project from the beginning. In this project Korea strengthened the capacities of Colombian National Apprenticeship Service (SENA) instructors by dispatch of Korean experts to the Country. After a series of capacity building sessions, SENA itself successfully offered training courses to neighbor countries in the region.

Korean government sees potential areas of cooperation between two countries as follows:

- Education
- Innovation
- Industry
- Rural Development

With focuses on the cooperation areas above, KOICA has signed MOU with Ministry of Foreign Affairs and Cooperation of the Kingdom of Morocco in February 2014, and based on the comprehensive MOU, three parties (KOICA-Ministry of Education-IFMIAC) signed MOU in a bid to establish tangible tripartite cooperation program in the field of vocation training targeting Sub-Saharan countries.

Two significant MOUs have led to the formulation of two trilateral training programs: one in the field of vocational training at IFIAC. (2018-2020 / US \$ 465,000), to consolidate Morocco-Korea-Africa trilateral cooperation, the other in cultural diplomacy and soft power (2018-2020 / US \$ 465,000).

KOICA still strives to expand triangular cooperation programs with ministries and government agencies of the Kingdom of Morocco in the potential cooperation areas stated above in years to come.

Morocco's foreign policy for an African Development Model

Abstract

The reintegration of Morocco into the African Union on 30 January 2017 in Addis Ababa and the agreement in principle given by the 51st summit of ECOWAS to Morocco's admission to ECOWAS gave a new turning point in the development of Morocco's African policy.

Morocco's African policy can be described as a coherent pragmatic one in its interaction with changing national, regional and international contexts. its implementation must be guided by gradual approach.

Morocco's openness to the world has historical ties and its geographic location has made it an important trade route. In view of its limited financial and technological capacity, Morocco tried to search for new actors by attracting foreign investors wishing to invest in the African continent; encouraging Moroccan companies to associate with foreign or African companies wishing to invest in Africa and encouraging national enterprises to participate in tripartite cooperation operations.

Morocco's African policy also, is characterized by a multidimensional opening at the economic, cultural and spiritual levels. Nowadays, Morocco is looking for a qualitative change of its African policy after its reintegration into the African Union and its future accession to ECOWAS.

La politique étrangère du Maroc pour le modèle de développement africain

Introduction

Pays africain, le Maroc entretient depuis toujours des relations avec les autres pays du continent. Certes, ces relations se sont affaiblies, voire interrompues durant la période de la colonisation du continent africain, mais elles ont repris sur de nouvelles bases après les indépendances. Aujourd'hui, ces relations sont appelées à connaître une évolution qualitative.

En effet, avec la réintégration du Maroc dans l'Union africaine le 30 janvier 2017, à Addis-Abeba et grâce à l'accord de principe donné par le 51^{ème} sommet de la CEDEAO à la demande d'adhésion à celle-ci, présentée par le Maroc, une nouvelle phase dans le développement de la politique africaine du Maroc est en train de s'ouvrir. Dans quel sens cette politique va-t-elle évoluer ? Et quelles sont d'abord ses principales caractéristiques ?

Une politique pragmatique

Cette politique s'est construite en interaction avec l'évolution du contexte national, régional et international. Quelques faits ont joué un rôle important dans le processus de formation de la politique africaine du Maroc :

- La sortie du Maroc de l'Organisation de l'Union africaine, en protestation contre la décision de cette dernière d'admettre un mouvement qui n'avait pas les attributs d'un Etat, a conduit naturellement le Maroc à réfléchir et à développer des formes et des modalités alternatives de coopération avec les autres pays africains.
- Le regain d'intérêt pour l'Afrique à partir de la fin du XX^{ème} siècle et l'arrivée sur le continent de nouveaux acteurs : les pays émergents, notamment la Chine et l'Inde, les pays du Golfe, la Turquie et le retour en force des anciennes puissances coloniales ont imposé de nouvelles questions : Quel positionnement dans le nouveau contexte ? Comment faire face aux contraintes induites ? Comment saisir les opportunités qui s'ouvrent ?
- La création de l'Union africaine, dotée de nouvelles orientations et animée de grandes ambitions notamment celle de vouloir être un levier d'intégration continentale en s'appuyant sur les intégrations régionales, a ouvert de nouvelles perspectives. Un pays africain qui demeure en dehors d'une communauté économique régionale, risque de se tenir en marge de la dynamique africaine. S'intégrer à une communauté régionale constitue donc une condition stratégique pour contribuer à cette dynamique.

- Le blocage du projet d'intégration maghrébine et le cycle d'instabilité qui se développe dans une partie de l'Afrique du Nord ont conduit à la nécessité de chercher une alternative.
- La crise de l'Europe, dans une période historique où le centre de gravité de l'économie mondiale ne cesse de glisser vers la région du Sud-Est-Asiatique, a incité les pays partenaires traditionnels de l'Europe à diversifier leurs partenaires.

Une politique progressive

Le Maroc, qui ne dispose ni d'excédents commerciaux de la Chine ni de recettes pétrolières des pays de Golfe, ne peut concevoir sa politique africaine que par étapes. C'est ainsi que les différents aspects de cette politique sont marqués par la progressivité :

- Le cadre institutionnel de la coopération Maroc-Afrique, fondé au départ sur le principe des relations bilatérales, a évolué progressivement vers la recherche des relations avec les regroupements régionaux.
- Les investissements marocains en Afrique, concentrés au départ sur les services, se sont étendus à d'autres secteurs.
- Les relations de coopération, centrés initialement sur l'Ouest et le Centre africains, se sont élargies à d'autres régions d'Afrique.

Une politique ouverte

La conviction du Maroc que son histoire et sa géographie le prédisposent à être le lien entre l'Afrique et le reste du Monde et sa conscience du caractère limité de ses capacités financières et de son niveau technologique l'ont conduit à rechercher de la coopération avec d'autres acteurs. Ce n'est pas un hasard si l'intention a été :

- de faire du territoire national une plateforme de production destinée à attirer les investisseurs étrangers désireux d'exporter sur le continent africain,
- d'inciter les entreprises marocaines à s'associer avec des entreprises étrangères ou africaines qui souhaitent investir en Afrique,
- d'encourager les entreprises nationales à participer aux opérations de Coopération tripartite '

Une politique multidimensionnelle

La politique africaine du Maroc revêt plusieurs dimensions :

- Economique : Les relations économiques concernent à la fois les échanges commerciaux et les mouvements d'investissements.
- Culturelle : la politique africaine du Maroc s'exprime non seulement par l'accueil des étudiants subsahariens dans les universités marocaines mais également par la mise en œuvre des programmes de coopération entre l'Université marocaine et les Universités de l'Afrique subsaharienne.
- Religieuse : la politique africaine du Maroc se distingue notamment par la formation des imams subsahariens dans l'esprit d'un islam modéré et tolérant

Une politique appelée à évoluer

La réintégration du Maroc dans l'Union africaine et sa future adhésion à la CEDEAO vont faire entrer la politique africaine du Maroc dans une nouvelle phase qualitative. Elle se traduira normalement par :

- une implication active du Maroc dans la dynamique d'intégration régionale et continentale,
- un processus de repositionnement régional, continental voire international du Maroc
- une insertion croissante de l'économie marocaine dans l'économie africaine.
- une forte sensibilité de l'économie et de la société marocaine à la conjoncture africaine.

Conclusion

La politique africaine du Maroc s'est construite de façon pragmatique et progressive. Elle se caractérise par son ouverture et son aspect multidimensionnel. Aujourd'hui, elle est à la veille d'une mutation qualitative.

Partenariat Corée-Maroc pour la coopération tripartite au développement en Afrique

Résumé

Dans sa politique de coopération triangulaire de au développement, la Corée du Sud est en phase initiale et son intérêt se dirige désormais vers l'Amérique latine, les Caraïbes et l'Asie. L'importance accordée à la coopération tripartite s'intensifie étant donné que celle-ci devient un complément à la coopération pour le développement et à la mise en œuvre des objectifs du développement durable, nécessitant une approche multidimensionnelle et multipartite.

Le Maroc est un leader africain de la coopération Sud-Sud. Particulièrement depuis son retour à l'Union africaine, sous la Direction clairvoyante de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, le pays a joué un rôle majeur sur le continent africain dans la coopération économique, l'intégration régionale, la sécurité alimentaire, la migration, la lutte contre le changement climatique, le terrorisme, le co-développement avec les pays africains tout en renforçant les investissements et les partenariats au sein du continent.

Le Maroc est le deuxième principal investisseur africain en Afrique subsaharienne. Le commerce entre le Maroc et cette région a augmenté à un taux annuel moyen de 9,1% depuis 2008. Eu égard au positionnement géostratégique du Maroc, de nombreuses entreprises mondiales ont choisi le Royaume comme leur porte d'entrée vers les pays subsahariens.

La Corée du Sud peut jouer un rôle de médiateur honnête : son attrait pour l'Afrique ne se résume pas à l'entrée d'un nouveau marché pour ses produits ni à une terre héritière de ressources naturelles. Ce pays a fait part de sa volonté de projets d'assistance technique pour contribuer au renforcement du développement des ressources humaines en Afrique. Ayant bénéficié précédemment du soutien de la communauté internationale pour son développement économique, social ainsi que pour garantir sa paix et sa stabilité internes, la Corée s'engage sincèrement à s'acquitter de ses redevances envers la communauté mondiale, notamment, en apportant un appui aux pays demandeurs, en matière de technologie et de savoir-faire avancés et accessibles.

Parmi les exemples de cette coopération Maroc-Corée, sont à distinguer : l'Institut de formation automobile à Casablanca (qui a conduit à un mémorandum d'entente entre les deux pays), le projet pour l'élimination de la tuberculose "mHealth" et l'initiative KAFACI (Initiative de coopération alimentaire et agricole Corée-Afrique avec l'Institut National de Recherche Agronomique (INRA).

Par ailleurs, il est clair que le Maroc peut jouer un rôle clé, voire de pivot, grâce à son expertise en matière de développement et les similitudes qu'il partage avec les pays africains. Il est temps de tirer pleinement parti de la coopération triangulaire entre le Maroc et la Corée en Afrique en transformant son approche fragmentaire jusqu'à l'adoption d'une approche davantage stratégique.

Tout d'abord, afin de sensibiliser les décideurs politiques et d'approfondir la réflexion, des exemples de réussite, une communication améliorée et un partage d'informations entre parties prenantes, intégrant les universités, le secteur privé et les ONG sont nécessaires. Ensuite, il serait judicieux d'identifier les domaines prioritaires en lançant des co-projets pilotes pour la coopération triangulaire en Afrique.

Toutefois, les ressources financières et administratives restent limitées. Dans cette perspective, il est nécessaire d'élargir le spectre des projets en engageant la participation du secteur privé. Du côté coréen, une volonté a été exprimée afin de promouvoir la responsabilité et l'entrepreneuriat sociaux.

Des défis sont à prendre en considération pour assurer la réussite de la coopération tripartite impliquant la nécessité de réduire les coûts de transaction et d'institutionnaliser le partenariat multipartite. Le renforcement en termes de mobilisation de ressources et de technologies est également requis. Enfin, il a été jugé opportun d'identifier les principaux facteurs pour le développement en Afrique sur la base d'avantages comparatifs de chaque partenaire. Les domaines suggérés se réfèrent au développement des ressources humaines, à la productivité agricole, au développement communautaire...

Korea-Morocco partnership for tripartite development cooperation in Africa

In its triangular development cooperation policy, South Korea is in the initial stages and its interest is now shifting towards Latin America, the Caribbean and Asia. The emphasis on tripartite cooperation is growing as it becomes a complement to development cooperation and the implementation of the Sustainable Development Goals, requiring a multi-dimensional and multi-stakeholder approach.

Morocco is an African leader in South-South cooperation. Particularly since its return to the African Union, under the far-sighted leadership of His Majesty King Mohammed VI, the country has played a major role on the African continent in economic cooperation, regional integration, food security, migration, the fight against climate change, terrorism, co-development with African countries while strengthening investments and partnerships within the continent. The Kingdom is the second largest African investor in sub-Saharan Africa. Trade between Morocco and this region has grown at an average annual rate of 9.1% since 2008. Given the geostrategic positioning of Morocco, many global companies have chosen this country as their gateway to the sub-Saharan countries.

South Korea can play an honest broker role: its attractiveness for Africa is not limited to the entry of a new market for its products or to a land inherited from natural resources. This country has indicated its willingness for technical assistance projects to contribute to strengthening the development of human resources in Africa. Having previously benefited from the support of the international community for its economic and social development as well as to guarantee its internal peace and stability, Korea sincerely undertakes to pay its royalties to the world community, including by providing support to the requesting countries, in terms of advanced and accessible technology and know-how.

Examples of this cooperation Morocco-Korea, are to distinguish: the Automobile Training Institute in Casablanca (which led to a memorandum of understanding between the two countries), the project for the elimination of tuberculosis "mHealth" and the KAFACI initiative (Korea-Africa Food and Agricultural Cooperation Initiative with the National Institute for Agricultural Research (INRA)).

Moreover, it is clear that Morocco can play a key role, even pivotal, thanks to its expertise in development and the similarities it shares with African countries. It is time to take full advantage of the triangular cooperation between Morocco and Korea in Africa by transforming its piecemeal approach to a more strategic approach.

First, in order to sensitize policy-makers and deepen thinking, success stories, improved communication and information-sharing among stakeholders, integrating universities, the private sector and NGOs are needed. Secondly, it would be wise to identify priority areas by launching pilot co-projects for triangular cooperation in Africa.

However, financial and administrative resources remain limited. In this perspective, it is necessary to broaden the spectrum of projects by engaging the participation of the private sector. On the Korean side, a desire has been expressed to promote social responsibility and entrepreneurship.

Challenges must be considered to ensure the success of tripartite cooperation involving the need to reduce transaction costs and institutionalize multi-stakeholder partnership. Strengthening in terms of mobilization of resources and technologies is also required. Finally, it was considered appropriate to identify the main factors for development in Africa on the basis of comparative advantages of each partner. Suggested areas refer to human resource development, agricultural productivity, community development...

1. It is very convincing argument in this rapidly changing global development landscape with a variety of development challenges and limited ODA resources, TrC is drawing more and more attention as a means to complement traditional development cooperation and implement the SDGs, which require a multi-dimensional, multi-stakeholder approach.
2. However, taking into account its potential utility, TrC is still under-utilized.
 - In particular, TrC is expected to make significant value added in reducing transaction costs, promoting knowledge-sharing and expanding partnership based on mutual respect and accountability
 - In particular, technical assistance projects to contribute to capacity building, human resource development in Africa would be promising areas.
3. Korea, yet in early stage for TrC in its development cooperation policy. Dr. Hur pointed out that Korea's TrC experiences focus on LAC and Asia. That's probably the region we could find very active SS cooperation leaders. In order to respond to even more development needs in Africa, now Korea need to launch more TrC in this region with good partners. I believe there already exist good elements to develop and expand especially between Morocco and Korea.

For instance, Automobile advanced training institute in Casablanca (which led to Tripartite cooperation framework MOU between two countries, There is a high potential for TrC through the Project for elimination of Tuberculosis utilizing mHealth, Also TrC already is on the process in agriculture area through the KAFACI initiative (Korea-Africa Food & Agriculture Cooperation Initiative) with INRA (Institut National de la Recherche Agronomique)

4. Morocco is an African leader in SSC. Particularly since its return to the AU, Morocco has been playing a leading role in economic cooperation, regional integration, food security, migration, fight against climate change, terrorism other Africa's priorities

Under the King Mohammed VI's clear-sighted leadership, Morocco play an active role as an advocate of SSC and co-development with African countries while enhancing investment and partnership in the African continent.

5. I'm convinced that Korea-Morocco could make a “dream team for TrC” based on their comparative advantages and shared vision for development in Africa. This teamwork can incubate sustainable and innovative development cooperation modalities with other partners, public and private, regional and international.

- Korea can play a role as a honest facilitator: we do not see Africa as just a market to sell Korean products neither as repository of natural resources. As country which have received generous assistance and support from international community for its own economic and social development and peace & stability, we are willing to pay back what we owe to other countries in need.
- Some of you or your colleagues might have experience visiting Korea with KOICA training program. I can say proudly that their feedback has been always very positive. What make us pleased is when they say their visit to Korea was special and inspiring compared with any other similar program. They feel respected, cared and learn something in deed, finally fall in love with Korea.

Comparative advantages	Weak points for DC in Africa
<p>successful development stories, unique experiences as a beneficiary country, S-S cooperation provider and finally DAC member donor despite a series of development challenges, sincere commitment to pay back what it owes to global community, advanced but accessible technology and know-how</p>	<p>Limited resources and expertise on local environment, Geographical distance, Cultural, linguistic, religious differences Lack of networking</p>

- On the other hand, it is crystal clear that Morocco can play a dual role as a devoted pivotal country based on its own development experiences and know-how, and strong sense of common destiny with African countries

Comparative advantages	What is required further
<p>Highest level political leadership for SS cooperation in Africa,</p> <p>Rich experiences and networking with African countries with geographical proximity</p> <p>Shared identity and mutual understanding with African countries</p> <p>Better communication (language, culture, religion)</p> <p>Coordinating capacity for project implementation and local adaptability</p>	<p>Mobilizing more resources and technology</p> <p>Strengthen partnership with reliable development partners both public and private</p> <p>Institutionalize development partnership for development effectiveness</p>

6. Now it's Time to fully tap and scale up TrC between Morocco and Korea in Africa by transforming its so-far piecemeal approach to a more strategic approach.

- First of all, in order to raise political awareness and support more significant reflection, success stories, better communication and information-sharing among a diversity of stakeholders including academia, private sector, NGOs are required
- We also need to Identify priority areas and, in this line, need to launch pilot projects for TrC in Africa. Unfortunately, we have limited financial and administration resources. Since SSC is top priority in Morocco, most of ministries and agency wish to launch co-projects for TrC. However, we need to be more realistic and strategic.
- I hope we can develop shared mid/long-term strategy while keeping in mind the sustainability and effectiveness for development cooperation
- Scale up the projects by engaging diverse stakeholders, particularly private sector
- In particular, it is essential to engage the private sector given their essential role in both countries. Morocco is the second biggest African investor in sub-Saharan Africa. Trade between Morocco and this region has grown at an average annual rate of 9.1% since 2008. Recognizing Morocco's geo-strategic position, many global companies have chosen Morocco as their gateway to sub-Saharan countries.
- From Korean side during I have witnessed the willingness of our private sector for CSR and social entrepreneurship. HLF-4 in Busan, 2011, private sector forum. There are global companies and SMEs are eager to create jobs, contributing to local social, economic development while making a good, successful business

7. Suggested discussion topics

- Challenges to consider for successful TrC (Assuring multi-ownership & accountability and demand-driven approaches, reducing transaction costs, institutionalize mutli-stakeholder partnership....)
- Identify Key entry-point areas to trigger a virtuous cycle for development in Africa based on the comparative advantages of each partners. The suggested areas like human resources development, agricultural productivity, community development are good examples.
- Institutionalize TrC to reduce transaction costs, increase development effectiveness among variety of development partners.
- How to strengthen private sector for working partnership.

PROGRAMME

08:30	Registration
9:00	<p>Opening session</p> <ul style="list-style-type: none"> - Opening remarks, Mr Mohammed Tawfik MOULINE, General Director, IRES - Welcoming remarks, Dr LEE Jae-young, Vice-President, KIEP - Welcoming remarks, Mr PARK Dong-sil, Korean Ambassador in Morocco
9:20	<p>Session 1 : "Korea's industrialization experience and Morocco's strategy for economic development"</p> <p style="text-align: center;">Moderator: LEE Jae-young, Vice-President, KIEP</p> <p><u>SPEAKERS/ORATEURS</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - LEE Kwon-hyung, Head of Africa and the Middle East, KIEP Korea's Experiences in automobile industry - Mohammed Tawfik MOULINE, Directeur Général, IRES Les fondements de l'émergence du Maroc - SEO Sang-hyun, Senior Economic Analyst, POSCO Research & Institute Morocco automobile industry outlook from Korean business perspective Aziz RAGBI, Economiste, Professeur d'Université - Maroc Comment développer la coopération économique entre la Corée et le Maroc du point de vue du Maroc - JUNG Jae-wook, Research Fellow, KIEP "How to expand economic cooperation between Korea and Morocco from Korea's perspective" <p><u>PANEL</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Mohamed CHATER, Professeur d'Economie, Chercheur Associé - IRES
10:50	Coffee break
11:10	<p>Session 2: "Korea-Morocco Partnership for Tripartite Development Cooperation in Africa"</p> <p style="text-align: center;">Moderator: Zakaria ABOUDAHAB, Associate Researcher-IRES</p> <p><u>SPEAKERS/ORATEURS</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - HUR Yoon Sun, Research Fellow KIEP "Korea-Morocco Partnership for Tripartite Development Cooperation in Africa from Korea's Perspective" - Azzedine GHOUFRANE, Doyen de la FSJES- Rabat Souissi-IRES "Partenariat Corée-Maroc pour la coopération tripartite au développement en Afrique du point de vue du Maroc" - KIM Soyong, Resident Representative of KOICA Morocco Office "Korea's Tripartite Development Cooperation Policy and Experience" - Said DKHISSI, Professeur d'économie, Chercheur associé - IRES, Maroc "La politique étrangère du Maroc pour le modèle de développement africain" <p><u>PANEL</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - JUNG Hyunjung, Counsellor Korean embassy "Korea-Morocco Partnership for Tripartite Development Cooperation in Africa"
12.45	Closing remarks by co-chairs
13:00	Luncheon & KIEP-IRES Memorandum of Understanding



BIOGRAPHIES¹¹



M. Mohammed Zakaria ABOUDDAHAB

Professeur universitaire, vice-Doyen de la Faculté de Droit- Rabat

Docteur en Droit public, professeur de l'enseignement supérieur (professeur des universités) de droit international et de Relations internationales à la Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales d'Agdal-Rabat. Il est en même temps vice-doyen chargé de la recherche scientifique, de la coopération et du partenariat.

University Professor, Vice-Dean of the Faculty of Law- Rabat

Doctor of public Law, Professor of Higher Education (University Professor) of International Law and International Relations at the Faculty of Legal, Economic and Social Sciences of Agdal-Rabat. At the same time he is vice-dean responsible for scientific research, cooperation and partnership.



M. Mohamed CHATER

Professeur-chercheur à l'Institut National de Statistiques et d'Economie Appliquée

Docteur en Sciences Economiques et titulaire d'un Master de l'Université Libre de Bruxelles. Ses domaines de recherche sont la modélisation en équilibre général en concurrence imparfaite, l'impact de l'instauration de zones de libre-échange, la pauvreté et l'éducation, le capital humain, la croissance et la compétitivité... Professeur de l'enseignement supérieur à l'Institut National de Statistiques et d'Economie Appliquée (INSEA). Il a été Chef du département Economie et Finance au sein de cet Institut. Coordinateur à l'Institut Royal des Etudes stratégiques (IRES) de deux études : en 2011 sur "Quelle contribution du capital humain à la compétitivité du Maroc ?" et en 2014 du groupe de travail de recherche portant sur "Les relations Maroc-Amérique du Nord : bilan et perspectives de renforcement".

Professor-researcher at the National Institute of Statistics and of Applied Economics

Doctor in Economics and holds a Master's degree from the Université Libre from Brussels. His research areas are: General Equilibrium Modeling imperfect competition, impact of the establishment of free trade areas, poverty and education, human capital, growth and competitiveness ... Professor of Higher Education at the National Institute of Statistics and of Applied Economics. He was Head of the Economics and Finance Department within this Institute. Coordinator at the Royal Institute for Strategic Studies (IRES) 2011 on "The contribution of human capital to the competitiveness of Morocco?", And in 2014 the working group on Moroccan relations North America: assessment and prospects for strengthening .

M. Said DKHISSI



Professeur d'économie, Chercheur associé à l'IRES

Docteur d'état de l'Université des Sciences Sociales de Grenoble et ex-Doyen de la Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales de Rabat-Souissi, M. DKHISSI est l'auteur de nombreux ouvrages et articles axés, notamment, sur la problématique du développement dans le contexte de la mondialisation.

¹¹ Par ordre alphabétique/Alphabetically

Professor of Economics, Associate Researcher at IRES

Doctor of State of the University of Social Sciences of Grenoble (France) and ex-Dean of the Faculty of Law, Economic and Social Sciences of Rabat-Souissi, Mr. DKHISSI is the author of many books and articles focusing, in particular, on the problem of development in the context of globalization.



M. Azzedine GHOUFRANE

Chercheur-associé à l'Institut royal des études stratégiques (IRES) et expert régional de l'OMC.

M. Azzedine GHOUFRANE est professeur de l'enseignement supérieur à FSJES-Souissi, Rabat, Université Mohammed V. Il est titulaire de la chaire de l'OMC et également coordinateur national de la participation de l'Université Mohammed V à l'Institut virtuel de la CNUCED.

Associate Researcher at the Royal Institute for Strategic Studies (IRES) and WTO Regional Expert.

Mr. Azzedine GHOUFRANE is Professor of Higher Education at FSJES-Souissi, Rabat, University Mohammed V. He holds the WTO Chair and also National Coordinator of the participation of Mohammed V University at the UNCTAD Virtual Institute.

Dr. Yoon Sun HUR

Research Fellow at the Korea Institute for International Economic Policy (KIEP)

Prior to the current assignment, Dr. Yoon Sun HUR served as Research Analyst at the Federal Reserve Bank of Minneapolis. Her fields of research are development economics, educational economics, and labor economics. She received her B.A. from Korea University, M.A. from Seoul National University and ESSEC, and Ph.D. in Applied Economics from the University of Minnesota.

Chercheur à l'Institut coréen de politique économique internationale (KIEP)

Avant cette affectation, Dr. Yoon Sun HUR a été analyste de recherche à la Federal Reserve Bank de Minneapolis. Ses domaines de recherche sont l'économie du développement, l'économie de l'éducation et l'économie du travail. Elle a reçu son B.A. de l'Université de Corée, M.A de l'Université nationale de Séoul et de l'ESSEC, et Ph.D. en économie appliquée de l'Université du Minnesota.

Dr. Jae-Wook JUNG

Associate Research Fellow of Africa and the Middle East Team at the Korea Institute for International Economic Policy (KIEP)

His research focuses on Africa and the Middle East Economy and trade between the regions and South Korea. His research topic also covers international trade and finance, specifically the effect of trade liberalization policy with financial market condition. He received a B.S. in Engineering and M.A. in Economics from Yonsei University. He holds Ph.d in Economic from University of California, Davis.

Chercheur associé de l'équipe Afrique et Moyen-Orient de l'Institut coréen de politique économique internationale (KIEP)

Les domaines de recherches de Dr. Jae-Wook JUNG concernent l'Afrique, l'économie du Moyen-Orient et le commerce entre les régions et la Corée du Sud, le commerce international et la finance, en particulier l'effet de la politique de libéralisation du commerce sur la situation du marché financier. Il a reçu un B.S. en génie et M.A. en économie de l'Université Yonsei. Il est titulaire d'un doctorat en économie de l'Université de Californie à Davis.

Ms. Soyoung KIM

Resident Representative of the KOICA office in Morocco

Ms. Soyoung KIM holds a BA in English Language and Literature / International Studies, Busan National University, and in August 2003 a Master's Degree in Political Science from Kyunghee University. In March 2004, she joined KOICA in Seoul, and in September 2010-2012 she became the Director of the KOICA Office in Ghana. Since August 2017, she has been Director of the KOICA Office in Morocco

Représentant Résident du bureau de KOICA au Maroc

Mme Soyoung KIM est titulaire d'une licence en langue et en langue et littérature anglaises/ Etudes Internationales, à l'Université nationale de Busan et en août 2003 d'un Master en Science politiques de l'université de Kyunghee. En mars 2004, intègre la KOICA à Séoul, et en septembre 2010-2012, elle occupe le poste de Directeur du bureau du Bureau de la KOICA au Ghana. Depuis le mois d'août 2017, elle Directeur du Bureau de la KOICA au Maroc

Dr. Kwon Hyung LEE

Head of the Middle East and Africa team at the Korea Institute for International Economic Policy (KIEP)

Dr. Kwon Hyung LEE is also an Adjunct Professor at Graduate School of International and Area Studies, Hankuk University of Foreign Studies. His research focuses on industrial and energy policies in Middle Eastern countries. His recent publications are on 'Structures and Risk Factors of Islamic Project Finance', 'Logistics Hub Strategy of the GCC Countries and Policy Implications', 'Financial Cooperation between Korea and the Middle East in the New Industrial and Financial Environment' and 'Lower Oil Prices and Economic Cooperation between Korea and the Middle East'. He holds Bachelor's and Master's degrees in Economics from Seoul National University and a PhD degree in Economics from the School of Oriental and African Studies (SOAS), University of London.

Chef de l'équipe du Moyen-Orient et de l'Afrique à l'Institut coréen de politique économique internationale (KIEP)

Dr. Kwon Hyung LEE est également professeur auxiliaire à la Graduate School of International and Area Studies de l'Université Hankuk d'études étrangères. Ses recherches portent sur les politiques industrielles et énergétiques dans les pays du Moyen-Orient. Ses publications récentes portent sur "Structures et facteurs de risque du financement de projets islamiques", "Stratégie de carrefour logistique des pays du CCG et implications politiques", "Coopération financière entre la Corée et le Moyen-Orient dans le nouvel environnement industriel et financier" et "réduction des prix du pétrole et coopération économique entre la Corée et le Moyen-Orient". Il est titulaire d'un baccalauréat et d'une maîtrise en économie de l'Université nationale de Séoul et d'un doctorat en économie de l'Ecole d'études orientales et africaines (SOAS) de l'Université de Londres

Dr. Jae-Young LEE

Vice president at Korea Institute for International Economic Policy (KIEP)

He is a member of advisory committee of National Security Office of the Republic of Korea. He is also honorary professor of Economic Research Institute of the Far Eastern Branch of Russian Academy of Sciences and honorary professor of the Far East Institute of International Relations in Russia as well. He received Ph.D. in economics at Moscow State University in Russia and Master's degree in business administration at Hanyang University in Korea. He served as an academic visitor at the University of Oxford, a visiting scholar at Harvard University. He was also a member of Advisory Committee at National Unification Council under the President of the Republic of Korea and president of the Korean-Central Asian Economic Association. Dr. LEE has conducted numerous research in Korea's economic strategy toward Russia and Eurasia including the CIS countries: "The New Northern Policy and Korean-Russian Cooperation,"(2017), *The Political Economy of the Pacific Russia*(coauthor, 2017), *Evaluation of Korea-Russia Economic Cooperation and its mid-to long-term Vision* (coauthor, 2015); and etc.

Vice-président de l'Institut coréen pour la politique économique internationale (KIEP)

Il est membre du comité consultatif du Bureau de la sécurité nationale de la République de Corée. Il est également professeur honoraire de l'Institut de recherche économique de la branche extrême-orientale de l'Académie des sciences de Russie et professeur honoraire de l'Institut des relations internationales d'Extrême-Orient en Russie. Il a reçu un doctorat en économie à l'Université d'Etat de Moscou en Russie et une maîtrise en administration des affaires à l'Université de Hanyang en Corée.

Il a servi comme visiteur académique à l'Université d'Oxford, un chercheur invité à l'Université Harvard. Il a également été membre du Comité consultatif du Conseil national de l'unification dirigé par le Président de la République de Corée et président de l'Association économique coréenne-centre-asiatique. M. Lee a mené de nombreuses recherches sur la stratégie économique coréenne à l'égard de la Russie et de l'Eurasie, y compris les pays de la CEI: "Nouvelle politique nord-coréenne et coopération coréenne-russe" (2017), Économie politique de la Russie pacifique de la coopération économique entre la Corée et la Russie et sa vision à moyen et à long terme (coauteur, 2015),...



M. Mohammed Tawfik MOULINE

Directeur Général, Institut Royal des Etudes Stratégiques (IRES)

Né le 4 avril 1952 à Rabat, est diplômé de l'Ecole Polytechnique de Paris (X) en 1974 et de l'Ecole Nationale Supérieure des Mines de Paris en 1976. Après un début de carrière professionnelle à l'Office Chérifien des Phosphates (Direction des Industries Chimiques) et à la Société Nationale de Sidérurgie, il rejoint, en janvier 1979, le Département du Premier Ministre en tant que chargé de mission. Entre août 1982 et juin 1995, il assume plusieurs responsabilités au sein du groupe ONA : Directeur des études et du développement jusqu'en 1989, Directeur Général du secteur financier et de la Financière Diwan entre 1990 et 1995 et Directeur Général du pôle télécommunications et systèmes d'information entre 1992 et 1994. Entre juillet 1995 et juin 2003, il est à la tête de la Direction des Etudes et des Prévisions Financières au Ministère de l'Economie et des Finances. En juillet 2003, il rejoint le Cabinet Royal en tant que chargé de mission où il mène des études stratégiques et des réflexions relatives au futur. Membre du comité de rédaction du Rapport du Cinquantenaire sur le Développement Humain, il pilote l'élaboration des rapports transversaux sur les perspectives 2025 et sur la comparaison du Maroc avec un échantillon de 14 pays émergents. En novembre 2007, il est nommé directeur général de l'Institut Royal des Etudes Stratégiques, institution dont la mission principale est de contribuer à l'éclairage des grands choix stratégiques du Maroc. Mohammed Tawfik MOULINE est l'auteur d'un nombre important d'études publiées dans des revues nationales et internationales. Il est Président de l'Association Marocaine de Prospective de 1999 à 2004, Président d'Honneur de l'Association Marocaine des Sciences Régionales depuis 2013 et membre du comité scientifique de plusieurs institutions. Il est Officier de l'Ordre du Mérite par décret du Président de la République française depuis juin 2004.

Director General, Royal Institute of Strategic Studies (IRES)

Born in April 4, 1952 in Rabat, graduated from the Polytechnic School of Paris (X) in 1974 and from the National School of Mines in Paris in 1976. After a professional start at the Office Chérifien des Phosphates (Directorate of Chemical Industries) and the National Society of Iron and Steel, he joined in January 1979, the Department of the Prime Minister as a project manager.

Between August 1982 and June 1995, he held several responsibilities within the ONA Group: Director of Studies and Development until 1989, General Manager of the Financial Sector and Financial Diwan between 1990 and 1995 and General Manager of the Telecommunications and Systems Cluster Between July 1995 and June 2003, he headed the Directorate of Studies and Financial Forecasting at the Ministry of Economy and Finance. In July 2003, he joined the Royal Cabinet as a project manager where he conducted strategic studies and reflections on the future.

Member of the editorial board of the fiftieth anniversary report on Human Development, he leads the preparation of cross-sectional reports on the 2025 outlook and the comparison of Morocco with a sample of 14 emerging countries. In November 2007, he was appointed Managing Director of the Royal Institute for Strategic Studies, an institution whose main mission is to contribute to the lighting of Morocco's major strategic choices. Mohammed Tawfik MOULINE is the author of a large number of studies published in national and international journals. He is President of the Moroccan Association of Prospective from 1999 to 2004, Honorary President of the Moroccan Association of Regional Sciences since 2013 and member of the scientific committee of several institutions. He is an Officer of the Order of Merit by decree of the President of the French Republic since June 2004.

S.E.M. Dong-sil PARK

Ambassadeur de la République de Corée du Sud au Maroc

Son Excellence M. PARK Dong-sil, est titulaire d'un Master en Etudes asiatiques, de l'Université d'Illinois, Urbana-Champaign, (Etats-Unis) et d'un Master en Droit des Affaires, Faculté des Droits, Université de Michigan, Ann Arbor, (Etats-Unis). En 1981, il rejoint le Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur de la Corée et en 1987, il devient Vice Consul au Consulat Général de Corée à Los Angeles (Etats Unis). En 1988, il devient Deuxième Secrétaire à l'Ambassade de la Corée au Zaïre, avant d'occuper, en 1994, le poste de Premier Secrétaire à l'Ambassade de Corée en Indonésie. En 1997, il est Premier Secrétaire à l'Ambassade de de Corée en Suède avant d'être Conseiller, en 2003, à l'Ambassade de Corée au Canada. En 2008, M. PARK est Consul Général de la Corée en Italie, puis en 2011, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de Corée en République Dominicaine et depuis 2015, il est Ambassadeur extraordinaire et Plénipotentiaire de la Corée au Maroc. Son Excellence a reçu la décoration de l'Ordre du Mérite de Duarte, Sanchez y Mella, au Grade de Grande Croix Plaque d'Argent (République Dominicaine).

Ambassador of Republic of South Korea to Morocco

His Excellency Mr. PARK Dong-sil, holds a Master's degree in Asian Studies, from the University of Illinois, Urbana-Champaign, (USA) and a Master's degree in Business Law, Faculty of Laws, University of Michigan, Ann Arbor, (USA).

In 1981, he joined the Ministry of Foreign Affairs and Foreign Trade of Korea and in 1987, he became Vice Consul at the Consulate General of Korea in Los Angeles (United States). In 1988, he became Second Secretary at the Korean Embassy in Zaire, before becoming, in 1994, the position of First Secretary at the Korean Embassy in Indonesia. In 1997, he was First Secretary at the Korean Embassy in Sweden before being Counselor, in 2003, at the Korean Embassy in Canada. In 2008, Mr. PARK is Consul General of Korea in Italy, then in 2011, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of Korea in the Dominican Republic and since 2015; he is Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of Korea in Morocco. His Excellency received the decoration of the Order of Merit of Duarte, Sanchez y Mella, to the Grade of Great Cross Silver Plaque (Dominican Republic).

Dr Sang-Hyun SEO

Senior Economic Analyst of POSCO Research & Institute

Mr SEO holds a PhD in International Politic Science, University of South Africa, a MA in Politic Science, Hankuk University of Foreign Studies (HUFS), Korea. BA (African Language) in Hankuk University of Foreign Studies, Korea and in 1999-2010 he was Research Fellow of Institute of African Studies (HUFS).

Analyste économique principal de POSCO Research & Institute

M. SEO est titulaire d'un doctorat en science politique internationale de l'Université d'Afrique du Sud et d'une maîtrise en sciences politiques de l'Université Hankuk d'études étrangères (HUFS), en Corée. BA (Langue Africaine) à l'Université des Etudes Etrangères de Hankuk en Corée et en 1999-2010 il a été chercheur à l'Institut des Etudes Africaines (HUFS).